

Tom Thomas

La crise chronique
ou
le stade sénile du
capitalisme

Tom Thomas

La crise chronique
ou
le stade sénile du
capitalisme

LISTE DES OUVRAGES DU MEME AUTEUR

*** Sur le chômage, la diminution du temps de travail, le partage du travail, un autre travail (et critique des thèses bourgeoises, Aznar, Gorz, Meda, Lipietz, etc...) :**

Crise, Technique et Temps de Travail (1988).

Partager le travail, c'est changer le travail (1994).

Ni fin du travail, ni travail sans fins (1998).

*** Sur quelques problèmes du passage au communisme :**

Le capitalisme des deux mondes (1990).

A propos des révolutions du 20^{ème} siècle, ou le détour irlandais (1990). Epuisé.

Marx et la transition au communisme (2000).

*** Une critique de l'écologie politique :**

L'écologie du sapeur camember (1992).

*** L'individu privé, sa société, l'Etat et ses formes politiques :**

Une brève histoire de l'individu (1993).

Les racines du fascisme (1996).

Marx et la transition au communisme (2002).

L'état et le capital (l'exemple français).

*** Sur l'origine de l'argent et de sa domination, la finance et les crises financières, la critique des thèses bourgeoises sur la « mondialisation » et la « financiarisation » :**

l'hégémonie du capital financier et sa critique (1999).

Les Mondialisations.

10 euros port compris par exemplaire

DIFFUSION : ALBATROZ, B.P. 404, 75969, PARIS, CEDEX 20,
FRANCE.

INTRODUCTION

Il ne fait évidemment aucun doute que le capitalisme est en crise. Même si quelques épisodes de brèves reprises ici ou là permettent aux « experts » de claironner que le système va toujours de l'avant. Certes le fait que la crise ne leur apparaisse souvent que comme un krach boursier ou monétaire, éclatant dans tel ou tel pays, leur permet de faire croire qu'il ne s'agit, à chaque fois, que de problèmes localisés, particuliers, ou alors seulement spécifiques aux excès d'un capital financier, dit par eux « libéral », aux spéculations et à la soif illimitée d'enrichissement de quelques puissants aussi riches que cyniques.

Ce serait ignorer les profonds mouvements souterrains qui accumulent les forces contradictoires qui, tels ceux des plaques tectoniques qui causent les séismes, se résolvent en crises. Ce serait oublier que les manifestations de ces contradictions sont permanentes, et nullement limitées à la finance, ni même à l'économie ; ainsi le chômage, le sous-emploi, la précarité, la misère, les pandémies, les désastres écologiques, les guerres, qui se développent régulièrement et comme irrésistiblement. Ce serait ne pas voir que ces krachs eux-mêmes se succèdent à une fréquence accélérée, fragilisant de plus en plus jusqu'aux grands Centres du capitalisme, USA, Japon, Europe, dont les monnaies, les Bourses, et tous les secteurs économiques vacillent. Cette fréquence devient même une quasi permanence ces vingt dernières années : 1982 et 1994 crises mexicaines et en Amérique Latine, 1997-98 la débâcle des dragons et autres tigres asiatiques, 1998 la Bérézina russe, 1999 l'écroulement du Brésil et de l'Equateur, 2001-2002 l'effondrement de la Turquie et de l'Argentine dans l'hyperinflation, tandis que le Japon croule depuis plus de dix ans sous des déficits budgétaires monstrueux, maintenant rejoint dans cette performance par les USA et l'Europe, sans pour autant que ces émissions massives de liquidités ne parviennent à enrayer la croissance du chômage.

Le constat de la situation et des catastrophes n'est d'ailleurs pas en question. Il ne manque pas d'experts qui, s'angoissant de l'avenir de ce système social qui leur est si agréable, de maux qui en s'étendant finissent par les menacer parfois eux-mêmes, comme les pollutions écologiques ou l'insécurité, le degré de dégradation des structures sociales et du « consensus républicain », s'avisent de sonner le tocsin. Ils conjurent leurs congénères politiciens et managers de bien vouloir réduire les « ex-

cès » et œuvrer à renforcer les pouvoirs de l'Etat, supposés être ceux des individus-citoyens (citoyen étant l'individu socialement associé aux autres et responsable dans l'imaginaire républicain), afin de rétablir ce consensus.

L'analyse de la crise n'a guère d'intérêt quant à son constat dont témoignent ainsi souvent ces experts, notamment quand ils sont de gauche. Par contre, elle est l'enjeu d'une lutte des classes quant à ses causes, et donc quant aux solutions pour l'éliminer. Suivant celle qui sera proposée, on en déduira des solutions pour prolonger ou abroger l'accumulation de type capitaliste, réformistes ou révolutionnaires.

Pour les réformistes les causes ne sont que conjoncturelles et cas particuliers. Par exemple le pétrole en 1973, les bas salaires du Tiers Monde ou la crise du dollar aujourd'hui, ou les magouilles de financiers véreux, ou encore les libres mouvements des capitaux et le fameux libéralisme mondialisé. Il ne s'agit alors que d'erreurs à corriger, ou même pour la gauche radicale d'affirmer qu'un autre capitalisme est possible, mettant « l'économie au service de l'homme »¹ grâce à sa gestion par un Etat débarrassé des politiciens libéraux. Leurs rêves les plus fous ne vont pas au delà d'un capitalisme du juste milieu, c'est à dire dont les bienfaits pourraient soi-disant être répartis équitablement entre tous sous la houlette de cet Etat dont ils seraient les sages et paternels gérants.

Ce que cet ouvrage s'attachera au contraire à rétablir est que ces causes sont structurelles. Inhérentes au capitalisme dans leurs racines essentielles, à son procès spécifique d'accumulation, et au stade qu'il a atteint quant aux formes diverses qu'elles prennent. Lesquelles attestent aujourd'hui, comme il sera également montré, d'un blocage presque absolu de cette accumulation, ou à tout le moins en voie de l'être.

Il ne s'agit pas de jouer les Cassandre. Il ne s'agit pas de prophétiser un effondrement final qui n'existe que comme processus révolutionnaire. Mais de convaincre au moins de deux choses essentielles. Premièrement que la crise actuelle implique que le capitalisme ne peut plus se

1 Utopie aussi vieille que le capitalisme, à laquelle Marx répondait déjà en son temps que : « La finalité constante de la production capitaliste c'est d'engendrer, avec le minimum de capital, un maximum de plus-value... Dans cette conception, les ouvriers eux mêmes apparaissent comme ce qu'ils sont dans la production capitaliste : de simples moyens de production, et non une fin en soi, ni la finalité de la production. » TPV, II, p.654. [AVERTISSEMENT : Les citations des œuvres de K. Marx utilisées dans cet ouvrage sont tirées des Editions Sociales (ES). Elles sont notées TPV pour *Théories sur la Plus-Value*, Gr pour les *Grundrisse*, suivies de I, II, III, IV pour les tomes, ou pour les Livres du Capital suivis alors de 1, 2, 3, pour les tomes.]

survivre que dans une agonie perpétuelle, une sorte de stagnation dans laquelle ses avancées scientifiques et technologiques ne pourront s'opérer que sur la base de destructions et de chômage croissants, et du développement d'une oppression bourgeoise de plus en plus totalitaire dans tous les domaines politiques, culturels et sociaux. Deuxièmement, que cette crise manifeste aussi que le capitalisme a créé les conditions objectives pour entreprendre l'abolition de la propriété privée des conditions de la production, propriété dont on montrera qu'elle en est la racine.

C'est elle qui fonde les divisions, séparations qui sont l'essence du capital. Celles-ci se développent, s'augmentent en même temps que lui, dans une sorte de dynamique « écartante ». Entre producteurs privés, entre valeur d'usage (travail privé, concret) et valeur d'échange (travail social, abstrait), entre le travail social et l'argent qui le représente mais s'automultiplie avec le crédit, entre propriétaires des conditions de la production et prolétaires, etc. Ces contradictions s'accumulent et se manifestent par différents phénomènes, notamment deux : les crises qui sont censées les surmonter, mais qui n'y parviennent qu'en les aggravant ; la lutte des classes que les crises exacerbent.

En réalité il ne s'agit de deux phénomènes que parce que la crise semble être du seul domaine « économique », tandis que la lutte des classes apparaît dans la superstructure sociale, politique, idéologique. Pour les bourgeois l'économie n'est qu'un rapport entre les choses, un problème de quantités, d'offre et de demande, de concurrence entre capitaux. Et comme les crises apparaissent à la surface du système social comme disproportions entre des quantités de choses, marchandises en excès, pléthore de crédits ne pouvant être remboursés, inflation monétaire, etc., c'est qu'elles sont « économiques ». Il suffit de mieux régler les quantités : supprimer des marchandises et des usines ici, abaisser la masse salariale là, restreindre ou développer le crédit ailleurs. Tout cela est affaire de calculs, donc d'experts économistes, qui ne cessent de se tromper mais peu importe ! Qui ne se trompe jamais disent-ils ? Mais, les crises se reproduisant sans cesse toujours plus violentes ne faut-il pas s'interroger sur la science de ces messieurs ?

A vrai dire, nous savons au moins depuis Marx que l'économie est toujours politique, sociale et historique. Que crises économiques et luttes politiques et sociales ont les mêmes racines, s'alimentent réciproquement. Que le capital n'est pas un rapport entre les choses, cela n'est que son apparence, le fétichisme de la marchandise en général et de l'argent en particulier, mais un rapport entre les hommes qui produit certains rapports

entre les choses. Et ce rapport, nous y reviendrons donc nécessairement, est l'appropriation privée des conditions de la production. Et c'est parce que lors des crises le capitalisme bouleverse tout, sauf ce rapport qui le fonde comme système de production et comme société, qu'il ne peut rien résoudre de ses contradictions sinon provisoirement.

En schématisant on pourrait dire que la crise est le moment où le capital surmonte les contradictions entre les choses, telles que celles entre les quantités de capitaux et de profits, d'offre et de demande, de crédits et de valeurs réelles, en aggravant les contradictions entre les hommes, bourgeois et prolétaires, et même capitalistes entre eux. Elle est en effet le moment où le capital tente de refaire l'unité de son équilibre général en corrigeant toutes les disproportions entre les choses qui le minent, mais cela pour accroître la production de plus-value que bloquent ces disproportions et qui est son seul but, sa condition d'existence. La crise est donc un moment particulier du renforcement des rapports d'appropriation et des antagonismes qu'ils génèrent. La crise comme un moment d'unification, c'est une observation que Marx a souvent faite. Par exemple : « *La crise n'est rien d'autre que la mise en œuvre de l'unité des phases du procès de production, qui se sont autonomisées l'une vis à vis de l'autre.....Les crises du marché mondial doivent être comprises comme regroupant réellement et égalisant violemment toutes les contradictions de l'économie bourgeoise.* »²

Mais toutes les crises n'y parviennent pas. C'est justement l'originalité de la crise contemporaine que le capital est incapable, à travers elle, de reconstruire cette unité, ses équilibres spécifiques. Cela manifeste que le capitalisme a atteint le stade de sa sénilité. D'où le titre de cet ouvrage, un peu paradoxal si on considère que la crise est, comme il vient d'être dit, le moment où le capital relance, en l'élargissant, le procès de valorisation et d'accumulation qui est son existence. Mais c'est bien ce qu'il tente de faire dans la crise actuelle aussi. En ce qui le concerne, sénilité ne veut pas dire inertie, torpeur, lente extinction naturelle. Au contraire, il est déchaîné, forcené dans la mise en œuvre des moyens de « l'égalisation de ses contradictions ». En cela il y a bien crise, et plus violente que jamais. Mais elle se prolonge car le capital n'arrive pas à ouvrir une nouvelle phase franche et nette d'accumulation élargie. C'est la

2 K. Marx, *T.P.V.*, II, 608, p.262, ES. Ou encore : « *Les crises ne sont jamais que des solutions violentes et momentanées des contradictions existantes, de violentes éruptions qui rétablissent pour un instant l'équilibre rompu* » (K. Marx, *Le Capital*, III, 1, 262, ES.)

sénilité, au sens de stade de développement que le capital ne parvient pas à dépasser. La sénilité, c'est la crise permanente, à des degrés divers d'intensité suivant les mois et les années, à travers laquelle il se survit. Il stagne ne veut pas dire qu'il est immobile, mais que le mouvement perpétuel de dévalorisation-valorisation, destructions-crétions, qui a toujours été son mode d'existence, ne se solde plus au final par un accroissement suffisant de la production de plus-value, tout en aggravant très sûrement et rapidement la misère des populations et les dégradations de la planète. « On a tout essayé » constatait Mitterrand, un de ses fonctionnaires les plus zélés. Tout, c'est-à-dire seulement toutes les diverses recettes que la bourgeoisie met en œuvre dans les crises, et à propos desquelles se disputent ses experts. Aucune ne marche, ni l'étatisme de gauche, ni le libéralisme de droite, ni les deux à la fois comme le pratiquent en fait tous les gouvernements qui tous, et c'est leur fonction, organisent l'Etat au service du capital. Nous en dirons les raisons, qui sont aussi celles de la possibilité objective d'autres solutions.

Cet ouvrage est bref pour un sujet aussi vaste. Il laisse de côté beaucoup de faits qui expliqueraient les différentes manifestations spécifiques et péripéties variées de la crise dans l'espace mondial, comme dans son histoire. Egalement, et bien que les crises ne soient au fond qu'un moment de l'évolution des contradictions du capital, il n'en reproduira évidemment pas toute la théorie, ce qui est l'œuvre de Marx. Il s'appuiera sur ses conclusions essentielles, lesquelles trouvent d'ailleurs leur vérification éclatante dans les faits de ces cent dernières années. Elles nous serviront d'abord à analyser le noyau logique de la crise tel qu'il découle du principe de séparation qui est celui de la propriété privée, et de l'échange élémentaire qui en découle Marchandise-Argent-Marchandise (M-A-M). C'est là que Marx situait la possibilité générale, abstraite, des crises³. De ce noyau élémentaire on passera ensuite aux déterminations plus concrètes. D'abord en présentant l'analyse générale des crises du capitalisme de la maturité, celui du 19^{ème} siècle anglais dont Marx a fourni les éléments⁴. Puis en caractérisant plus spécifiquement la crise actuelle comme crise du capitalisme sénile, période historique où le procès d'accumulation hoquette de plus en plus, la crise devenant quasi permanente, entrecoupée de phases de croissance de plus en plus brèves (à l'inverse des crises « décennales » suivies d'assez longues reprises de l'époque de la maturité). Et

3 Cette analyse figure notamment dans *TPV II*, 17^{ème} chapitre.

4 Notamment dans *Le Capital*, III, 1, chapitre 15.

c'est pourquoi on peut parler pour l'époque contemporaine de ces trente dernières années de la, et non des, crise.

On sera alors amené, dans l'analyse de cette phase sénile, à accorder une attention particulière au capital financier. Car il apparaît, et est présenté par les experts, comme le facteur explicatif essentiel de la crise contemporaine. Et ce n'est évidemment pas un hasard si celle-ci se manifeste comme l'éclatement de diverses bulles financières à la surface du chaudron capitaliste : krachs boursiers, faillites bancaires, monceaux de dettes privées et publiques, écroulement des monnaies, spéculations, etc. Il est facile de prendre le phénomène apparent pour la maladie, alors qu'il n'est que la fièvre. D'où l'idée que les causes de la crise moderne seraient « la finance » devenue gigantesque, et le refus de gouvernements libéraux, du FMI, des gnomes de Zurich ou d'ailleurs d'en contrôler les mouvements et d'affranchir ainsi le monde de sa domination.

Cette idée ne se forme pas par hasard. En effet, la forme financière du capital non seulement s'est développée au fur et à mesure de son accumulation sous ses formes matérielles, mais elle apparaît aux bourgeois comme la forme idéale du capital, celle qui réalise pleinement ce qui leur apparaît être son essence : de l'argent produisant de l'argent (A-A'). Pour eux, le capital c'est l'argent. Elle est donc aussi, comme le disait Marx, le comble du fétichisme, la forme la plus imaginaire de la valorisation du capital. Mais prise pour représentation idéale et naturelle de la richesse, il s'ensuit que les mouvements du capital financier induisent les comportements. Forme totalement irrationnelle, elle induit les comportements les plus irrationnels, les plus aveugles. Le capital financier est un argent qui semble d'autant plus produire de la richesse qu'il s'automultiplie artificiellement sur lui même par le moyen du crédit. Il se pose comme du vrai capital, accroît la masse de capital prétendant recevoir une part de la plus-value sociale. Jusqu'au jour où il faut se rendre compte que celle-ci est insuffisante à nourrir d'intérêts et de dividendes tout ce capital. C'est le krach qui en révèle la fictivité.

Pour important que soit son rôle le capital financier n'est qu'une forme parmi d'autres du capital, une forme de la propriété. Son hypertrophie n'est qu'un facteur d'aggravation des crises. Mais il n'est ce facteur qu'en tant qu'il se pose comme capital, donc qu'en rapport avec la production de plus-value. C'est ce rapport qu'il faut analyser pour expliquer la crise, et non seulement une des formes que revêt nécessairement le capital dans la série des métamorphoses qui constituent son procès de valo-

risation. « *La crise réelle ne peut être exposée qu'à partir du mouvement réel de la production capitaliste, de la concurrence et du crédit.* »⁵

Quant à savoir s'il s'agit d'une crise telle que le capitalisme s'écroulerait sur lui-même dans la « fin du travail » (ce qui serait évidemment la fin du prolétariat, de la plus-value, de la bourgeoisie), il s'agit là de raccourcis prophétiques et utopiques que professent certains idéologues. Ils évitent ainsi d'avoir à envisager le mouvement révolutionnaire dans la complexité des contradictions qu'il a à résoudre. Ils ont pour objectif plus ou moins conscient d'endormir et de désarmer le prolétariat. Car il n'y a que la lutte de classe, tout au long d'un processus historique de transition pour l'abolition des classes, qui décidera du résultat, socialisme ou barbarie selon l'exact dilemme.

Ce qui est certain de ce point de vue est que la crise mine le pouvoir politique de la bourgeoisie. Celle-ci doit alors résoudre un amoncellement de difficultés pour reproduire la société telle qu'elle est, capitaliste. Cela sape les alliances de classe sur lesquelles est basée son hégémonie politique dans sa forme dite démocratie. Cela sape l'ordre impérialiste international. Ce que l'analyse de la crise actuelle permet aussi de dire avec certitude, c'est qu'elle ne fait que commencer. Donc que les bouleversements politiques, dictatures, guerres impérialistes pour l'ordre mondial, mouvements de résistances, révolutions, sont à venir. C'est en perspective de ces affrontements certains que s'inscrit la lutte sur les causes de la crise qui exacerbe ces antagonismes. Car la lutte sur les causes est aussi évidemment celle sur les solutions et leurs possibilités. Et c'est à cela que cet ouvrage veut contribuer.

5 K. Marx, *TPV* II, p.611, ES.

Chapitre I.

LES RACINES DE LA CRISE

1.1 PROPRIETE PRIVEE ET CRISE

La crise apparaît comme une perturbation, un recul, un blocage des échanges marchands. Elle apparaît donc dans les échanges. Mais cela ne veut pas dire qu'on y trouve là ses causes. Cela tient seulement à ce fait que, dans le monde de la propriété privée des moyens de production, où chacun produit indépendamment les uns des autres, ce n'est que par l'échange, au moment de l'échange, que les producteurs savent si leur travail est, ou non, validé socialement. Sinon, s'il y a mévente, c'est que leur travail n'est pas socialisé. La production qui n'est pas socialisée s'arrête, il y a crise. Ses manifestations immédiates sont toujours dans la mévente, l'effondrement spectaculaire des échanges et des prix. La facilité est de prendre ces manifestations de la crise pour ses causes. Déceler celles-ci est une tout autre affaire.

C'est Marx qui a découvert que, du fait de la séparation des producteurs dans la propriété privée, le travail concret (qualité et quantité) de chacun, qui produit des valeurs d'usage, n'est validé comme travail social, travail satisfaisant aux besoins des autres et aux conditions normales de fabrication à une époque donnée, qu'en prenant la forme de travail abstrait. C'est à dire que la marchandise est échangée contre une autre suivant le critère qu'elles représentent toutes deux la même quantité de travail social, c'est à dire la même quantité de travail moyen nécessaire pour les produire à une époque donnée, la même valeur sociale. Cette valeur sociale contre laquelle s'échange le travail concret est dite valeur d'échange parce qu'elle ne se connaît que comme rapport d'échange de deux marchandises. Autrement dit la valeur d'une marchandise ne s'exprime que dans une autre, qui lui est extérieure. On sait que l'argent s'est posé comme cette marchandise extérieure, mais aussi universelle, extérieure à toutes les autres à la fois, contre laquelle elles peuvent ainsi toutes s'échanger, se comparer mutuellement face au même étalon. L'argent est une marchandise qui représente le travail social en général, qui peut s'échanger contre toutes les autres, qui permet de sortir du troc, mais alors aussi de vendre avant d'acheter. Ainsi le travail privé contenu dans la

marchandise est validé socialement quand elle est échangée contre une quantité d'argent (vendue à un prix) correspondant à sa valeur sociale (à la quantité de travail social) corrigée en plus ou en moins suivant qu'il en a été produit trop ou pas assez (rapport offre/demande). Donc pour résumer, le travail concret des individus privés doit se transformer en son contraire, en travail abstrait (abstrait parce que le social est ici séparé et inconnu du privé), pour être socialisé, validé. Et cette métamorphose se réalise aveuglément dans l'échange contre argent. L'argent est la forme d'existence de la valeur d'échange, sa représentation. L'extériorité de cette représentation par rapport au travail contenu dans la marchandise – qui ne peut pas « porter sur son front » sa valeur, la quantité de travail social qu'elle contient – induit la possibilité de son autonomie. L'argent est une forme autonome de ce qu'il représente, ce qui crée la possibilité des crises monétaires et financières dont nous parlerons plus loin.

Auparavant, examinons d'abord la possibilité des crises en général. Il faut pour cela revenir au point de départ, à la séparation de la propriété privée. Chaque producteur privé doit échanger pour vivre, il doit donc produire pour l'argent. Sa marchandise s'échangera à une valeur correspondant aux conditions sociales moyennes de productivité du travail du moment, qu'il ignore, et suivant un rapport général offre/demande qu'il ignore également. L'argent sera l'acceptation par les autres de son travail, mais suivant ces conditions de productivité et de marché (qui transforment la valeur en prix). Et il lui servira à leur acheter de quoi satisfaire ses besoins et continuer son travail. La propriété privée induit la séparation des actes de vente et d'achat, par la médiation de l'argent qui transforme le travail privé en travail social¹. Cette séparation est la contradiction à la base de l'échange marchand, échange suivant le schéma M-A-M dans sa forme élémentaire, abstraite. L'argent n'en est qu'une conséquence.

Marx décèlera immédiatement dans cet effet de la propriété privée, et seulement de celle-ci, de ce rapport social particulier, le noyau le plus profond autour duquel se forme le phénomène complexe des crises. Vente de M contre A, achat de M contre A. On a là à la fois l'embryon du capital et de la crise. Cette racine commune la détermine comme un simple épisode de l'existence du capital, c'est à dire de son procès d'accumulation. Episode qui rétablit *« l'unité des moments promus à l'auto-*

1 Autrement dit, le travail social est abstrait dans les sociétés marchandes et capitalistes, et sa représentation, l'argent, imaginaire.

nomie »², Car les moment M-A et A-M séparés qui ont pu être séparés dans le temps au moyen de la médiation de l'argent doivent être néanmoins unis, puisqu'il faut vendre pour acheter, et acheter pour vivre. La crise advient quand cette unité est rompue, et pour la rétablir. La séparation de ces deux moments fondamentaux implique la possibilité d'une crise, comme si ces deux phases étaient indifférentes l'une à l'autre. Elle implique en effet la possibilité d'une interruption de l'échange de multiples façons. Par exemple, on peut vendre sans acheter, ou acheter plus tard. Entre temps, la marchandise voulue ne sera plus disponible, ou les conditions de sa production et les prix auront variés, ou encore la valeur de l'argent aura fondu et ne permettra plus un achat, etc. Bref « la possibilité de la crise (apparaît) déjà dans la simple métamorphose de la marchandise »³ en argent, et de l'argent en marchandise.

A ce stade élémentaire de l'analyse, il ne s'agit que d'une possibilité, « possibilité générale abstraite....forme la plus abstraite de la crise, sans contenu, sans motif impliquant ce contenu.....ce qu'elle contient uniquement c'est qu'est présente là la forme pour une crise. »⁴ La séparation permet qu'apparaissent des disproportions entre ventes et achats. Elle n'y oblige pas, mais est leur possibilité, et celle de la crise qui apparaît alors pour les résoudre. Sa possibilité la plus intime, la plus élémentaire et, par là, la plus générale, est dans cette forme : la séparation de l'échange qui est induite par celle de la propriété privée. On passera aux motifs concrets des crises et à leur contenu en enrichissant l'analyse du noyau élémentaire M-A-M de toutes les déterminations qui sont celles des échanges dans une société développée sur cette base. C'est à dire une société capitaliste, où le but de l'échange est l'accroissement de A, ce qui n'est que la conséquence de la production pour l'argent. Soit les échanges suivant le schéma A-M-A' bien connu, ou procès de valorisation.

Or ce procès n'est qu'une démultiplication de la métamorphose A-M ou M-A de la marchandise exposée ci-dessus, donc des possibilités de crise, l'argent s'y convertissant en matières premières et moyens de production et de transport divers, force de travail, marchandises, à nouveau argent, au sein d'une division du travail et des échanges entre branches de la production eux mêmes sans cesse démultipliés. Le procès de la reproduction du capital est fait du procès de tous ces échanges. Ayant vu la possibilité de la crise découler du principe de l'échange marchand, on voit

2 K. Marx, *TPV* II, p.597, ES.

3 *Ibidem*, p. 605-606.

4 *Ibidem*, p.608.

que sa démultiplication est donc aussi celle des possibilités de crise, c'est à dire des points, des moments du procès de valorisation où des disproportions sont possibles qui le bloquent. L'analyse concrète des crises sera alors d'expliquer pourquoi telle ou telle conjoncture d'événements particuliers transforme telle ou telle de ces possibilités concrètes en crise réelle. Une crise dont on aura le « motif » et le « contenu ».

Mais avant de donner un aperçu sur ces développements concrets de la théorie des crises, puis d'aborder plus précisément la crise actuelle, il importe de bien établir la cause du phénomène « crise en puissance » que constitue la transformation de la marchandise en argent. Qu'est-ce qui se passe dans ce que Marx appelle le « *salto mortale* », le saut périlleux⁵ ? Il se passe la réalisation concrète de la métamorphose que nous avons rappelée ci-dessus, la socialisation du travail privé, sa validation comme travail correspondant dans son objet, en quantité et qualité, à un besoin social, effectué suivant les conditions sociales du travail de l'époque. Socialisation dont la médiation est l'argent. Le saut est donc périlleux en ceci : « ...transformer la marchandise, produit particulier du travail individuel (de la propriété privée, n.d.a.), en argent, son contraire, en travail social abstraitement général. »⁶ Et encore faut-il pour cela que l'argent existe, soit apporté par un acheteur, qui a donc dû lui même être vendeur... D'où un enchevêtrement compliqué de conditions des échanges, qui sont autant de possibilités d'interruption, de crises. Lesquelles possibilités se démultiplient évidemment quand on passe à toute la série innombrable des métamorphoses qui constituent le procès réel de la production, celui de la valorisation du capital.

Tel est le contenu du « saut périlleux » qui est le noyau fondamental de toutes les crises, leur racine, et dont la cause est la propriété privée des conditions de la production. Ce noyau s'étoffera de multiples déterminations concrètes avec les développements de ce rapport social d'appropriation, jusqu'au capitalisme mondialisé actuel. Ils donneront leur caractère concret et spécifique aux crises des différentes époques. Mais il n'y a pas que la démultiplication et la complexification des « sauts périlleux » des échanges, il y a aussi l'accroissement proportionnel de l'importance de la marchandise médiatrice, l'argent. Plus son rôle de moyen des échanges se développe avec ceux-ci, plus son accaparement devient aussi le but des individus, et plus croît également l'autonomie qui le caractérise

5 Dans la *Contribution à la Critique de l'Economie Politique*, section « La métamorphose de la marchandise », ES, p.58 à 67.

6 K. Marx, *TPV* II, p.607, ES.

par rapport au travail social qu'il est censé représenter. Il y a développement d'une contradiction spécifique à l'argent, en tant qu'il est à la fois moyen de l'échange, simple signe disant sa proportion (par exemple trois unités de ce signe s'échange contre xM_1 , ou yM_2 , ou zM_3 , etc.), et en tant qu'il est aussi moyen de paiement futur, conservateur (supposé, espéré) de la valeur sous une forme universelle. Il y a évidemment une contradiction irréductible entre ces deux fonctions de l'argent puisqu'il peut se démultiplier en tant que signe sans rapport avec les quantités de travail, les valeurs qu'il représente, manifestant ainsi qu'il est une forme autonome. C'est facile de le faire. Et cela se fait bien sûr (notamment avec le crédit et l'émission monétaire) puisqu'on croit qu'il est la richesse, qu'il la produit même. Cette contradiction inhérente à l'argent est une autre conséquence de la propriété privée et de l'échange marchand. Elle se solde par des crises monétaires et financières, de plus en plus violentes au fur et à mesure que le crédit jouera un rôle de plus en plus important dans le développement du capitalisme.

Nous allons donc examiner séparément pour la commodité de l'exposé, et bien qu'il s'agisse des effets de la même séparation privée qui induit l'échange marchand, les possibilités générales de la crise dans les disproportions entre ventes et achats de marchandises, et celles plus spécifiquement liées à la contradiction des deux fonctions de l'argent.

1.2. CONTRADICTIONS DANS LES ECHANGES DE MARCHANDISES

Le capital n'est que marchandises, l'argent, signe, marchandise abstraite universelle, n'étant capital que virtuellement, que s'il se convertit en marchandises concrètes, telles que machines, matières premières, forces de travail, marchandises nouvelles, dans un procès de production et de valorisation. Donc la possibilité de la crise que nous avons vue exister dans la forme élémentaire de l'échange simple se retrouve « *contenue dans le mouvement du capital, pour autant qu'il est aussi marchandise et rien d'autre que marchandise.* »⁷

Car ce mouvement est fait d'échanges de marchandises. Il est évident que les échanges doivent équilibrer les achats et les ventes pour pouvoir s'effectuer sans heurt. Chaque échange est donc un moment de possibles perturbations (un « saut périlleux »). Plus se complexifie la division

⁷ Ibidem, p.609.

du travail et se multiplient les diverses branches spécialisées de la production, plus s'accroît la masse et la diversité des produits, et plus se multiplient aussi les possibilités de disproportions dans les volumes offerts et demandés, et de variations de prix que cela entraîne, ou que les variations de la valeur de l'argent entraînent. Pour faciliter l'exposé de ces possibles perturbations, nous distinguerons les disproportions entre branches de la production, et celles dues à une surproduction de biens destinés à la consommation finale (ou, autre façon de dire, dues à la sous-consommation de la population laborieuse).

1.2.1. Les disproportions entre branches

Elles consistent par exemple en goulots d'étranglement dans une branche d'activités dont les produits sont nécessaires à d'autres. Le prix de ceux-ci monte. La production des branches avales est freinée par la pénurie des intrants nécessaires. Il y a double dévalorisation du capital : par la diminution de la plus-value du fait du renchérissement des coûts de production ; et par l'inutilisation du capital fixe (machinerie et installations diverses) du fait du manque d'intrants (matières premières, produits semi-finis). Du capital inemployé ne produit évidemment pas de plus-value, ce n'est plus du capital, c'est une dévalorisation du capital. « *Dans la mesure où le procès de reproduction s'arrête, le procès de travail se ralentit ou est, par endroits, complètement paralysé, c'est du capital réel qui est détruit. Le travail qui n'est pas exploité est autant dire de la production perdue. Des matières premières qui restent inemployées ne sont pas du capital. Des bâtiments qu'on n'occupe pas, tout comme des machines.....des marchandises qui pourrissent dans les entrepôts, tout cela c'est de la destruction de capital.* »⁸ Sous-capacités d'un côté étant toujours surcapacités de l'autre, l'ensemble produit en effet non seulement une sous utilisation des machines, mais aussi des stocks de marchandises invendues, des forces de travail inutilisées et licenciées, une baisse de la consommation en conséquence, et une baisse de l'investissement, des entreprises en faillites et des insolvabilités diverses.

8 *Ibidem*, p. 591. Marx observe à ce propos que cela montre bien que non seulement seul le travail ouvrier produit la plus-value, mais aussi conserve au capital constant sa valeur. Le capitaliste doit au travail vivant « *la conservation de la valeur actuelle de son capital....Des interruptions violentes, telles que les crises, le forcent brutalement à s'en apercevoir.* » (*Le Capital*, I, 1, p.205.)

Ces réactions en chaîne sont bien connues qui peuvent transformer une perturbation localisée en crise générale. Mais pourquoi chaque branche ne produit-elle pas exactement selon les besoins des autres ? Pourquoi la société ne peut-elle pas répartir *« comme selon un plan ses moyens de production et ses forces productives, selon le degré et dans la mesure qu'il faut pour satisfaire ses divers besoins, de sorte qu'échoit à chaque sphère de la production la quote-part du capital social requise pour satisfaire le besoin auquel cette sphère correspond ? »*⁹ Nous connaissons la réponse, qui peut se formuler par la question inverse : *« Comment, sur la base de la production capitaliste où chacun (chaque capital n.d.a.) travaille pour soi ...la péréquation et la cohérence nécessaire des diverses sphères de la production, la mesure et la proportion entre elles, pourraient-elles se faire autrement que par la constante abolition d'une constante disharmonie ? »*¹⁰ En réalité, *« les péréquations sont toutes fortuites »*, et s'opèrent après coup, par la confrontation des marchandises sur le marché qui oblige à ajuster les prix et les quantités aux normes de travail et aux besoins sociaux. L'aveuglement des choix privés est corrigé et éclairé par cette confrontation. Mais toujours trop tard, après qu'ils aient été effectués. Toujours dans la concurrence qui entraîne un règlement violent de ces disproportions : destructions de capitaux dans une branche et transfert de capitaux dans une autre. La permanence de ces ajustements que ce mouvement des capitaux doit réaliser *« présuppose aussi la permanente disproportion qu'il doit égaliser en permanence, souvent violemment »*¹¹, souvent par des crises.

Ce phénomène de « l'anarchie de la production » comme conséquence de la propriété privée et cause des crises a fait l'objet de très nombreux commentaires. Nous verrons au cours de cet ouvrage que les disproportions que génère le capital, et qui aboutissent à des crises de plus en plus violentes, ne se réduisent pas, loin de là, à des problèmes d'équilibres quantitatifs de productions entre les diverses sphères de l'activité. Nous verrons aussi que ce ne sont pas ces disproportions quantitatives en tant que telles qui sont le fait le plus important, mais les dévalorisations de capitaux, la tendance générale à la baisse du taux de profit auxquelles elles concourent. Ce qui est posé ici à ce stade encore général de l'analyse des crises, c'est que le capital ne se développe qu'à travers des destructions, des dévalorisations permanentes, qui sont pour lui le moyen de donner

9 *Ibidem*, p.587.

10 *Ibidem*, p.630.

11 *Ibidem*, p.587.

une cohérence sociale aux travaux privés. La crise est le moment paroxysmique de ce mouvement chaotique. C'est le moment de l'unité quand l'anarchie à son comble est devenue un obstacle. L'anarchie capitaliste apparaît toujours comme disproportions. Mais celles-ci se manifestent évidemment sous des formes différentes au fur et à mesure du développement du capital et de ses transformations. Par exemple, elles se manifestent comme pénuries de marchandises dans telle ou telle sphère d'activité ou surproduction dans d'autres au stade de la petite ou moyenne production éparpillée du capitalisme ascendant. Mais elle se manifestera comme excédent généralisé de forces productives et de capital financier, une surproduction généralisée de capital sous toutes ses formes, au stade contemporain du capital concentré, hyperproductif et mondialisé.

Une surproduction n'est que l'envers d'une sous-consommation. Et cela est la deuxième forme de disproportion dont nous allons donner maintenant l'analyse générale. Nous verrons plus loin qu'il ne s'agit pas seulement d'un problème d'équilibres quantitatifs, pouvant relever d'une gestion plus rationnelle (planification par exemple) de l'économie, mais que ces disproportions manifestent une contradiction antagonique inhérente au capitalisme entre le développement des forces productives et la paupérisation relative (voire même absolue) des masses.

1.2.2. Disproportion entre production et consommation

La production peut se diviser arbitrairement en deux grandes branches : la production des moyens de production (secteur I) et celle des biens de consommation (secteur II). Mais c'est évidemment cette consommation finale, donc essentiellement celle des masses populaires, qui détermine en dernière instance l'équilibre de l'ensemble, la production du secteur I ne pouvant pas trouver sa finalité en lui-même.

Or le capital développe nécessairement plus la production générale que la consommation finale. Il sera dit pourquoi un peu plus loin, mais la permanence de faits comme les gémissements des capitalistes sur leurs difficultés à écouler leurs produits, les usines fermées bien qu'en bon état de fonctionnement, ou les stocks de marchandises invendues, détruites ou bradées, le montrent à l'évidence. La sous-consommation est une explication de la crise bien souvent et facilement invoquée. Notamment par les mystificateurs à la Keynes qui en déduisent qu'il suffirait d'augmenter les dépenses publiques et la masse salariée, ou même seulement salariale,

pour que la consommation s'accroisse et la production aussi. Ainsi convergeraient harmonieusement les intérêts bien compris du capital et du travail grâce à l'accroissement de la dette et de la masse monétaire en circulation !

Si on veut rester sérieux, le minimum est de ne pas parler de sous-consommation sans parler de capital. Dans l'absolu, elle n'est certes pas un phénomène qui lui est spécifique. Mais avant lui il n'y avait pas, en dehors des guerres, de destructions massives de moyens du travail et de marchandises. Il y avait des moyens de production trop frustres, une production trop faible et sensible au moindre aléa climatique ; d'où la pauvreté et de fréquentes famines. Cette pénurie n'était pas créée par le système social, il l'aggravait seulement par les prélèvements des couches supérieures oisives et parasites. Tandis qu'avec le capitalisme, c'est l'inverse. La sous-consommation n'est pas due à une faiblesse de la puissance productive, car il y a, au contraire, d'importantes capacités de production performantes inemployées. Ce n'est pas tant la surconsommation des couches supérieures, ni même les dépenses étatiques monstrueuses qui assèchent celles des masses que le mode de développement du système lui-même qui induit une contradiction entre la production et la consommation en général, toutes classes confondues. Le paradoxe monstrueux est qu'il s'agit d'une sous-consommation purement relative à sa capacité de produire de plus en plus de marchandises, en variétés de plus en plus grandes, et avec de moins en moins de travail par unité produite. Il est que plus il produit ainsi, en masse et meilleur marché, plus il a de difficultés à tout vendre, bien que les besoins de milliards d'individus, même bien souvent les plus élémentaires, soient loin d'être satisfaits.

On le voit, il ne s'agit plus ici de disproportions quantitatives entre branches de métiers différents dues à l'aveuglement anarchique des producteurs privés. Ce n'est pas non plus qu'on produit trop de valeurs d'usage, puisque l'ensemble des besoins n'est pas satisfaits. C'est qu'on produit trop de valeurs d'usage dans un système social qui ne les reconnaît que comme valeurs d'échange. On produit trop de marchandises sous forme de valeurs d'échange, c'est à dire de marchandises prétendant se vendre à un prix réalisant une plus-value, du travail non payé. C'est cette plus-value qui, se posant en capital additionnel, est le nœud du rapport surproduction-sous-consommation spécifique au capitalisme. Développons ce point dans sa forme générale, nous y reviendrons plus concrètement dans les chapitres suivants.

On introduit ici dans l'analyse des crises une détermination concrète supplémentaire et fondamentale par rapport au schéma le plus abstrait de l'échange marchand, M-A-M, auquel nous en étions restés précédemment. C'est celle de l'échange pour l'argent, A-M-A, qui devient nécessairement échange pour l'accroissement de l'argent, A-M-A' (sinon autant ne pas risquer A), dans le commerce mercantile d'abord, puis dans le mode de production capitaliste par le moyen de l'extorsion de travail non payé (la plus-value), différence entre la quantité de travail social fournie par l'ouvrier et celle dont il reçoit l'équivalent sous forme de salaire. Cette plus-value apparaît concrètement, on le sait, sous la forme du profit. Et le taux de profit, rapport de la plus-value au capital engagé (noté PI/C) s'établit comme « *la force motrice de la production capitaliste et on n'y produit que ce qui peut être produit avec profit* »¹². Ceci est assez connu, et il en ressort évidemment que si le profit s'effondre la production aussi. La crise apparaît dès lors toujours comme effondrement de la production et du profit, ce qui est la même chose s'agissant d'une production de (pour le) profit.

Ainsi dans le phénomène qui nous intéresse (sous-consommation ou surproduction), la mystification consiste à l'isoler de ce but de la production capitaliste : le profit. On occulte alors que la surproduction est uniquement celle de marchandises qui ne peuvent pas être vendues avec profit, en réalisant la plus-value, c'est à dire la quantité de travail gratuit qu'elles contiennent. Marx résume très bien la relativité du phénomène : « *On ne produit pas trop de subsistances proportionnellement à la population existante. Au contraire. On en produit trop peu pour satisfaire décemment et humainement la masse de la population. ...Mais on produit périodiquement trop de moyens de travail et de subsistances pour pouvoir les faire fonctionner comme moyens d'exploitation des ouvriers à un certain taux de profit....* »¹³

La réalité est que le problème qui apparaît comme disproportion entre production et consommation est au fond le suivant : il manifeste que l'unité inévitable production-consommation ne peut se réaliser dans le capitalisme que sous la détermination ultime de ce système, le profit. Production et consommation sont les deux faces de la même médaille qu'on appelle, par raccourci, procès de production. Mais si on considère qu'il s'agit non pas de production en général, mais de production de plus-value,

12 K. Marx, *Le Capital*, III, I, p.271, ES.

13 *Ibidem*, p.270.

laquelle est appropriée par le capital et vient s'ajouter au capital initial reproduit pour entrer dans un nouveau cycle de valorisation, alors on voit que ce procès n'est pas pour la consommation en soi, pour les besoins des hommes, mais est procès d'accumulation. C'est l'accumulation qui est le principe de la reproduction du capital, de son développement qui est nécessairement accroissement conjoint de la production et de la consommation. Mais pas au même rythme. Car ce mouvement inexorable de l'accumulation capitaliste fonde les mécanismes généraux qui amènent effectivement à une surproduction de marchandises, de moyens de production, bref de capital sous ses différentes formes, en même temps qu'à une sous-consommation relative, une paupérisation relative (pouvant se transformer en misère absolue) des masses populaires.

Nous analyserons de plus près au chapitre suivant l'accroissement des écarts entre le pôle du capital et celui du prolétariat qui se creuse avec celui de la productivité, phénomène caractéristique du capitalisme moderne. A ce stade de l'exposé, nous voyons déjà que la possibilité concrète de la crise de surproduction est induite par cette nécessité où est chaque capitaliste non seulement de limiter la masse salariale, et donc la consommation ouvrière autant qu'il le peut afin de produire le maximum de plus-value, mais encore de reconvertir cette plus-value en moyens de production supplémentaires plutôt que de la consommer lui-même (et à supposer qu'il puisse en avaler autant). S'il ne travaille pas à faire exister le capital en l'accumulant, la concurrence viendra le rappeler à ses fonctions. Car faute d'élargir sans cesse la production, de gagner en productivité en investissant dans les technologies les plus performantes, de conserver le meilleur taux de profit possible, il disparaîtrait. Le capital qu'il représente irait s'investir ailleurs dans de meilleures conditions de rapport. Ou il serait dévalorisé et racheté à bas prix par des concurrents plus puissants, ou encore carrément éliminé, détruit. C'est pourquoi d'ailleurs l'analyse des rapports concrets entre production et consommation doit faire intervenir la concurrence qui oblige chaque capitaliste à la fois à développer au maximum les forces productives et à diminuer au maximum la masse salariale.

Ce faisant chaque capitaliste concourt activement au drame du capital social, général, puisqu'il consacre ses efforts à diminuer sans cesse la part de travail vivant, la masse salariale, relativement à celle des machines, dans le procès de production qu'il dirige. Il voudrait bien que les autres ne l'imitent pas pour que leurs ouvriers consomment plus de ses

produits. Mais peine perdue, ils doivent tous agir ainsi, et le gendarme concurrence le leur rappelle au besoin.

La diminution de la part du produit social qui va aux salaires relativement à celle qui va au capital (reproduction, ou amortissement, du capital constant augmentée de la plus value) est une observation que ressassent les économistes de gauche pour critiquer le « libéralisme » (expression des plus floues, chez eux à la mode pour ne pas condamner le capitalisme, mais seulement sa mauvaise gestion par l'Etat). Mais il est pourtant évident, libéralisme ou pas, que plus croît la part du capital constant dans la valeur produite, plus doit augmenter aussi la part du produit qui lui revient, pour le renouveler comme pour maintenir le taux de profit. Ce que Marx avait parfaitement noté : *« Avec le progrès de la productivité du travail social, accompagné qu'il est d'un accroissement du capital constant, une partie relativement toujours plus grande du produit annuel du travail échoira aussi au capital en tant que tel et par là même la propriété du capital (indépendamment du revenu) augmentera constamment et la proportion de la valeur créée par l'ouvrier individuel et même la classe ouvrière diminuera de plus en plus par rapport au produit de leur travail passé qui leur fait face en tant que capital. »*¹⁴ C'est là une tendance qui se manifeste avec constance, la recherche permanente de gains de productivité s'accompagnant évidemment d'un accroissement plus rapide du capital fixe (machines) et de la consommation de matières premières que du capital variable, le travail vivant. Il n'y a donc rien qui puisse être considéré comme anormal, dans le système capitaliste du moins, dans des faits tels que *« la part des salaires dans la richesse nationale a chuté de 76,6% en 1980 à 68% aujourd'hui »*¹⁵. C'est le contraire qui le serait, et qui ne se produira pas quels que soit les vœux d'amélioration de la part des salaires de nos critiques de salon.

Mais ce constat n'est que la manifestation d'une croissance des forces productives plus rapide que celle de la masse salariale. Le capitalisme, par la course de chaque capitaliste aux gains de productivité et à l'augmentation de la production en vue de maximiser ses profits induit une tendance au développement illimité de la production face à un accroissement moindre, voire même à un possible rétrécissement à partir d'un certain niveau de machinisme, de la consommation finale, et donc aussi par contrecoup de la consommation de moyens de production.

¹⁴ K. Marx, *TPV* II, p.494, ES.

¹⁵ *Le Monde*, 17.06.03. La « richesse nationale » est mesurée par le PIB, ce qui est très approximatif mais ne sera pas discuté dans cet ouvrage.

Ceux-ci se trouvent périodiquement inemployés, en excès, dévalorisés en tant que capital, et même envoyés massivement à la casse lors des crises (où il y a destruction brutale de moyens en bon état de fonctionnement, ce qui est différent d'un renouvellement progressif dû à l'usure et aux progrès techniques). D'où cette observation de Marx : « *La raison ultime de toute véritable crise demeure toujours la pauvreté et la limitation de la consommation des masses, en face de la tendance de la production capitaliste à développer les forces productives comme si elles n'avaient pour limite que la capacité de consommation absolue de la société.* »¹⁶

Ce passage a été mille fois cité par tous ceux qui voulaient s'autoriser de Marx pour expliquer la crise par la seule avidité de capitalistes refusant d'augmenter les salaires pour relancer la consommation, l'investissement, l'emploi. C'est toujours la même stupidité qui prétend isoler la sous-consommation, du rapport dans lequel elle se trouve avec le mode de production. Marx avait d'ailleurs déjà répondu clairement à ce genre de « marxistes » que c'est une tautologie que de dire que les marchandises se vendraient mieux s'il y avait plus d'acheteurs capables de les payer. Il ajoutait qu'il est d'autant plus stupide de prétendre que « *cet inconvénient (le manque d'acheteurs) serait pallié dès que s'accroîtrait son (la classe ouvrière) salaire, (qu') il suffit de remarquer que les crises sont chaque fois préparées justement par une période de hausse générale des salaires....Du point de vue de ces chevaliers qui rompent des lances en faveur du 'simple' (!) bon sens cette période devrait au contraire éloigner la crise....la production capitaliste implique des conditions qui n'ont rien à voir avec la bonne ou mauvaise volonté....* »¹⁷

Insistons donc pour répéter que, y compris pour Marx, « la limitation de la consommation des masses » n'est « la raison ultime » de la crise « qu'en face de », que relativement à, la tendance illimitée du capitalisme au développement des forces productives. Que cette raison ultime tient donc à ce développement paradoxal des forces productives, en tant qu'étant fondé sur la production de plus-value, il se heurte de façon contradictoire au moyen même qu'il utilise pour en produire toujours plus, les gains de productivité obtenus par le remplacement du travail vivant par le travail mort, les machines de plus en plus automatiques. Bref, le terme, « raison ultime » renvoie tout aussi bien à la surproduction de moyens de production qu'à cette sous-consommation finale qui l'accom-

16 K. Marx, *Le Capital*, III, 2, p.145, ES.

17 *Ibidem*, II, 2, p.63.

pagne inéluctablement. Il renvoie donc au rapport d'appropriation de la plus-value, au mode d'existence du capital, de chaque capital particulier, comme course à l'accumulation que ce rapport implique. Le scandale réside dans cette sous-consommation parce que, contrairement aux périodes précédentes, elle n'a strictement rien de naturel ; elle croît au contraire avec la production des richesses et la facilité à les produire. Ainsi la condamnation pratique qu'appelle la crise n'est celle du développement de la production avec le progrès scientifique et technologique mais bien celle de cette sous-consommation, parce qu'elle est purement créée, artificielle. C'est pourquoi Marx la met seule en avant. Parce que bien que relative à la surproduction, c'est elle qui condamne le capitalisme moralement, et surtout pratiquement en nourrissant la lutte du prolétariat. Tandis qu'au contraire le développement des forces productives, de la science et de ses applications technologiques, est son côté positif¹⁸, une condition potentiellement réalisée pour abolir la sous-consommation, c'est à dire pour abolir le rapport d'appropriation privé qui est la racine de toute l'affaire, et de cette contradiction production-consommation en particulier.

1.3. CONTRADICTION DANS LES FONCTIONS DE L'ARGENT

On a déjà vu au début de ce chapitre que la séparation des actes de vente et d'achat induit nécessairement une médiation, l'argent. Mais aussi que l'argent n'est pas un simple intermédiaire sans contenu particulier. Ce serait tomber dans la grave erreur d'« oublier sa détermination qualitative, à savoir qu'il faut que le travail individuel se présente comme travail social abstraitement général »¹⁹, ce qu'il ne peut faire qu'en s'aliénant dans l'argent. L'échange marchand n'est pas seulement un échange, il est aussi une métamorphose. L'argent par lequel il passe manifeste cette métamorphose : le travail objectivé dans la marchandise s'y échangeant contre « autre chose ». Réussir ou pas ce « saut périlleux » est la façon de valider socialement le travail, donc aussi les moyens de production qu'il utilise, ou qui l'utilisent dans le monde de la propriété privée de ces

18 Dans tout ce passage le développement des forces productives n'est examiné que du point de vue général. Il va de soi que ce développement doit être remis en cause tant dans ses orientations et applications, souvent néfastes, que dans ses modalités sociales, l'aliénation du travail d'exécution face aux puissances intellectuelles notamment.

19 K. Marx, *TPV*, II, p.601.

moyens. D'où il découle que les possibilités de crise se démultiplient avec le développement et la complexification de la chaîne des sauts périlleux dans le mode de production capitaliste ; des disproportions dans ces échanges pouvant en interrompre le cours en mille endroits.

Mais puisque l'argent lui-même n'est pas un intermédiaire neutre, qu'il a une détermination qualitative puisqu'il joue un rôle actif et spécifique dans l'échange, il faut aussi l'analyser pour en finir avec l'examen des difficultés du saut périlleux, de ces possibles perturbations dans l'échange, qui se résolvent par des crises. On constate alors qu'il est aussi un facteur de crise, d'une double façon : il est une forme contradictoire, et il est une forme autonome de ce qu'elle représente, une quantité de travail social²⁰.

Forme contradictoire parce qu'il est deux choses. Simple moyen de l'échange qui en indique les proportions. Si $3M_1$ se vend contre $3A$, et que $3A$ permet d'acheter $6M_2$, alors $1M_1$ vaut $2M_2$ ²¹, quel que soit A , simple signe. Mais A est aussi moyen de paiement qui est supposé conserver la valeur de la marchandise vendue jusqu'au prochain achat, de sorte que la marchandise reçue de celui-ci ait la même valeur que celle cédée auparavant. Pour que le procès des échanges qui forment un procès de production particulier puisse se reproduire tel quel, il faut que les valeurs soient conservées de sorte que l'argent obtenu de ce qui a été produit et vendu puisse permettre de racheter, au moins (et même plus si on tient compte du réinvestissement de la plus-value), la part d'usure des moyens de production, de matières premières, de force de travail, contenue dans la marchandise vendue. Si, dans l'intervalle qui sépare la vente de la marchandise du rachat de toutes ces conditions de sa production les prix ont changé, alors le procès peut être interrompu, le vendeur n'ayant pas de quoi racheter ce qu'il lui faut pour produire à nouveau. C'est le cas si le prix de sa marchandise chute. Ou encore, nous l'avons déjà remarqué (cf. §1.2.1.), si le prix des marchandises qui entrent dans le procès de production, matières premières par exemple, monte du fait d'une pénurie sur le marché (ce fut le cas de la célèbre hausse du pétrole en 1973). Marx fait d'ailleurs remarquer que plus l'accumulation du capital est développée, plus donc est forte la part du capital fixe, et plus une hausse brutale des

20 D'où l'idée socialiste de représenter directement cette quantité dans le « Bon de Travail » qui supprimerait l'argent. En voir la critique dans T. Thomas, *K. Marx et la transition au communisme*, Paris, Albatroz, 2002.

21 M_1 étant une marchandise quelconque, M_2 une autre, $1A$ une somme d'argent, $2A$ une somme double, etc.

matières premières qui l'alimentent entraînera « *un choc en retour important* » ralentissant l'usage des machines, dévalorisant ce capital fixe à proportion de son inutilisation. « *En conséquence de brutales fluctuations de prix provoquent des interruptions, de graves perturbations et même des catastrophes dans le procès de reproduction.* »²²

Mais, et c'est ce qui nous intéresse ici, une variation de la valeur de l'argent, une défaillance dans sa fonction de conservateur supposé de la valeur, peut pareillement faire varier les prix et produire le même résultat. C'est le cas bien connu de l'inflation monétaire qui fait monter les prix nominaux. De sorte qu'un jour vous pouvez vendre 10M pour 1A, mais ne pouvoir racheter que 5M le lendemain pour le même 1A.

Mais d'où vient cette possibilité de variation de la valeur de A ? De l'autonomie de sa forme. En tant que signe, A peut être multiplié à l'infini ; sa valeur n'a aucune importance puisque A n'indique alors qu'un rapport d'échange, tel que : je peux acheter $2M_2$ si je vends $1M_1$. Mais les puissances qui s'arrogent le droit d'émettre une monnaie officielle ne vont pas se gêner pour le faire, afin de s'enrichir puisque A est aussi valeur conservée. En fait non conservée dans ce cas où il en est émis au delà des valeurs réelles que A est censé représenter. Même à l'époque des monnaies métalliques qui étaient supposées conserver la valeur parce que le métal objectivait du travail, l'argent n'était pas qu'un signe sans valeur intrinsèque. Les manipulations des alliages et des teneurs par les souverains, ou encore l'exploitation de nouvelles mines, faisaient varier les valeurs des monnaies et valser les prix. Avec la monnaie papier émise à volonté par les Etats, avec le crédit, monnaie émise à volonté par les échangistes, ces possibilités d'accroissement autonome de la masse des signes monétaires ont été démultipliées. Et quand ainsi les « liquidités » croissent bien plus vite que la masse des valeurs qu'elles sont censées représenter, leur valeur d'échange finit par s'effondrer, et les prix explosent. Quand il s'agit de titres de crédit, et c'est une forme essentielle dans le capitalisme développé, ils représentent des spéculations, des assignations sur une richesse encore inexistante. Quand cette richesse n'est pas produite, leur non remboursement entraîne aussi l'effondrement de la monnaie de crédit, l'insolvabilité des uns entraînant celle des autres par le biais de toute la chaîne des obligations réciproques, des débits et des crédits, qui relie les échangistes entre eux. Mais nous reviendrons plus spéci-

22 K. Marx, *Le Capital*, III, 1, p.135-136, ES.

fiquement au chapitre 3 sur le rôle particulier du crédit, ou capital-argent, ou encore capital financier, dans les crises modernes.

Pour le moment, restons-en au caractère général de la crise qui peut surgir de la contradiction de l'argent. Il peut se résumer dans le schéma suivant :

Il y a possibilité de « *crise monétaire sitôt que l'argent est développé comme moyen de paiement* »²³ à une assez grande échelle, de par la disproportion qui peut se développer entre la masse de l'argent et les valeurs réelles qu'il est censé représenter. D'où des variations de prix qui perturbent le procès de reproduction. D'où aussi avec le crédit, possibilité d'un arrêt des échanges par des insolvabilités en chaîne, une dévalorisation brutale d'une masse d'argent avancée et non remboursée.

D'une façon générale les affaires sont florissantes, les prix montent, et le crédit est à son maximum à la veille d'une crise. De sorte que la masse de monnaie, en tant que moyen des échanges, est démultipliée. Dès que la crise éclate par suite d'une perturbation, d'une mévente, en tel ou tel point, la circulation des marchandises se rétracte. La masse de monnaie et de crédit qui avait été émise se dévalorise en proportion. Chacun cherche à se débarrasser au plus vite de marchandises devenues invendables, de titres de crédit irrécouvrables, et obtenir en échange un argent d'une valeur supposée sûre, hier l'or, aujourd'hui le dollar (mais voilà qu'il vacille lui aussi !). Les titres de crédit, les monnaies papier peu sûres, s'effondrent. La spirale de la crise s'accroît davantage dans les pays moins développés, produisant ou accaparant moins de valeur, ou donc ni le papier monnaie, ni les titres ne valent beaucoup, ce qui y bloque tout le procès de production.

Ainsi la crise monétaire éclate au grand jour, comme moyen de ré-équilibrer la masse des liquidités avec celle des richesses réelles. Mais on le voit, la contradiction de l'argent dans ses deux fonctions n'explique pas tout. Si la fonction signe finit par éroder la fonction valeur conservée c'est parce qu'il se produit une perturbation dans la création de valeurs réelles. C'est parce que celle-ci s'effondre à un moment, qu'il y a dévalorisation de la masse des signes monétaires en circulation. En réalité « *l'argent n'est pas en lui-même un élément de la reproduction réelle* »²⁴. Il ne crée, ni ne détruit d'ailleurs, aucune richesse. Cela n'est qu'un phantasme de capitaliste qui s' imagine que l'argent crée de l'argent. Il croit le réaliser

23 K. Marx, *TPV*, II, p.613, ES.

24 K. Marx, *Le Capital*, II, 2, p.137, ES.

avec le prêt qui rapporte intérêt. En fait avec le crédit l'accroissement de la masse des liquidités précède la vente de la marchandise, et même sa production. De sorte que cet accroissement forme des bulles d'autant plus massives que les espoirs de développement futur des affaires et des gains sont importants. Elles éclatent quand la réalité ne suit pas, dévalorisant alors violemment une masse de capital argent qui s'est avéré fictif. Comme l'argent, le crédit ne produit rien. Certes, il est un facteur pouvant déclencher une crise, mais seulement par rapport à une création de richesses réelles disproportionnée, qui a été surestimée. Mais pas plus que l'argent en général il n'en est la cause. Par contre il en aggrave l'ampleur. Car il a permis de démultiplier en période de croissance et d'euphorie la masse de monnaie et de titres, ce qui ne pouvait se faire avec la monnaie métallique sauf à pouvoir trouver et exploiter suffisamment de nouvelles mines. Cela amplifie d'autant les dévalorisations et destructions de capital dont la crise sanctionne la fictivité. Et ce phénomène d'amplification s'est encore accru après 1971 par la suppression de toute référence à l'or dans le système monétaire. Amplifier n'est pas causer, mais c'est cet effet spectaculaire du crédit qui le fait prendre pour cause par bien des critiques superficiels du capitalisme.

Jusqu'ici nous avons examiné les possibilités de la crise dans les formes les plus élémentaires de l'échange marchand et du capital. Pour la commodité de l'exposé nous avons séparé les diverses possibilités de la crise liées aux disproportions dans les échanges des marchandises de celles liées à la contradiction de la forme argent. Mais la réalité concrète de la crise est qu'elle apparaît comme un blocage de la reproduction du capital dans son ensemble, comme une crise globale. Il est donc utile pour conclure ce chapitre sur les racines générales de la crise de les situer dans l'unité du procès de reproduction du capital.

1.4. CRISE DU PROCES DE REPRODUCTION DU CAPITAL

Dans le capitalisme le procès de production est procès de production de plus-value. Son cycle inclut la vente du produit qui est son but réalisé. Dans l'effectuation de ce procès de production, tout est échanges, circulation, métamorphoses. L'argent s'y transforme en moyens de production, matières premières et force de travail ; le travail mort absorbe le travail vivant ; tout ce travail s'objective en marchandises et celles-ci se métamorphosent à nouveau en argent. Et ainsi de suite. Le procès de pro-

duction est un procès d'échanges, et le procès des échanges est le procès de production. Il n'y a donc pas lieu de séparer production et circulation, ce qui est pourtant souvent fait, quand on parle de l'existence du capital, de la reproduction de ses cycles.

A priori le procès de production ne pose pas d'éléments de crise aux yeux du capitaliste. Car dès lors qu'il l'a engagé, c'est qu'il estime que ses conditions sont réunies. Il pense employer main d'œuvre, matières premières, machines, etc. dans des conditions normales, aux prix du marché. Mais si l'échange final, la vente de la marchandise, ne se fait pas à son prix de production, c'est que les échanges qui forment ce procès de production n'ont pas été conformes aux conditions sociales du moment : on a acheté les mauvaises machines, payé trop cher les matières premières, utilisé trop de main d'œuvre, etc. Où c'est qu'il y a pléthore de cette marchandise et que ses prix ont chuté en conséquence. Dans tous les cas, le capitaliste n'obtiendra pas assez d'argent en échange de sa marchandise pour réitérer le procès de production. On le voit, ces difficultés lui apparaissent toujours dans les échanges, suivant qu'ils sont réalisés ou pas dans de bonnes conditions de prix. D'où le fait qu'il croit aussi que la concurrence en est la cause, alors qu'elle ne fait que désigner et punir les plus mauvais producteurs, ceux qui ne produisent pas dans les conditions sociales du moment, dont les prix sont plus élevés, les marchandises moins demandées, les profits trop faibles, etc.

Ces difficultés peuvent comme nous l'avons vu se développer en crise. De sorte que, comme elles, la crise apparaît dans les échanges. C'est donc, aux yeux d'observateurs superficiels, qu'elle y a aussi sa cause. Tout apparaît dans les échanges, mais on ne voit pas qu'ils forment le procès de production. « *La chose (la crise n.d.a.) ne peut se manifester que dans le procès de circulation, qui en soi est en même temps le procès de reproduction* »²⁵. Et ce procès est fait de tous les échanges réciproques des capitalistes entre eux, et avec les consommateurs finaux. Il est fait de cet enchevêtrement infini de la division des métiers et des fonctions, des débiteurs et des créditeurs, des producteurs et des consommateurs, qui est le propre du capitalisme développé. Donc une perturbation en un point pour un motif conjoncturel se transforme aisément en perturbation générale.

Nous l'avons vu, innombrables sont les points où il y a possibilité de perturbation. La possibilité de la crise est partout, en chaque point de la

25 K. Marx, *TPV*, II, p.611, ES.

chaîne complexe des échanges. En chacun de ces points peut se produire l'étincelle qui sera le motif d'une crise. Cependant la cause de la crise n'est pas dans le motif immédiat, qui explique seulement le point d'apparition de la perturbation. Elle doit expliquer pourquoi cette perturbation localisée et conjoncturelle se développe en crise générale, pourquoi cette fragilité structurelle du système, quelles sont les contradictions qui le minent dans ses fondements. Et nous avons déjà vu que cette explication se situe dans la contradiction privé/social qui est l'essence de l'appropriation privée des conditions de la production. Là est l'origine des variations de prix qui perturbent le procès de production (qui est procès d'échanges, de ventes et achats), qu'elles manifestent des disproportions entre branches entraînant pénuries ici, excès ailleurs, ou qu'elles manifestent des variations dans la valeur de l'argent. Là encore est la cause d'une accumulation des moyens de production plus forte que la consommation finale. Toutes ces disproportions particulières ont cette même cause profonde et se traduisent finalement par du capital qui est dévalorisé, qui n'est plus du capital, c'est à dire valeur se valorisant, que ce soient des marchandises invendues, des machines arrêtées, de l'argent ne se réinvestissant plus dans la production, des crédits non remboursés, etc. Nous avons examiné séparément, et dans leur généralité, les diverses disproportions, mais elles se répercutent les unes sur les autres dans le procès des échanges qui est global, interdépendant, pour finir par aboutir à un blocage de la reproduction du capital dans son ensemble, que la crise doit résoudre. Blocage de la reproduction du capital veut dire évidemment blocage de la valorisation, de la production de plus-value, veut dire trop de valeurs se voulant capital, éléments du procès de valorisation, que ce soit des marchandises, des moyens de production, de l'argent, etc. La surproduction de capital (ou sous-consommation des masses) est la forme commune que prend le phénomène « crise » dans sa généralité, la propriété privée en est la cause (et c'est bien pourquoi il ne s'agit pas seulement d'un problème quantitatif, puisqu'il est une manifestation de l'antagonisme privé/social).

La surproduction est surproduction dans toute la chaîne du procès de production parce que l'accumulation est nécessairement à la fois celle des moyens de production, des forces de travail, des marchandises, de l'argent. C'est donc sous toutes ces formes qu'il revêt dans les métamorphoses de son procès de valorisation qu'il y a surproduction de capital. Car elles existent toutes en même temps du fait de l'enchevêtrement des cycles de production des différents capitaux complémentaires. Donc, pas

plus qu'il n'y a d'intérêt à discuter doctement comme le font souvent les économistes sur le thème crise dans la production ou crise dans la consommation, il n'y en a à le faire pour déterminer si la crise manifeste une surproduction de marchandises plutôt que de capital, de capital financier plutôt que de moyens de production, etc. « *On sait que le capital se compose de marchandises et par suite la surproduction de capital inclut celle des marchandises* »²⁶.

Pour en terminer avec l'apparition immédiate de la crise, il faut observer qu'elle survient le plus souvent sous la forme d'une crise monétaire et financière dès que le capital s'est développé et concentré dans la grande production. Cela parce que le blocage des échanges a des effets démultipliés par l'ampleur des crédits qui anticipaient des affaires futures qui s'avèrent tout à coup irréalisables, fictives. Ils se transforment alors en pertes sèches : chute brutale des titres financiers, krachs boursiers, fuite devant les monnaies dévaluées et course vers les valeurs refuge sont les premières et spectaculaires manifestations de la surproduction de capital dans le capitalisme moderne. « *C'est pourquoi les économistes aiment à faire passer cette forme évidente pour la cause de la crise.* »²⁷ Mais inflation, krachs, dévaluations, et autres variations des signes monétaires et financiers sont d'abord des conséquences de la surproduction de capital.

Pour résumer à ce stade de l'analyse de la crise dans sa généralité, on voit que la racine profonde de toute crise dans le capitalisme, est dans la contradiction privé-social induite par la propriété privée des conditions de la production. Elle fait de chaque échange un saut périlleux, une possibilité de blocage du procès de valorisation qui doit se résoudre en crise. Le développement du capitalisme étant celui des échanges, il est aussi celui de la multiplication de ces possibilités. Elles apparaissent comme disproportions en différents points de ce procès. Mais comme la propriété privée en fait aussi un procès d'accumulation, laquelle est rendue question de vie ou de mort par la concurrence, la tendance générale du capitalisme est à un développement toujours plus important des forces productives que de la consommation, de la masse salariale qu'il distribue et qui détermine cette consommation en dernière instance. Cette disproportion résume toutes les autres, ou si l'on veut toutes les autres y aboutissent, en

26 K. Marx, *Le Capital*, III, I, p.269, ES. « *Le capital lui-même se compose de marchandises ou bien, pour autant qu'il consiste en argent, il faut que d'une manière ou de l'autre il soit reconverti en marchandises pour pouvoir fonctionner en tant que capital.* » (TPV, II, p.635, ES.)

27 K. Marx, *TPV*, II, p.613, ES.

sont des manifestations particulières. De sorte qu'on voit bien qu'il ne s'agit pas de problèmes passagers d'équilibres quantitatifs, mais d'un problème systématique, chronique, donc d'une contradiction inhérente au capitalisme.

La complexité de ce procès s'accroît au fur et à mesure de la reproduction, de l'accumulation du capital. « *C'est précisément la complexité de ce procès qui offre autant d'occasion de déroulement anormal* »²⁸. Il est très difficile d'en analyser toutes les péripéties, cheminements, perturbations concrètes, puisqu'elles sont l'œuvre de millions d'actes et de choix privés, obscurs aux autres et aveugles en eux-mêmes. Marx s'est essayé dans le Livre II du Capital à montrer comment, malgré l'aveuglement dans lequel sont faits ces choix, malgré cette gigantesque et irrationnelle anarchie générale, le système peut s'équilibrer (ce qui après tout est loin d'être évident dès qu'on a compris l'erreur de la loi de « l'inepte Say » selon qui la production engendre automatiquement une consommation égale, ce que justement les crises démentent en permanence). Il explique le mécanisme de « la main invisible » du marché. Il le fait en simplifiant, de façon extrême mais logique, le système à deux secteurs, I (production des moyens de production) et II (production des biens de consommation) dont il montre comment, suivant quelles conditions, ils peuvent s'équilibrer, et le capital s'accumuler, donc se reproduire, la crise étant le moment du rétablissement des équilibres perturbés par les disproportions engendrées en permanence.

Mais au delà de cette complexité qui fait que chaque crise a des motifs immédiats spécifiques, éclate en tel ou tel point, suit des cheminements particuliers (ce qui fait croire qu'il ne s'agit que de problèmes conjoncturels et non systémiques), nous avons noté qu'il y a cette forme d'apparition générale commune à toute crise : la surproduction de capital. C'est par là qu'on voit bien qu'il s'agit d'un phénomène récurrent, qu'il s'agit de crises dont les causes sont celles d'un système de production. C'est cette forme que nous allons analyser maintenant plus concrètement pour en comprendre les liens avec ce système, le capitalisme.

28 K. Marx, *Le Capital*, II, 2, p.142, ES.

Chapitre II.

LA CRISE COMME SURPRODUCTION DE CAPITAL

2.1. ACCUMULATION ET SURPRODUCTION.

Avec le capitalisme la surproduction n'est pas seulement une possibilité, mais une certitude. On en a esquissé la cause dans le chapitre 1 en soulignant le fait que le capital, n'existant que comme valeur se valorisant, se trouvait devant la nécessité et le problème de transformer la plus-value obtenue à chaque rotation en capital additionnel, ce qui tend évidemment à augmenter la production plus vite que la consommation. Mais examinons maintenant ce problème d'un peu plus près. Pourquoi le capitaliste est-il obligé d'agir ainsi ? Pourquoi cette frénésie de croissance des forces productives, alors qu'il sait, ne serait-ce que par l'expérience, que cela mène sans cesse à des crises de surproduction ? Parce que chaque capital n'a pas d'autre choix que d'accumuler plus que les autres ou de disparaître.

Le capitaliste n'agit pas ainsi par volonté ascétique de renoncer aux biens et jouissances de ce monde ; d'ailleurs il n'en manque pas. Ni par goût de sans cesse travailler, ni même par plaisir de la puissance que confère l'accumulation, bien que cela existe aussi. Il le fait parce qu'il est un agent du capital, qui n'existe qu'en faisant exister le capital. Or pour le capital il n'y a pas d'existence sans valorisation et accumulation. « ...*Ce système capitaliste... est le seul où le produit en excédent acquiert une forme telle (le profit, n.d.a.) que son possesseur ne puisse la livrer à la consommation que lorsqu'il se reconvertit pour lui en capital.* »¹

Pour comprendre cet acharnement du capitaliste à développer les forces productives, à toujours faire grossir son capital sans se préoccuper d'élargir aussi la consommation, il suffit de se rappeler que son but est le profit, et que le profit n'est pas égal à la plus-value qui est réalisée à la fin du procès de production qu'il dirige, mais se forme aussi à partir de transferts de plus-value d'une entreprise à une autre, d'une branche de production à une autre. Ce sont des mouvements dont il n'est pas possible de ré-

1 Ibidem, III, 1, p.269.

écrire ici l'explication théorique². Rappelons pour mémoire qu'il s'agit de deux phénomènes essentiels :

1°) L'établissement d'un taux de profit moyen égal pour chaque capital par le biais d'une redistribution de la plus-value en faveur des branches à composition organique élevée³ et au détriment de celles à composition organique faible. Transfert qui s'opère en ce que les premiers vendent à des prix supérieurs à la valeur sociale de leurs produits, et inversement pour les seconds.

2°) Le « profit extra » qu'obtiennent les industries à productivité plus élevée. On sait que les gains de productivité permettent de produire plus de marchandises pour un même capital engagé, s'échangeant contre une même quantité de travail, produisant une même valeur. Laquelle se représente donc dans plus de marchandises, et la valeur particulière de chaque marchandise est moindre. Ainsi l'agent d'un capital plus productif que celui d'un concurrent peut vendre ses produits à leur valeur sociale moyenne (au prix « normal », moyen de la branche) bien que leur valeur individuelle (leurs coûts de production) soit moindre. Un « profit extra » est obtenu sur chaque unité vendue. Il provient de ce que les capitaux les moins productifs vendent leurs produits au dessous de leur valeur particulière, permettant ainsi aux plus productifs de capter une part plus grande de plus-value en vendant les leurs au dessus.

Bref, l'analyse de ces divers transferts de plus-value permet de comprendre les mécanismes qui font que chaque capital ne se valorise pas de la plus-value qu'il génère, mais de la part de la plus-value sociale (ou de profit social puisque la somme des plus-values égale la somme des profits) qu'il peut accaparer. Cette répartition se fait à proportion de la grandeur de chaque capital (péréquation des taux de profit entre) et de sa productivité (profit extra pour les plus productifs, en dessous de la moyenne sociale pour les moins productifs). Les prix en sont le moyen occulte. Aussi bien en tant que coûts de production qu'en tant que prix de vente, ils semblent déterminer le profit du capitaliste particulier. Tout l'art

2 Voir K.Marx, *Le Capital*, ES, III, 1, p.170 à 213 (chapitres 9 et 10). Sur la répartition de la plus-value sociale entre les divers capitaux, voir un commentaire détaillé dans J.Gouverneur, *Les Fondements de l'Economie Capitaliste*, chapitre 5, Bruxelles, Contradictions, 1994.

3 La composition organique est le rapport du Capital constant Cc (moyens de production) au Capital variable Cv (salaires), soit le rapport du travail mort (ou travail passé) au travail vivant payé. Plus elle est élevée, plus le taux de profit (PI/C ou $PI/Cc+Cv$, ou encore $PI/Cv/(Cc/Cv + 1)$) est faible. PI désigne la plus-value, ou surtravail, ou travail gratuit. La valeur du produit = la quantité de travail social qu'il contient = $Cc+Cv+PI$.

de celui-ci consiste donc à placer les capitaux dont il dispose dans les branches d'activité où les marges sont les meilleures et à y diminuer au maximum ses coûts de production, notamment par les gains de productivité (hausse du taux d'exploitation des travailleurs). S'il y réussit, il augmente ses profits, et inversement. Il croit donc que les profits dépendent de sa gestion, alors qu'elle ne fait que lui permettre d'accaparer une part plus ou moins importante du profit social. Son activité est une lutte qui augmente le taux d'exploitation de ses ouvriers parce qu'il doit être « compétitif » pour arracher cette part, dans la concurrence avec les autres capitalistes. La « beauté » du système est que chaque capitaliste n'obtient plus de profits que dans la mesure où il contribue ainsi à augmenter le profit social. Sa « malédiction » est, comme nous le verrons, que cette lutte de chacun pour l'accaparement privé du produit du travail social contribue plus encore à conduire le système au désastre, en ce qu'elle utilise les armes à double tranchant des gains de productivité et de compression de la masse salariale qui ruinent finalement la production de ce profit après l'avoir favorisée.

Mais il n'est pas besoin de cette démonstration théorique pour savoir que chaque capitaliste agit ainsi. Car il n'a pas à connaître les lois du capital, il y est obligé par la concurrence. Sans savoir que sa recherche constante d'abaissement de ce qu'il appelle le coût de production ($C_c + C_v$) de ses marchandises par le moyen de ces armes a pour fondement ces transferts de plus-value, il s'acharne à y parvenir. Il sait seulement, et cela lui impose la conduite à suivre, que s'il ne vend pas aux meilleurs prix, s'il perd des parts de marché, fait moins de profits, alors son capital se dévalorise, s'affaiblit par rapport à ses concurrents. Il sait que le plus productif pourra vendre moins cher que lui pour l'éliminer du marché en le rachetant à bas prix ou en le poussant à la faillite. Chaque capitaliste sait qu'être plus productif, produire aux plus bas prix une même valeur d'usage, dominer commercialement un marché, est vital pour la survie du capital dont il est l'agent et qui lui fixe sa place dans la hiérarchie sociale des revenus et des pouvoirs. Etre plus productif, c'est accroître sa part de plus-value sociale, ses profits. Mais c'est aussi investir sans cesse, utiliser ces profits à conserver, et si possible améliorer, sa compétitivité. Investir, développer les forces productives et la production, ou disparaître, tel est le dilemme du capitaliste. Le capitaliste particulier ne se soucie pas de contribuer à la surproduction, il se soucie seulement d'être celui qui survivra aux autres quand il faudra la réduire, dans la concurrence qui s'exacerbe à ce moment.

Il en résulte alors que cette croissance perpétuelle des forces productives poursuivie par chaque capitaliste induit cette tendance à un élargissement de la production beaucoup plus rapide que celui de la consommation finale, que nous avons déjà évoquée dans l'exposé des possibilités fondamentales de la crise (chapitre I, §1.2.2). Car évidemment la plus-value qui va s'agglutiner au capital pour accroître les investissements productifs est ce qui ne va pas à cette consommation. Il y a bien la consommation des couches moyennes dont s'entoure de plus en plus le capital au fur et à mesure de sa croissance : auxiliaires en tous genres, policiers, cadres, bureaucrates innombrables des appareils d'Etat, idéologues, politiciens, journalistes, etc. Ils consomment beaucoup, certes. Le gonflement énorme de ces couches improductives dans les métropoles impérialistes est une caractéristique du capitalisme moderne. Marx remarquait déjà en son temps que « *dans l'état des choses existant, le remplacement des capitaux investis dans la production dépend pour la plus grande part de la capacité de consommation des classes improductives, tandis que la consommation des ouvriers est limitée...* »⁴. C'est encore bien plus vrai aujourd'hui où les classes improductives se sont hypertrophiées tandis que le nombre des prolétaires précaires ou chômeurs augmente. Mais il n'en reste pas moins que leur consommation est aussi un facteur de diminution de l'accumulation. Dans la mesure justement où elles sont improductives, elles représentent des « faux-frais » pour le capital. Leur entretien absorbe de la plus-value mais ne reconstitue pas des facteurs de sa production, pouvant rentrer comme éléments d'un nouveau cycle de production, être moyens actifs de la production de plus-value. Quant à la consommation des capitalistes eux-mêmes, elle ne saurait, malgré des débâches de luxe et de gaspillages, absorber la production qui ne trouve pas ailleurs ses débouchés. Elle serait d'ailleurs aussi totalement improductive. Les capitalistes ne consomment pas entre eux toute la plus-value qu'ils s'approprient. Et, comme nous l'avons déjà vu, si certains dilapidaient, ou à l'inverse thésaurisaient, au lieu d'investir productivement, ils disparaîtraient. Bref, « *il s'agit de mettre en valeur le capital, non de le consommer* »⁵.

D'où un accroissement de forces productives qui finit inexorablement par devenir excédentaire par rapport à une consommation finale nécessairement limitée par les conditions même de cette accumulation,

4 K. Marx, *Le Capital*, ES, III, 2, p.145.

5 *Ibidem*, III, 1, p.270.

l'exploitation accrue pour produire plus de plus-value par ouvrier employé.

Nous savons déjà que la « cause ultime » de la crise est dans ce rapport : « production illimitée/consommation limitée », qui apparaît comme surproduction de capital. Ce « *simple énoncé du conflit qu'il s'agit d'aplanir contient déjà la manière de le résoudre. La solution implique une mise en sommeil et même une destruction partielle de capital...* »⁶ Et c'est ce dont se charge la crise, sans même parler ici de la guerre en laquelle elle dégénère souvent. Mais il n'est pas suffisant de parler de destructions en général, comme s'il y avait une masse de capitaux indifférenciés dont la crise éliminerait un certain pourcentage, et tout repartirait comme avant. Interprétation qui s'appuie parfois sur quelques citations de Marx comme par exemple : la crise est « *...suspension momentanée du travail et destruction d'une grande partie du capital, ce dernier est ramené par la violence à un niveau où il peut reprendre son cours.* »⁷ Mais il ne s'agit pas seulement de niveau de la masse du capital. Il ne reprend pas le cours précédent à l'identique, comme s'il y avait des cycles purement répétitifs de croissance et de destruction. Si c'était le cas, il n'y aurait eu qu'une stagnation du système, alors même qu'il est non seulement accumulation et expansion permanentes, mais aussi progrès scientifiques et bouleversement permanents des méthodes de production.

En réalité la crise ne détruit pas inconsidérément n'importe quel capital. Ce sont évidemment les capitaux les moins productifs qui disparaissent dans la tourmente. Ils ne peuvent pas supporter, sans que leurs profits deviennent nuls ou négatifs, la guerre des prix qu'accroît la surproduction, pouvant aller jusqu'au dumping, la vente à perte que le plus puissant peut soutenir plus longtemps pour éliminer le plus faible. « *Tant que tout va bien, la concurrence, on l'a vu dans la péréquation du taux de profit général, joue le rôle d'une amicale de la classe capitaliste : celle-ci se répartit collectivement le butin commun proportionnellement à la mise de chacun. Mais dès qu'il ne s'agit plus de partager les bénéfices, mais les pertes, chacun cherche autant que possible à réduire sa quote-part et à la mettre sur le dos du voisin....C'est alors affaire de force et de ruse, et la concurrence se mue en combat de frères ennemis.* »⁸

6 Ibidem, p.266.

7 TPV, II, p.591-592, ES.

8 K. Marx, *Le Capital*, III, 1, p.265-266, ES.

Il serait donc erroné de ne voir dans la crise que le moment d'un simple réajustement des disproportions par des destructions, une affaire de quantités. Chaque crise est aussi le moment d'une modification significative des modalités de la production, de ses différents facteurs et des rapports entre leurs agents. L'élimination des capitaux les moins productifs, mais aussi des modifications de rapports de force entre Etats, entre classes ou fractions de classes, créent les conditions d'une relance de l'accumulation sur des bases modifiées, des rapports d'exploitation transformés, et, plus généralement, une domination de la bourgeoisie renforcée. Pour ne citer qu'un exemple contemporain, on a vu, après la deuxième guerre mondiale, le « fordisme » se généraliser dans tous les pays industrialisés, et en même temps se démanteler le vieux système des empires coloniaux protectionnistes, et s'enclencher le processus de la troisième phase de la mondialisation capitaliste, dite « libérale », tout cet ensemble ayant ensuite commencé à entrer en crise dans les années 1970.

On constate que les crises ont toujours débouché jusqu'à aujourd'hui sur une relance de l'accumulation à une échelle élargie. Mais comment cela est-il possible ? Il semble en effet y avoir un paradoxe concernant ce résultat de la crise. Car d'une part des entreprises ont fermé, le chômage s'est accru, et donc le potentiel de consommation a chuté. D'autre part seuls survivent les capitaux les plus productifs. Donc la composition organique générale de l'ensemble des capitaux s'est élevée, ce qui a pour effet d'abaisser le taux de profit moyen. Ces faits mis ensembles devraient aboutir à une baisse générale de la production de plus-value et un effondrement de l'accumulation.

Il faut donc examiner de plus près les mécanismes concrets qui sont mis en œuvre, particulièrement radicalement et brutalement dans les crises, afin de comprendre comment des facteurs qui tendent à diminuer le taux de profit se combinent aussi à d'autres pour aboutir à augmenter quand même la masse des profits et favoriser une accumulation toujours plus élargie à chaque nouvelle phase qui succède aux crises. Du moins jusqu'à un certain stade du développement de cette accumulation.

2.2. SURPRODUCTION DU CAPITAL ET VARIATIONS DES PROFITS

Marx, dans un brouillon du Capital⁹, pose l'hypothèse d'une « *crise de surproduction absolue* » de capital. D'abord il la définit comme « *une surproduction qui n'intéresserait pas seulement tel ou tel secteur de la production, ou quelques secteurs importants, mais qui serait absolue dans son volume même, donc engloberait tous les secteurs de la production* ». La formule « surproduction absolue » désigne donc une situation dans laquelle la crise est généralisée à l'ensemble des branches d'activités, doit résoudre un blocage de l'accumulation (de la reproduction) du capital en général. Le mot absolu peut prêter à confusion si on le sort de ce contexte. Car bien sûr, rappelle Marx lui-même, la surproduction de capital n'est pas absolue au sens de définitive, puisque la crise est justement le moment de sa résolution. Elle n'est absolue que dans le sens d'une impossibilité pour le capital de s'accumuler, de se reproduire à un moment donné, dans des rapports d'exploitation donnés du prolétariat, dans une division du travail déterminée.

Qu'est-ce que cette impossibilité ? Une masse d'argent A a été convertie en certaines conditions de la production, c'est à dire en capital en fonction C, en moyens de produire une plus-value Pl. Au terme de ce cycle de production on obtient A', une masse d'argent reproduisant l'équivalent A du capital engagé C grossie de cette plus-value. Pour que la vie du capital se poursuive, qu'il se reproduise dans un nouveau cycle, il faut que A' puisse se reconvertir à son tour en un capital en fonction C', en moyens de produire une nouvelle plus-value, supérieure à la précédente puisque le capital engagé a augmenté. Cela implique que Pl puisse se convertir en capital en fonction additionnel dC, en un nouveau capital venant s'agglomérer au capital initial C, reproduit dans le premier cycle, pour former C' ($C' = C + dC$, pour le capital en fonction, de même que $A' = A + Pl$ pour le capital sous forme argent, capital virtuel). Le blocage généralisé de l'accumulation advient quand cette conversion de plus-value en capital additionnel ne peut pas se produire, parce que la plus-value ne trouve aucune branche d'activité (elles sont toutes saturées par hypothèse), aucune aire nouvelle, pour se convertir en capital additionnel, c'est à dire ne trouve pas le moyen de pouvoir « exercer la fonction de capital », de se métamorphoser à son tour en moyens de productions produisant une nouvelle plus-value. Alors dit Marx, « *il y aurait surproduc-*

9 Ibidem, p.264.

*tion absolue de capital ; c'est à dire que le capital augmenté $C+dC$ ne produirait pas plus de profit ou même en produirait moins que le capital C avant qu'il ne s'accroisse de dC ».*¹⁰ La formule « surproduction absolue » revêt ici une nouvelle détermination ; ce n'est pas seulement la baisse du taux de profit qui est en cause dans le cas d'une crise généralisée, mais celle de sa masse, dont l'accroissement devient nul.

Il est utile de développer ce point, car bien souvent la baisse du taux de profit est l'argument mis en avant comme explication simple et suffisante de la crise et auto-condamnation définitive du capitalisme. Ce raisonnement, non seulement simple mais simpliste, s'appuie en général sur une lecture bâclée de Marx, ou plutôt de vulgarisateurs superficiels ou malhonnêtes, lecture qui réduit le développement du capital à celui du machinisme (de la productivité), et l'effet de celui-ci à la hausse de la composition organique (Cc/Cv) qui abaisse effectivement le taux de profit.

Or Marx a longuement souligné combien l'accumulation du capital était un phénomène complexe, combinant à travers les hausses de la productivité, les facteurs de baisse du taux de profit avec des facteurs de hausse. Nous y reviendrons plus loin, notamment à travers l'analyse des conséquences contradictoires des gains de productivité qui caractérisent le capitalisme moderne.

Mais avant de revenir sur cet enchevêtrement de facteurs contradictoires qui font de la baisse du taux de profit seulement une tendance lourde de long terme et non un phénomène permanent et linéaire, observons encore autre chose à propos de cette baisse. Il a souvent été dit qu'elle était le facteur essentiel de la crise, comme si l'accumulation du capital se bloquait à partir d'un niveau de taux de profit que les capitalistes, dans leur avidité, jugeraient trop bas. Mais le blocage de l'accumulation est moins une affaire de subjectivité que d'objectivité. Tant qu'un capital accru $C+dC$ peut produire une masse de profit supérieure à celle que produisait C , c'est que l'accumulation peut se poursuivre. Ce qui est essentiel ici c'est la masse du profit plus que son taux. Tant qu'il y a augmentation de cette masse, c'est que le capital peut se reproduire en s'élargissant. Même s'il accumule à 4% au lieu de 8%, par exemple, c'est mieux que rien, c'est toujours accumuler. D'ailleurs même avec un taux plus faible, une masse plus grande de capital peut produire plus de profit qu'une plus petite, et accumuler plus vite. 4% de 1000 donneront 40 alors

¹⁰ *Ibidem*, p.264.

que 8% de 100 ne donne que 8. La masse peut croître quand le taux baisse. Et tant qu'elle croît, c'est que le capital se reproduit. C'est bien pourquoi Marx, remarquant que le développement des forces productives, toujours accompagné de gains de productivité, produisait cet effet, parlait de « *loi à double face selon laquelle les mêmes causes provoquent la diminution du taux de profit et l'augmentation simultanée de la masse de celui-ci* »¹¹. Nous verrons plus loin ce double effet contradictoire des gains de productivité. Pour le moment nous voyons que la baisse du taux n'est pas celle de la masse, et que seule la baisse, ou même la simple stagnation de la masse, signifie un blocage absolu, généralisé, de l'accumulation.

Bien sûr la baisse du taux de profit n'est pas sans effets. D'abord sur la masse elle-même, dont la croissance est affaiblie d'autant. Ensuite, et c'est là l'essentiel, l'ampleur de cette baisse détermine des comportements. Elle est la sirène d'alarme qui alerte les capitalistes, les prévenant que la situation se détériore, que beaucoup d'entre eux vont y laisser des plumes. Elle est le chiffon rouge qui les affole et leur fait décréter le branle-bas de combat. Plus la baisse est forte, plus il sera dur, puisque ce sont toujours les capitaux les plus faiblement productifs qui disparaissent, et que la surproduction en augmente le nombre et aiguise la concurrence. En toutes circonstances le taux de profit est un facteur subjectif, c'est « *l'aiguillon* », l'incitation, la force qui pousse le capitaliste à agir. Il est cela parce que telle est l'existence du capital, la valorisation. Et la concurrence, force externe, oblige, si besoin est, chaque capitaliste à agir pour obtenir le meilleur taux de profit, sinon il risque de disparaître, racheté par un concurrent plus riche, ou éliminé du marché par lui.

La baisse du taux de profit n'est pas la crise. Mais elle manifeste des difficultés accrues à la valorisation du capital. Elle pousse aux comportements de panique, de luttes, de violences, de destructions qui sont la crise : la concurrence entre les capitalistes et l'exploitation des prolétaires portées à leur paroxysme. « *C'est la baisse du taux de profit qui suscite la concurrence entre les capitaux et non l'inverse* »¹², puisqu'elle manifeste qu'il y a « trop » de capital relativement à « trop peu » de profits, donc ouvre une période de lutte concurrentielle particulièrement intense pour savoir quels capitaux survivront, quels autres disparaîtrons. On sait que cette lutte élève la productivité générale par la disparition des capitaux les

¹¹ *Ibidem*, p.233.

¹² *Ibidem*, p.269.

moins productifs, donc la composition organique moyenne, ce qui abaisse le taux de profit moyen. Comment se fait-il que la crise, qui aggrave cette baisse en augmentant le chômage et par là en abaissant la consommation, puisse produire la reprise d'une accumulation élargie ? C'est parce que les augmentations de productivité ont des effets contradictoires, et que la crise est un moment de rééquilibrage entre l'accumulation des forces productives et la production des profits, qui s'étaient disproportionnées. Détaillons un peu.

La crise, en déchaînant une concurrence qui élimine drastiquement les capitaux à faible productivité, augmente la productivité moyenne générale. La « plus-value extra » disparaît parce que la valeur sociale moyenne des marchandises baisse, et leurs prix s'alignent sur cette baisse. Le chômage y contribue aussi en permettant aux capitalistes d'exercer une pression accrue sur les salaires et les conditions de travail qui sont réorganisées pour en accentuer l'intensité (augmentation de la rapidité des gestes, diminution des temps morts), la flexibilité, l'insécurité, la précarité, etc. Ceci a plusieurs conséquences pour le capitalisme :

1°) L'aggravation de l'intensité et de la flexibilité du travail augmente la production et la plus-value absolue (par augmentation de la quantité de travail effective) des capitalistes survivants. En même temps ils récupèrent les parts de marché des éliminés et vendent plus facilement.

2°) Les hausses de productivité font baisser la quantité de capital (sa valeur) $Cc+Cv$ contenue dans chaque marchandise (son coût de production, hors profit), et donc leur valeur individuelle. Mais cette baisse est masquée en période de croissance par la « plus-value extra » dont profitent les capitaux les plus productifs en vendant aux prix de marché, lesquels sont supérieurs à leurs prix de revient. Par contre elle se révèle brutalement avec la crise. Les prix sont alors ramenés par la disparition des capitaux à faible productivité au niveau des valeurs des marchandises produites avec la meilleure productivité, qui deviennent les nouvelles valeurs sociales (sans parler ici des baisses dues aux ventes à perte pour se débarrasser des stocks d'invendus). Cette baisse du prix des marchandises s'applique évidemment à celles qui forment le « coût de production » ($Cc+Cv$) c'est à dire le coût des moyens de production et des biens de subsistances contre lesquels s'échange le capital. Cela augmente donc mathématiquement la plus-value Pl en dehors de tout effort supplémentaire d'investissement : pour un même capital engagé, une même quantité de travail mise en œuvre, une même valeur produite $Cc+Cv+Pl$, Pl est plus grand si les valeurs de Cc et Cv diminuent (baisse de prix cumulative

avec celle de la quantité $Cc+Cv$ évoquée ci-dessus). C'est ce que Marx a appelé l'augmentation de la plus-value sous sa forme relative (elle n'est pas due à une augmentation de la quantité de travail, mais de la part de Pl relativement à celle de $Cc+Cv$). Celle-ci était potentiellement contenue dans les progrès de la productivité en phase de croissance, mais elle n'apparaît vraiment dans toute sa force que dans la crise, dont c'est le rôle de la révéler pleinement.

3°) Ces hausses de la production de plus-value relative suppriment certes la plus-value extra, toutefois celle-ci n'était qu'un prélèvement sur d'autres, ne changeant rien à la plus-value globale ni au taux de profit moyen, qu'un excès de prix sur la valeur qui renchérisait les coûts de production de l'ensemble des capitaux. A l'inverse, et cela est positif pour la reprise de l'accumulation, ajoutées aux hausses de plus-value absolue elles améliorent le taux de profit moyen de l'ensemble des capitaux survivants à la crise. Tel est le premier effet de la disparition des capitaux les moins productifs, effet dû aux gains de productivité et à l'aggravation des conditions du travail au profit des capitaux survivants. Il s'agit globalement d'une hausse du taux d'exploitation (Pl/Cv) qui contrecarre, et au delà dans un premier temps, la hausse de la composition organique (Cc/Cv). Répétons que c'est tout autre chose que d'imaginer un rétablissement du taux de profit par simple redistribution d'une masse de profits sur une masse de capitaux diminuée par les destructions. C'est une re-composition des rapports sociaux. Nous verrons ultérieurement que ces moyens qui augmentent le taux du profit à plus ou moins court terme, en sapent aussi encore plus sûrement les bases à long terme.

4°) Cependant les gains de productivité augmentent la quantité de marchandises produites par la même quantité de travail. Ils exigent donc un élargissement proportionnel de la consommation. Bien évidemment l'augmentation de la production de plus-value incite les capitalistes à relancer les investissements, les innovations tant en nouveaux produits qu'en nouvelles technologies peuvent se développer et la consommation du secteur I (production des moyens de production) augmenter. Mais pour cela, il faut aussi que puisse croître la consommation finale. Et ceci est rendu possible par la baisse des prix des biens de consommation, dans la mesure où elle est supérieure à la diminution de la masse salariale rabaisée par la crise. Dans ce cas, le pouvoir d'achat des salaires peut augmenter, même si diminue la part du produit que les ouvriers ont fabriqué et qui leur reviennent sous la forme du salaire (c'est à dire même si la part

du travail payé diminue et qu'augmente celle du travail gratuit)¹³. Tel est le deuxième effet de la disparition des capitaux les moins productifs. Alors la relance peut être générale, secteurs I et II croissent. La masse prolétarienne employée peut augmenter avec celle du capital, engageant la « spirale vertueuse » de la croissance simultanée de la production et de la consommation, des profits, de l'emploi et du pouvoir d'achat que la bourgeoisie présente comme le cours normal du capitalisme.

5°) La baisse des prix et la relance de la consommation sont encore accentuées par le fait que chaque crise a aussi pour effet de transformer et d'élargir la « mondialisation » de la production et des échanges inhérente au capitalisme. Des matières premières plus abondantes et meilleur marché, une division mondiale du travail accrue, la possibilité de valoriser des capitaux en salariant des masses prolétariennes nouvelles dans des pays encore « attardés » contribuent fortement à relancer l'accumulation sur des bases élargies¹⁴.

Pour résumer, on voit que la crise :

- est le moment de la réunification des différentes phases du procès de valorisation ;

- laquelle se réalise par le moyen d'une transformation des rapports sociaux capitalistes qui aboutit à une hausse de la production de plus-value, notamment sous sa forme relative par l'augmentation du niveau général de la productivité ;

- transformation qui est obtenue par la force, tant celle de la concurrence que de la lutte contre le prolétariat. Du côté du prolétariat le résultat, sauf révolution victorieuse, est l'aggravation du taux d'exploitation, de sa désappropriation des conditions de son travail et de sa vie (de son

13 Par exemple supposons que $V=100$ heures de travail et se décompose en $33Cc+33Cv+34Pl$, et produit 100M. Puis qu'une nouvelle machine permet de produire 200M pour les mêmes 100 heures se décomposant alors en $40Cc+20Cv+40Pl$. Dans le premier cas le taux de profit est de 51,5% et de 66,6% dans le second, tandis que la part des salaires n'est que 20% de la valeur produite dans le second contre 33% dans le premier, mais elle permet néanmoins d'obtenir 40M (20% de 200) au lieu de 33M (33% de 100). Ce fait que les gains de productivité peuvent permettre à la fois d'augmenter le pouvoir d'achat et le taux de profit est une mine d'arguments apologetiques exploitée jusqu'à la corde par les sociaux-démocrates, pour qui il suffirait de les répartir équitablement entre le capital et le travail pour que tout le monde profite du « progrès ». Non seulement cela ne peut se faire que par l'augmentation du taux d'exploitation et de l'aliénation des prolétaires, mais nous verrons pourquoi le capitalisme sénile n'offre même plus cette possibilité, sapant définitivement les bases du réformisme !

14 Pour une argumentation sur ce point, voir T. Thomas, *Les Mondialisations*, Bruxelles, Contradictions, 2003.

aliénation). Du côté du capital, c'est sa concentration accrue, une accélération du développement du machinisme, de l'accumulation de capital sous cette forme (capital fixe), toutes choses à quoi correspond aussi, comme nous le verrons, l'accumulation de capital financier (comme forme de propriété de ce capital concentré). Et tout cela dans un élargissement perpétuel, appelé mondialisation, des rapports sociaux de la division capitaliste du travail.

La crise apparaît bien à travers tous ces phénomènes, comme un moment inhérent au procès de reproduction du capital car, à y bien regarder, elle ne fait que précipiter son évolution naturelle. Il n'y a rien dans la crise qui soit simplement accidentel, extérieur au rapport capitaliste, à l'essence du capital. Il n'y s'agit en effet que d'augmentation du taux d'exploitation et de la production de plus-value. Ou encore, et c'est la même chose sous une autre forme, que d'augmentation de la productivité, donc du machinisme et de la concentration. Ce qui n'est que constater que l'essence du capital se présente aussi comme « production pour la production », développement des moyens de production, du capital fixe. Marx remarquait ce lien entre les gains de productivité et la forme du capital : grâce à eux la part de la production qui retourne au capital peut et doit croître plus que celle qui revient au travail. Ainsi, *« une partie plus importante de la production peut être orientée vers la satisfaction du besoin de production lui-même, à savoir vers la production de moyens de production.....c'est dans la création de capital fixe....que le capital se pose comme fin en soi, et qu'il apparaît agissant effectivement comme capital. »*¹⁵ De même encore les destructions de capital à travers lesquelles s'opèrent les transformations des rapports sociaux qui permettent la relance du procès d'accumulation ne sont que la réalisation, simplement plus brutale et plus massive dans la crise, du mode de développement normal du capital. A la suite de Schumpeter, ses apologistes l'appellent « la destruction créatrice ». *« Les deux choses sont posées dans l'essence du capital. A la fois la dévalorisation du capital par le procès de production et l'abolition de cette dévalorisation ainsi que la création des conditions permettant la valorisation du capital. »*¹⁶

Le capital est un rapport social d'appropriation. Donc son développement est aussi celui de ce rapport, le développement de la contradiction privé-social en de multiples contradictions subséquentes, dont nous avons

15 K. Marx, *Gr.*, ES, II, p.197-198.

16 *Ibidem*, I, p.386. Et : « L'augmentation des forces productives va toujours de pair avec une dépréciation du capital existant. » (*Le Capital*, ES, III, I, p.261).

rappelé quelques unes dans les pages précédentes. Le capital doit sans cesse les surmonter, mais pour se conserver et s'accumuler, donc pour conserver et renforcer ce rapport qui les produit dont l'antagonisme est alors nécessairement porté à un niveau supérieur.

La crise est un moment privilégié du développement du capital, celui d'un bond en avant, si du moins il réussit à en sortir vainqueur contre le prolétariat. Elle rétablit l'unité du procès de valorisation, qui est l'existence du capital, en imposant des transformations qui permettent non seulement à cette accumulation de reprendre, mais à un niveau supérieur, où la masse des profits qu'elle absorbe est accrue. Mais elle est aussi un renforcement des séparations entre le pôle du capital et le pôle du prolétariat qui caractérisent ce rapport social d'appropriation. Comme ces séparations sont la racine profonde des crises, celles-ci vont se répéter également à un niveau supérieur, plus massives, plus catastrophiques, plus difficiles à surmonter pour le capital. Nous verrons le fond de l'affaire en ce que plus le rapport d'appropriation capitaliste se développe et plus les difficultés du capital à produire la plus-value s'aggravent puisque, de crise en crise, il accentue la désappropriation du prolétariat jusqu'à la pousser à l'extrémité non seulement de vider sa puissance de travail de tout contenu qui puisse être sa propriété, mais même de lui ôter tout travail ! Pour le moment restons en à cette observation que « *la production capitaliste tend sans cesse à dépasser les limites qui lui sont immanentes, mais elle n'y parvient qu'en employant des moyens qui, de nouveau, et à une échelle plus imposante, dressent devant elle les mêmes barrières.* »¹⁷

Parmi ces moyens pour « dépasser les limites », nous avons vu le rôle essentiel des gains de productivité qui portent le développement et l'efficacité des forces productives à un niveau supérieur. Comme chaque capital doit nécessairement rechercher la « plus-value extra » dans sa lutte existentielle pour s'approprier une part de la plus-value sociale, cette course entraîne de nouveau, dès la crise surmontée, un développement des forces productives, accéléré par la croissance retrouvée et les meilleures perspectives de profits, plus rapide que celui de la consommation. Le même phénomène de surproduction relative finit par resurgir. Mais à un niveau sans cesse supérieur de composition organique du capital, ce qui aggrave la tendance à la baisse du taux de profit et rend plus difficile, de

¹⁷ K. Marx, *Le Capital*, ES, III, 1, p.263.

crise en crise, de la contrecarrer, et même, à un certain stade de développement, de simplement maintenir le niveau des profits.

Il s'engage en quelque sorte une course entre la tendance à l'augmentation du taux d'exploitation PI/C_v , qui augmente le taux de profit, et celle de la composition organique C_c/C_v , qui le diminue. L'augmentation de C_c/C_v est permanente, et de plus en plus rapide, inhérente à la croissance permanente de la productivité. Il n'en est pas de même pour celle de PI/C_v . Non seulement la résistance de la classe ouvrière empêcherait de toute façon de l'augmenter sans cesse. Mais nous savons que plus le capitalisme est développé, mécanisé, plus la plus-value croît sous sa forme relative. Or celle-ci ne peut se réaliser que si la consommation s'élargit en même temps qu'une production dopée par les gains de productivité. Si elle peut s'élargir grâce aux baisses de prix et à l'extension planétaire du salariat, la tendance lourde est néanmoins inverse. Car la consommation c'est au bout du compte la masse salariale, le travail payé. Or le capital, en cherchant sans cesse à diminuer le travail payé pour augmenter le travail non payé, finit pour réussir dans son premier objectif par en arriver à diminuer le travail vivant dans son ensemble, et donc le travail gratuit (la plus-value) avec. Car bien évidemment les deux quantités de travail n'en sont qu'une dans l'exécution : le travail prolétaire. Diminuer la première, c'est diminuer la masse d'ouvriers employés, donc finalement la seconde aussi. Autrement dit on retrouve sous cet aspect le phénomène de la sous-consommation relative (une consommation qui s'accroît, mais moins vite que la production) qui, à long terme, se transforme en tendance à la sous-consommation absolue : elle ne s'accroît plus parce que la masse salariale, et salariée, ne s'accroît plus.

De crise en crise, le capital tend à accélérer l'accumulation en augmentant sans cesse la productivité sociale moyenne. Cette même augmentation accroît la production des profits dans leur masse, mais tend à en baisser le taux. « *Le taux de profit ne baisse pas parce que le travail devient moins productif, mais parce qu'il le devient plus.* »¹⁸ C'est toujours les lois « à double face » du capitalisme. « *Baisse du taux de profit et accélération de l'accumulation ne sont que des expressions différentes d'un même procès, en ce que toutes deux expriment le développement de la productivité.* »¹⁹ L'appropriation privée des conditions de la production qui fait du profit le but nécessaire de celle-ci induit que « le moyen — dé-

18 *Ibidem*, p.252.

19 *Ibidem*, p.254.

*veloppement inconditionné de la productivité sociale – entre perpétuellement en conflit avec la fin limitée : mise en valeur du capital existant. »*²⁰ Jusqu'à quand ce moyen, l'augmentation de la productivité, permettra l'accroissement de la masse des profits et de l'accumulation, c'est à dire la reproduction et l'élargissement du système, est une question que ne pourra trancher que la lutte des classes puisqu'il s'agit d'abolir un rapport social.

Dire que la tendance à la baisse du taux de profit est liée au développement de la productivité et de l'accumulation de capital sous forme de machinerie (capital fixe), c'est dire aussi qu'elle est liée à la tendance à la concentration des moyens de production. Élimination des concurrents moins productifs, niveaux de plus en plus élevés des investissements scientifiques et industriels, recherche d'économies d'échelle et de productivité (taylorisme, fordisme), volonté de contrôle des prix par la domination commerciale, chaque crise accélère les concentrations et la tendance de chaque capital au monopole. C'est encore une manifestation de la tendance du capital à la sénilité. « *Si la formation du capital devenait le monopole exclusif d'un petit nombre de capitaux arrivés à maturité, pour lesquels la masse du profit l'emporterait sur son taux, le feu de la production s'éteindrait définitivement.* »²¹ Le monopole détruit les deux aiguillons du capital. Celui du taux de profit, puisqu'il n'y a plus de profit extra à rechercher : une augmentation quelconque de la masse des profits suffit à accumuler tranquillement mais aussi fortement (« *un gros capital à faible taux de profit accumule plus vite qu'un petit capital à taux élevé* »²²). Et celui de la concurrence, l'aiguillon externe.

Mais la concentration croissante de moyens de production absorbant de plus en plus de travail passé, de sciences et de technologies, doit trouver son reflet dans les formes juridiques et financières de la propriété du capital. Elles deviennent société anonyme et titres négociables. Le capital argent qui représente la propriété de ces moyens de production ne peut plus être entre les mains d'un seul capitaliste ou de sa famille. La petite propriété disparaît, remplacée par la société anonyme qui draine l'épargne de millions d'individus. Le titre de propriété prend des formes variées, par exemple action ou obligation, mais finalement dans tous les cas il s'agit d'argent avancé dans l'espoir d'un gain futur, d'une créance (même si l'action se donne comme un titre de propriété, cela n'en donne

20 *Ibidem*, p.263.

21 *Ibidem*, p.271.

22 *Ibidem*, p.263.

le pouvoir qu'à quelques gros porteurs pour qui d'ailleurs elle est aussi titre financier, spéculation sur un gain futur). Ces titres de créances, ou titres financiers, sont fluides, échangeables à tout moment contre argent, de sorte qu'ils sont comme de la monnaie en ce qu'ils gonflent la masse des liquidités en circulation, mais monnaie rapportant de l'argent. Capital et argent deviennent comme une seule chose : de l'argent qui doit rapporter de l'argent, la forme idéale du capital pour le bourgeois puisque réduite à ce qui est son essence à ses yeux : A-A'.

Cette masse de titres de papier, argent qui semble être capital, bien qu'étant séparé de la production, parce qu'il absorbe une part de la plus-value sociale (dividendes, intérêts, spéculations diverses), c'est le capital financier. Capital-argent, il n'est qu'une forme développée de l'argent, à travers le crédit pour ce qui est de la fonction signe de l'échange, et les multiples formes de titres financiers pour ce qui est de la fonction représentation de la valeur. Donc pas plus que l'argent il n'est la cause profonde de la crise. Mais aux yeux du bourgeois il est la forme même du capital. Autonome, spécifiquement administré par un énorme appareil de Bourses et de Banques dédié à sa valorisation, il a une capacité particulière à s'automultiplier et à gonfler le plus artificiellement qu'il soit possible la masse de capital prétendant à une part de plus-value. De sorte qu'il joue un rôle particulier d'amplification de la surproduction de capital, mais aussi un rôle particulièrement spectaculaire d'éclatement des crises modernes dans les krachs financiers et les déroutes monétaires. Il semble qu'il n'y ait de par le monde que crises monétaires et financières, il semble que les mouvements erratiques d'énormes masses d'argent et de titres, des exigences de rendements financiers trop élevés, des spéculations trop risquées, soient la cause de toutes les autres catastrophes, économiques, écologiques, sociales. Il est donc nécessaire de faire un examen spécifique du rôle du capital financier dans l'analyse générale des crises comme crises de surproduction de capital sous toutes ses formes qui est l'objet de ce chapitre.

2.3. SURPRODUCTION DE CAPITAL SOUS LA FORME FINANCIERE

Aux yeux des économistes, qui imaginent que le capitalisme pourrait être un système à peu près rationnel et harmonieux s'ils étaient écoutés, les crises, depuis 1929 au moins, résultent le plus souvent de spéculations financières hasardeuses. Il est exact que plus le capitalisme est déve-

loppé, plus la masse des crédits et des profits l'est donc aussi, et plus la crise prend un aspect financier. Comme nous l'avons vu, la pléthore de capital prend l'aspect pour le capitaliste d'une pléthore d'argent qu'il ne peut pas faire fonctionner comme capital additionnel, valoriser dans un procès de production de plus-value. Cette pléthore d'argent augmente avec la baisse des taux de profit car elle décourage l'investissement industriel. Pour ne pas rester inemployé et dévalorisé, cet argent est « *contraint de s'engager dans la voie de l'aventure : spéculation, gonflement abusif du crédit, bluff sur les actions, crises.* »²³ Ainsi à la veille de la crise, quand la pléthore est à son maximum, la spéculation, les escroqueries et les placements financiers foireux le sont aussi. Leurs échecs déclenchent des faillites en chaîne, des effondrements boursiers, des crises financières, et on les prend donc pour la cause de la crise. Elle est comprise comme sanction non pas de la surproduction générale, mais de ces comportements présentés comme anormaux, d'Etats surendettés, de golden boys en folie, de spéculateurs malhonnêtes. Mais la goutte d'eau qui fait déborder le vase n'est pas la cause qu'il soit rempli, l'ultime spéculation qui précède le krach n'est pas la cause de la surproduction générale de capital. Il ne s'agit que de déclencheurs, de point d'éclatement d'une contradiction dont les facteurs se sont longuement accumulés. Les crises financières sont la fièvre, pas la maladie. Alors pourquoi la maladie ? C'est ce qui reste à expliquer.

On se limitera ici à un examen très général du mécanisme des crises du capital financier étant donné que cette question a été plus particulièrement développée dans un ouvrage précédent²⁴, et que le chapitre 3 suivant donnera une analyse succincte des développements actuels de la crise financière.

Le principe de ces crises, de leur possibilité, est posé, comme nous l'avons vu chapitre 1, dans la contradiction des fonctions de l'argent, à la fois simple étalon de l'échange et conservateur de la valeur. Dans sa première fonction il n'est qu'un signe arbitraire ; il peut être émis par les particuliers, par exemple sous forme de créance, en quantité proportionnelle à leurs échanges. Un signe officiel, la monnaie, permet à tous les signes privés de s'exprimer de la même façon, et permet la généralisation des échanges (la conversion du signe privé en signe public est le monnayage,

²³ *Ibidem*, p. 263.

²⁴ T.Thomas, *L'hégémonie du capital financier et sa critique*, Paris, Albatroz, 1999.

par l'escompte, la titrisation, etc.). Dans sa deuxième fonction, il est représentant de la richesse sociale.

D'où les deux formes principales de la monnaie, les formes scripturales émises privativement, lettres de changes, autres titres de créance et billets bancaires privés, chèques, etc., et les formes étatiques, d'abord métalliques, argent et or notamment, dans lesquelles la valeur existe en soi et est supposée se conserver, puis fiduciaires. En effet, le billet de banque a été nationalisé et sa valeur dite garantie par l'Etat assurant sa convertibilité en or. De sorte qu'il semblait réunir les deux fonctions monétaires. Mais cette unité n'a jamais tenu très longtemps. Sans cesse, les crises économiques ont obligé à constater que la masse monétaire était disproportionnée avec les valeurs réelles en circulation, la convertibilité devait être interrompue, les billets de banque dévalués, ruinant leurs détenteurs.

Finalement, on le sait, la monnaie a été totalement déconnectée du métal en 1971 (décision de supprimer la convertibilité du dollar). Cette déconnexion était l'aboutissement d'un lent abandon de l'or manifestant qu'il n'était plus adéquat en tant que forme monétaire. Parce que le développement gigantesque de la production et des échanges nécessitait une démultiplication des signes monétaires à laquelle il faisait obstacle. Démultiplication d'ailleurs extraordinairement accentuée par l'augmentation de toutes les formes de crédits (ou, c'est évidemment identique, de dettes), privés et publics. Cette augmentation du crédit est non seulement une modification de la forme monétaire (monnaie scripturale puis informatique), mais aussi une production massive de monnaie. En même temps, elle accroît la masse des titres financiers (créances) qui sont supposés en représenter la valeur. Cette double production de signes monétaires et de valeurs de papier va inévitablement entrer en contradiction avec la production de valeurs réelles. Le développement du crédit est la base des crises monétaires et financières.

Il faut donc expliquer ce développement du crédit comme nouvelle forme monétaire. K. Marx avait bien observé que non seulement la thésaurisation de l'argent est improductive, mais aussi son temps de circulation : la vente aussi bien que l'achat ne sont pas des temps de production de la plus-value (pas plus que tous les temps morts dans le procès de production puisque tout ce qui n'est pas temps de transformation d'une marchandise par incorporation de travail vivant ne peut pas être un temps de valorisation). Le crédit veut abolir le temps où le capital reste sous la forme argent, parce qu'il n'est pas un temps de sa valorisation.

« *L'opposition du temps de travail et du temps de circulation contient toute la théorie du crédit.* »²⁵

C'est pourquoi le capital tend toujours en ce qui concerne l'argent à obtenir « *une circulation sans temps de circulation.* »²⁶ Ce qui est le rôle du crédit qui avance l'argent de la vente avant que le produit ne soit acheté, ou permet d'acheter sans avoir vendu, et permet donc au capitaliste de ne pas attendre ni d'avoir réalisé la plus-value, ni d'avoir réaccumulé assez d'argent, pour investir, relancer un nouveau cycle de production élargie. Le crédit est spéculation par définition. Il permet même de spéculer sans acheter réellement quoi que ce soit (opérations à terme).

Un autre effet de la tendance du capital de ne jamais laisser ni la marchandise ni l'argent en repos, à faire de tout temps un temps de valorisation, est qu'il veut « *donner au temps de circulation en tant que tel la valeur du temps de production...* » en posant « *les différents organes* »²⁷ qui s'y activent comme capital, comme productifs de plus-value. C'est le développement de secteurs du capital spécialisés, capital commercial, capital bancaire. Cette spécialisation est efficace en ce qu'elle permet d'améliorer la productivité du travail social qui doit être affecté à la circulation, et d'augmenter la plus-value relative de cette façon. Mais il n'en reste pas moins que ces capitaux spécialisés prélèvent une part²⁸ de la plus-value sociale, qui n'est produite que dans la transformation de marchandises par le travail vivant.

Dans sa tendance à abolir le temps de la circulation de l'argent le crédit aboutit à « *abolir la monnaie dans sa forme immédiate* »²⁹, à abolir sa forme fixe, qui représente un moment d'immobilisation de l'argent, et aussi un coût (notamment pour la monnaie métallique) qui renchérit les transactions. D'où, nous l'avons vu, la démonétisation de l'or. D'où, plus généralement, la disparition des paiements comptants, même le billet de banque disparaît, les échanges se font par de simples jeux d'écritures bancaires, dont seuls les soldes sont réglés (par compensation des débits et des crédits). Marx semble presque avoir prévu que par simples clics d'ordinateur on pourrait déplacer en une seconde, et de façon immatérielle, des milliards d'un bout à l'autre de la planète. Pour autant cette ra-

25 K. Marx, *Gr.*, II, p.152, ES.

26 *Ibidem*, p.151 et p.163.

27 *Ibidem*, p.151.

28 Pour l'essentiel d'entre eux : une discussion sur le travail productif montrerait que les temps de transport et de manutention, par exemple, souvent compris dans l'activité du capital commercial, sont temps de valorisation. Mais ce n'est pas le sujet ici.

29 K. Marx, *Gr.*, II, p.163, ES.

pidité et cette immatérialité de l'argent ne sont pas la cause fondamentale de la surproduction du capital, juste une accélération de ses facteurs.

D'une façon générale le capital est l'abolition de la thésaurisation. Il exige de remettre toujours en circulation, et le plus rapidement possible, tous les revenus distribués, et toute la plus-value réalisée. Le crédit aux acheteurs permet d'accélérer la consommation. Et le crédit que font les épargnants aux capitalistes permet de mobiliser et d'investir l'argent non consommé. Il faut remarquer en particulier que comme la concentration et la mécanisation élèvent le volume de capital à engager pour pouvoir créer ou développer une activité (effet de seuil), la plupart des détenteurs d'argent sont exclus de la propriété capitaliste directe. Ils ne peuvent que prêter leur argent à d'autres, en le déposant à la banque ou en achetant des titres financiers. Ce qui favorise encore la concentration du capital³⁰. Les Bourses et les banques organisent systématiquement le drainage du moindre de ces capitaux, ou de ceux qui attendent le moment d'être reconvertis en marchandises, par le moyen de comptes rémunérés, de ventes de titres, etc. La loi va jusqu'à rendre obligatoire cette alimentation du capital financier (cf. les fonds de pension qui sont une épargne financière obligatoire). Par le système du crédit et des titres de papier, « ...le capital financier acquiert... l'influence la plus énorme sur la marche et le prodigieux développement du système de production capitaliste. »³¹

Pour résumer brièvement, on voit qu'il y a une double conséquence du développement du crédit :

1°) Il accélère la circulation de l'argent, et permet aussi d'en mobiliser plus que la quantité réalisée par la vente, ce qui facilite la concentration des capitaux et induit une augmentation des capacités d'investissement. D'où une accélération de la croissance des forces productives et de la surproduction de capital. Laquelle se présente aussi sous forme d'une pléthore d'argent encore plus forte. A la recherche de nouveaux placements, elle développera les « bulles » financières et immobilières.

2°) Le développement d'une forme particulière du capital, le capital financier, ou capital de prêt détaché formellement de la production. Aux mains de sociétés capitalistes spécifiques centralisant ces prêts (épargne), donnant droit à intérêts, son autonomie formelle lui permet de se démulti-

30 A propos de la pléthore d'argent, Marx observe : «pléthore qui, sous forme de crédit, met ces capitaux, incapables d'exercer une action à leur propre bénéfice, à la disposition de ceux qui dirigent les grands secteurs commerciaux ou industriels. », K.Marx, *Le Capital*, III, 1, p.264, ES.

31 K. Marx, *Le Capital*, II, 2, p.144, ES.

plier sur lui-même par le moyen d'opérations spéculatives basées aussi sur le crédit (opérations à terme sur les titres boursiers, les monnaies). Mais la démultiplication de titres de papier représentant du capital n'est pas celle du capital réel, d'une valeur se valorisant réellement dans un procès de production.

Le capital financier se pose d'emblée comme possible « capital fictif », selon l'expression de Marx. Il ne s'agit pas d'un capital-argent avancé en échange des moyens d'une production et qui échoue à se valoriser, qui ne se reproduit pas, se révèle ne pas avoir pu être capital. Mais d'argent prêté à d'autres qui se chargeront d'organiser cette valorisation comme ils l'entendent. (Il est notable qu'aujourd'hui même les actionnaires directs, sans parler des indirects à travers les OPCVM³², n'interviennent généralement pas dans la gestion des entreprises). Ce capital de prêt exige simplement de toucher un revenu, intérêts ou dividendes³³, et se veut indifférent aux difficultés des « sauts périlleux » du procès de production. Si ce revenu est jugé insuffisant, ils iront voir ailleurs, déplacement qui est facile pour un titre financier parfaitement liquide.

C'est comme s'il y avait un dédoublement du capital-argent. D'un côté les titres financiers rapportant intérêt dans leur sphère particulière, de l'autre l'argent, contre lequel ils ont été échangés qui, aux mains des emprunteurs, les capitalistes actifs, entre dans le procès de valorisation. Bien évidemment le dédoublement n'est que formel, et les revenus du capital financier ne sont qu'une part de la plus-value sociale, bien qu'ils soient présentés comme « le prix du risque » ou celui « du renoncement à la jouissance » de consommer son argent. Un même capital n'existe pas deux fois, une fois comme titre de papier, une autre comme moyens de production et marchandises. Mais dans l'imaginaire du bourgeois, le capital financier est un capital à part entière qui doit fournir son profit. Et comme le profit n'augmente pas parce que le capital est démembré entre les capitalistes passifs (les prêteurs) et actifs (les organisateurs de la valorisation), il doit se répartir entre eux³⁴. Ce qui diminue la part de chacun,

32 Organismes de Placements Collectifs en Valeurs Mobilières, telles les Sicav en France qui émettent des titres financiers représentant un portefeuille d'autres titres, actions, obligations, etc.

33 Il n'y a guère de différence entre les deux : les capitaux placés en actions « ne fournissent que des intérêts plus ou moins grands qu'on appelle dividendes. ». *Ibidem*, III, 1, p.253.

34 Donc, comme le faisait déjà remarquer Marx, l'appropriation du profit peut très bien être indépendante de la possession juridique du capital : « le profit d'entreprise revient au capitaliste actif, même s'il n'est pas le propriétaire du capital qu'il fait fructifier. » Le

et notamment du possesseur d'argent qui autrefois avait tout parce qu'il était capitaliste passif et actif à la fois. Comme aussi le capital commercial, et l'Etat, pompent également une part grandissante de la plus-value sociale, on a là de nouveaux éléments pour une accélération de la baisse du taux de profit moyen, synonyme de surproduction de capital.

Ce capital financier a donc l'air d'être vrai capital tant qu'il rapporte intérêt. Car le titre financier ayant une valeur en argent semble être de l'argent qui rapporte de l'argent, A-A', ce qui est la définition même du capital dans l'imaginaire bourgeois. Mais cette valeur est purement subjective et spéculative puisqu'elle est fixée par capitalisation, à un taux arbitraire, des revenus futurs espérés. Que ces espoirs de gains soient déçus, ou que les taux d'intérêts s'envolent, et la fictivité de ce capital de papier éclate au grand jour (manifestant au passage que la production de valeur n'est en rien le fait de l'argent ou de sa propriété).

Or « *ce capital est doté d'un mouvement propre* »³⁵. Autonome, il semble pouvoir se démultiplier sur lui-même par des techniques particulières telles que l'hypothèque, l'escompte et le réescompte, et surtout, aujourd'hui, la titrisation massive des prêts. Laquelle ouvre un champ grandiose aux opérations à terme (où l'argent correspondant aux titres sur lesquels elles portent ne circule même pas) et leurs fameux « effets de levier », qui permettent de spéculer sur une somme de 1000 en n'en engageant réellement que 100 ou 10³⁶, eux-mêmes démultipliés par l'invention de multiples techniques sophistiquées tels « les produits dérivés » (par exemple spéculations sur les variations de « notions » tels que taux d'intérêt, taux de change, dérivées de « sous-jacents », tels que, dans ce cas, les monnaies). La création de titres, dont la valeur est basée sur celle d'autres titres en un empilage toujours plus compliqué de « dérivations », le tout faisant l'objet de crédits à chaque étage de l'édifice, démultiplie le capital financier presque à l'infini. K. Marx était bien en dessous des coefficients modernes de démultiplication quand il écrivait : « *A mesure que se développe le capital productif d'intérêt et le système de crédit, tout capital semble se dédoubler, et par endroit même tripler, grâce aux diverses façons dont un même capital, ou simplement une même créance, ap-*

Capital, III, 2, p.45, ES. Ce type de démembrement existait déjà entre l'usufruit et la nue-propriété.

³⁵ *Ibidem*, p.128.

³⁶ Par exemple le fonds de placement financier U.S. LTCM, célèbre pour sa déroute retentissante, empruntait pour spéculer 28 dollars pour chaque dollar levé réellement. Le profit sur ce dollar était attendu au niveau de 40 cents (40%). *Le Monde*, 21-22/11/99.

paraît dans des mains différentes, sous des formes différentes. »³⁷ Mais bien évidemment la production de plus-value n'en est pas démultipliée pour autant.

Avec le crédit, argent et capital, monnaies et titres, ne semblent faire plus qu'une même chose, du capital financier, argent qui rapporte de l'argent, ne former qu'une même masse, « les liquidités »³⁸, dont les différentes formes se convertissent quasi instantanément les unes dans les autres. Cette masse s'hypertrophie sur elle-même par le crédit et forme d'énormes bulles de capital fictif, mais qui bien que fictif, absorbe une part de la plus-value sociale, diminuant le taux de profit moyen. Elles se gonflent et éclatent d'autant plus facilement en krachs que les sommets de l'euphorie boursière correspondent aussi, comme nous l'avons vu, à un maximum de spéculations, manœuvres et escroqueries par lesquelles les agents du capital tentent d'accaparer à tout prix une part de cette plus-value qu'ils ne peuvent plus obtenir par la gestion « normale » d'un procès de production. Dans tous les secteurs d'activité la baisse du taux de profit stimule la recherche de « coups » financiers de plus en plus aventureux. Les dirigeants sont d'autant plus tentés par les aventures qu'ils ne risquent pas leur propre argent, mais celui des autres. En effet avec le système du crédit, du capital de prêt, « *une grande partie du capital social est utilisée par ceux qui ne le possèdent pas et qui, par conséquent, se mettent à l'ouvrage bien autrement que le propriétaire qui, s'il est lui-même actif, suppose peureusement les limites de son capital privé.* »³⁹ Inéluctablement vient le moment où des dettes ne sont pas remboursées, des faillites éclatent, des bénéfices attendus se révèlent être des pertes. Alors, comme tout est subjectif dans le capital financier fictif, fondé sur la « confiance », c'est à dire l'espoir d'une croissance perpétuelle des gains spéculatifs, une panique généralisée peut s'installer à partir de tels accidents d'abord localisés et déclencher la spirale des dévalorisations et dévaluations.

37 K. Marx, *Le Capital*, III, 2, p.132, ES.

38 Masse aux contours variables dans les statistiques, qui distinguent quatre blocs, de M_1 à M_4 , suivant le degré de liquidité supposé des différents types de titres (cf. note 100).

39 K. Marx, *Le Capital*, III, 2, p.106, ES. Il en résulte aussi que « *non seulement le profit consiste à s'approprier le travail d'autrui, mais encore le capital qui sert à mettre en œuvre et à exploiter ce travail est constitué par le bien d'autrui.* » (ibidem, p.169). Ce qu'apprennent à leurs dépens les épargnants ruinés par des J.M. Messier (Vivendi) et autres brillants managers aux revenus pharaoniques, « *stocks options* », « *golden parachutes* », etc.

Tout le monde veut récupérer l'argent prêté, se débarrasser des titres de papier et récupérer du « vrai » argent. On se précipite vers les valeurs « refuges ». Autrefois c'était l'or, aujourd'hui ce sont les papiers dont les valeurs semblent garanties par la force de l'Etat, U.S. surtout puisque c'est la super puissance (dollar, Bons du Trésor, « Blues Chips »). C'est le « flight to quality » qui draine encore plus l'épargne et les richesses mondiales vers les grands centres impérialistes. Dans ce mouvement où tout le monde veut vendre en même temps, les prix des titres et des monnaies, et d'abord ceux et celles de qualité moindre, s'effondrent. Ce sont les krachs boursiers et monétaires. La trésorerie des entreprises s'assèche avec la contraction des affaires. Elles doivent, pour rembourser les dettes accumulées en période de croissance, liquider leurs stocks, brader leurs actifs, et souvent se déclarer en faillites devant une baisse des prix qui est accentuée par une concurrence exacerbée par cette situation de crise. C'est à qui vendra le premier avant que les prix ne baissent davantage. L'insolvabilité des uns entraîne celle des autres. La masse des crédits se rétracte (« credit crunch ») puisque personne ne veut plus ni prêter – c'est trop risqué – ni emprunter puisqu'on n'investit plus et qu'il s'agit au contraire d'essayer de rembourser et de liquider l'overdose de crédits (de dettes) accumulée pendant la phase de croissance spéculative précédente.

Tout cet enchaînement est bien connu, et nous l'examinerons plus concrètement dans le chapitre 3 à propos de la crise actuelle. Pour en rester ici au caractère général de la crise financière, il est clair qu'elle manifeste que le gonflement du crédit, donc celui des différentes formes de titres qui se présentent tous comme assignation sur une part de la production de richesses sociales, a largement excédé cette production. La crise monétaire doit résoudre la contradiction de l'argent, la surproduction de signes par rapport aux valeurs réelles qu'ils représentent. La crise financière n'en est qu'une extension : une surproduction d'argent se prétendant capital (capital financier) par rapport à la plus-value, à la richesse sociale additionnelle réellement produite. Et comme avec le crédit l'argent se veut capital, crise monétaire et financière sont toujours liées, gérées conjointement par l'Etat, comme nous le verrons.

La surproduction de crédit n'a fait que démultiplier la surproduction de capital en général. L'accroissement du capital financier est révélé par la crise comme accroissement de capital fictif, d'argent qui, sous forme de titres divers, se pose comme capital indépendamment d'une production réelle de plus-value. Mais cela n'est pas la cause de la crise. La surpro-

duction de capital est toujours relative à cette production de plus-value. Le crédit est un moyen de concentrer l'argent pour en faire des forces productives plus puissantes, un moyen d'accroître la production de plus-value en réduisant tous les temps de non-valorisation que sont les temps de la circulation de l'argent, et en accélérant par là les échanges et la rotation du capital. Il est un moyen qui développe la production, mais en tant qu'il s'agit avant tout de production de plus-value. Le développement du crédit n'est qu'une manifestation de cette tendance générale du capital, induite par ce but, au développement trop important des forces productives relativement à celui de la consommation des masses, non son essence. Il fait enfler tous les termes de cette contradiction, aussi bien la production de plus-value que son insuffisance relative. Et en plus, il contribue à une surproduction de capital d'autant plus forte que, par l'autonomie de sa forme, il démultiplie sur lui-même le capital financier fictif, indépendamment de tout accroissement du capital en fonction tentant une valorisation réelle.

Le développement du crédit renforce considérablement l'idée fétichiste que le mouvement du capital se résume à A-A'. Plus que jamais la puissance sociale semble n'être que celle de l'argent, et le capital se résumer à « la finance ». Donc la crise apparaît avec le plus d'évidence aux yeux des observateurs comme crise financière, excès des dettes, « exubérance irrationnelle » du prix des titres selon la formule de Mr. Greenspan, président de la FED. Et cela d'autant plus facilement qu'effectivement la démultiplication du capital-argent est devenue la forme principale de la surproduction de capital. Les niveaux des cours de Bourse et des taux d'intérêts font la pluie et le beau temps de ce capital financier. Leurs variations sont comme celles du baromètre qui informent du creusement des dépressions. Le capital financier a une forme si fluide, sa valeur est si subjective et spéculative, l'enchevêtrement des prêts et des dettes si généralisé, qu'un incident localisé quelconque, comme l'annonce de profits moindres qu'attendus dans une industrie ou une hausse du prix d'une matière première, suffit à entraîner une panique générale. Que ces tempêtes financières révèlent une crise générale en gestation, la déclenche tel un catalyseur ou par contrecoup, le fait est qu'elles la précèdent le plus souvent dans l'apparition. Mais précéder n'est pas causer, l'étincelle n'est pas la poudre qui explose, ni la contagion la maladie. Mais parce qu'il est commun de prendre le point de départ pour la cause, les « excès » de la finance, du crédit, des spéculations, sont présentés comme celle des crises modernes. *« Les crises de ce genre ont souvent pour pivot le capital-*

argent, et leur sphère immédiate est aussi celle de ce capital, la Banque, la Bourse, et la Finance ». Elles peuvent « *former un phénomène indépendant, de sorte que son action n'influe que par contre-coup sur l'industrie et le commerce.* »⁴⁰

Nous connaissons la racine de cette « indépendance » apparente et immédiate. Nous l'avons vue (cf. chapitre I) dans la forme valeur d'échange que doit revêtir, dans le système social basé sur la propriété privée des conditions de la production, le travail concret pour devenir social, être socialement validé. Forme extérieure à lui, dont le contenu est autre, du travail social, et qui ne se dévoile que par l'échange de la marchandise qui objective ce travail contre une autre. Laquelle autre est devenue une marchandise spéciale, universellement échangeable, l'argent. L'autonomie, l'indépendance apparente de l'argent est donc la conséquence, en dernière instance, de cette propriété privée. Parce qu'elle sépare les hommes en séparant les travaux par lesquels ils vivent et se construisent mutuellement. Parce que, comme ils ne peuvent vivre et se construire que mutuellement, en société, elle induit leur réunion autrement, par l'échange marchand, donc par l'argent. Une chose abstraite et extérieure à eux qui, de simple médiation entre deux valeurs, se fait valeur en soi, se pose comme telle, comme la richesse sociale, donc comme la puissance de l'homme qui possède cette chose symbolique, et dont la possession devient le but. Le crédit n'est qu'un prolongement de cette incarnation « *mythique et autonome* »⁴¹ du travail humain accumulé qu'est l'argent. Il contribue à développer à la fois l'autonomie et l'aspect mythique de l'incarnation en ce qu'il permet de poser l'argent comme capital, produisant de l'argent à lui tout seul. Il les développe tellement que le capital-argent est imaginé comme la source de tous les bienfaits comme de tous les malheurs du monde.

Ainsi quand tout semble aller bien, les apologistes du capital loue l'argent comme un moyen. Il permet les échanges, l'investissement, l'innovation, la croissance, l'embauche, etc. L'argent, le crédit, ne sont rien d'autre et ne devraient être rien d'autre à les entendre que de simples et utiles moyens d'investir et de commercer. Des moyens du progrès, de produire les vraies richesses, ces marchandises qui vont satisfaire de mieux en mieux les besoins du plus grand nombre. Mais dès qu'il a trop été émis d'argent, de crédits, et que la catastrophe arrive, alors les mar-

40 K. Marx, *Le Capital*, I, I, p.143, note 1, ES.

41 *Ibidem*, III, 2, p.177.

chandises sont bradées, les moyens de production détruits, la satisfaction des vrais besoins disparaît devant le besoin d'argent vrai, d'or, de valeurs sûres. L'argent était proclamé simple moyen, il devient ouvertement fin. Nos apologistes s'offusquent de cette soif de l'or, de cet argent dont ils louaient les bienfaits quand ils le croyaient à la source du progrès, et dont ils critiquent la domination quand ils le croient à la source des méfaits. C'est lui faire ou trop d'honneur ou trop d'indignité. Dans le premier cas, la croissance de l'argent accompagne celle des affaires ou précède l'espoir qu'elles se feront ; dans le deuxième, il s'agit de trouver des valeurs refuges parce que les affaires ne se sont pas faites comme espéré. Le crédit amplifie ces mouvements, il ne les crée pas. La crise doit ramener la masse des titres à proportion de celle de la production des richesses réelles. *« Ce phénomène est inévitable en système de production capitaliste et en constitue une des beautés. Il ne se produit pas dans les modes de production antérieurs parce que ni le crédit, ni la monnaie de crédit ne s'y développent, étant donné l'étroitesse de la base sur laquelle ils se meuvent. Aussi longtemps que le caractère social du travail apparaît en tant qu'existence monétaire de la marchandise et donc en tant qu'objet extérieur à la production réelle, les crises monétaires sont inévitables, qu'elles soient indépendantes des crises véritables ou qu'elles les aggravent. »*⁴²

On conclura ici ce chapitre sur les caractères généraux des crises, qui ont été examinés dans l'abstraction de leur genèse au chapitre 1, et plus concrètement ici comme ceux des crises du capitalisme de la maturité, celui du 19^{ème} siècle anglais que Marx a analysé.

On voit que les phénomènes de disproportions entre les branches de la production, entre production et consommation, entre la richesse fictive et la richesse réelle, entre la masse du capital et celle de la plus-value, apparaissent finalement dans ce capitalisme développé comme surproduction de capital sous toutes ses formes, moyens de production, marchandises, argent. Surproduction qui n'est que relative à sa nature bornée de n'exister que comme valeur se valorisant, de n'être que production de plus-value. Derrière ce phénomène récurrent de la surproduction, il y a la propriété des conditions matérielles et intellectuelles de la production. C'est elle qui, séparant travail privé et travail social, induit non seulement l'anarchie de la production, mais l'argent comme représentation sociale du travail et de la richesse sociale. Représentation qui devient valeur en

42 *Ibidem*, p.177.

soi, dont l'appropriation devient le but, et qui, autonome, se démultiplie, devient capital fictif. C'est elle aussi qui pousse nécessairement chaque capitaliste à augmenter la production et la productivité pour s'approprier la plus grande part possible de la plus-value sociale et survivre dans la concurrence.

Cette accumulation forcenée du capital en général, des forces productives et du capital financier, induit la sous-consommation des masses. Elle s'y heurte, ainsi qu'aux ravages qu'elle cause à la nature, et aux ravages sociaux qui développent la lutte de classe. Les moyens que le capital emploie pour accroître la production de plus-value se heurtent sans cesse à cette fin bornée. Les crises sont le moment de rétablir l'unité des moyens et de la fin. Mais elles ne touchent pas à l'antagonisme fondamental privé/social. Tant que cet antagonisme subsiste, elles ne font que modifier les rapports sociaux capitalistes qui en découlent : accentuer et mondialiser l'exploitation, l'expropriation et l'écrasement du prolétariat. Ces modifications portent la production de plus-value à un niveau supérieur, mais aggravent en même temps l'antagonisme fondamental entre le mode d'appropriation qui détermine la production comme celle du profit, et les moyens de l'obtenir qui en sapent la base, le travail vivant, qui est toujours plus remplacé par les machines automatiques. De sorte que chaque sortie de crise s'accompagnant de l'aggravation de cet antagonisme pose nécessairement les conditions d'une crise encore plus grave. Le capitalisme est ainsi à l'image d'un drogué qui surmonte ses crises par des absorptions de doses toujours plus fortes, aggravant le mal pour s'en soulager un moment. Mais l'analogie s'arrête là : il n'y a pas d'overdose mortelle qui abolirait le rapport de propriété, sauf apocalypse nucléaire qui abolirait toute vie. Il faut que ce soit le prolétariat qui le fasse. Il le fera lorsque la crise aggravera sa situation au point de le pousser à cette solution comme une nécessité vitale. C'est ce que nous allons examiner dans les chapitres suivants en avançant de l'abstrait (chapitre 1) et du général (chapitre 2) vers le concret à travers l'analyse de la crise du capitalisme moderne, arrivé dans sa phase sénile.

Chapitre III.

KRACHS FINANCIERS ET CRISE DU CAPITAL

3.1. LE DOPAGE MONETAIRE

Confirmant les prévisions de Marx sur le rôle du capital-argent dans le déclenchement des crises, celles de ces trente dernières années frappent par le fait qu'elles ont d'abord pris la forme de crises monétaires et financières, éclatant aux quatre coins du globe de façon quasi identique par des défauts de paiement sur des dettes publiques ou privées, des effondrements boursiers et monétaires.

Défaut de paiement des Etats, comme le Mexique en 1982 et 1994, la Russie en 1998, l'Equateur en 1999 et l'Argentine en 2001 (alors le plus gros jamais enregistré : une centaine de milliards de dollars), pour ne citer que les principaux. Krach boursier mondial en 1987 (chute de l'indice Dow Jones de 23% en Octobre). Insolvabilité des trusts (chaebols) et effondrement monétaire en Corée du Sud, ainsi qu'en Thaïlande en 1997-1998. Nouvel effondrement des grandes Bourses mondiales au début du 21^{ème} siècle. Colmatages massifs à répétition par les Etats de dizaines d'établissements financiers surendettés au Japon, aux USA, en Europe. De tous côtés, et notamment dans les pays les plus puissants, d'énormes bulles financières ou monétaires ne cessent d'éclater à la surface du bouillon de capital surchauffé pour se reformer aussitôt encore plus ventruës.

Comme nous, l'avons vu cela manifeste la surproduction de capital sous la forme d'hypertrophie de crédits. Les titres qui les représentent doivent donc être dévalorisés ou détruits. Cette hypertrophie est un phénomène classique, mais qui a pris une ampleur extraordinaire et mondiale ces trente dernières années. Et aujourd'hui encore les dettes continuent de s'envoler. Déjà la suppression de la convertibilité du dollar en 1971 n'avait fait que sanctionner l'énorme disproportion entre la masse des liquidités libellées en dollar, monnaie mondiale, et celle de l'or de Fort Knox supposée en être la contrepartie. Elle a achevé de donner libre cours à l'expansion monétaire. Peu après les crédits, et les marchés à terme connurent une accélération fulgurante tandis que toutes sortes de nouveaux produits financiers « dérivés », « notionnels », se démultipliaient.

Les pays dits en développement (PED) ont été les premiers à être touchés par des crises de la dette, ayant emprunté à tour de bras, notamment les « pétro-dollars » issus des augmentations du prix du pétrole de 1973 et 1979, pensant que cela engendrerait un développement économique qui permettrait d'exporter et de rembourser. L'évaporation de ces emprunts dans le gaspillage (travaux somptuaires, achats d'armes, etc.) et la corruption des couches dirigeantes, la stagnation du marché mondial, la concurrence accrue, les mesures protectionnistes des pays riches ne l'ont pas permis. C'est ainsi que la dette publique de l'Argentine, pour ne prendre que cet exemple, est passée de 7,6 milliards de dollars à 132 entre 1970 et 2002. Les chaebols coréens n'étaient bâtis que sur un monceau de dettes, représentant en général entre 500 à 800% de leurs fonds propres. Dettes privées ou dettes publiques, l'effet « boule de neige » ne cessait de les accroître¹. De 1975 à 2000, la dette des PED est ainsi passée de quelques 400 milliards de dollars à plus de 2500 !

Mais l'hyper inflation du crédit est surtout le fait des pays développés du Centre. Pour l'ensemble des pays de l'OCDE la seule dette publique a environ doublé dans les 25 dernières années. Nous en reparlerons plus en détail plus loin. Ce à quoi il faut ajouter une accumulation tout aussi considérable de la dette privée (entreprises et ménages). Prenons simplement l'exemple des deux premières puissances économiques mondiales de la fin du 20^{ème} siècle, le Japon et les USA.

De 1991 à 2003 la seule dette publique du Japon est passée de 60% à 167% du PIB². Soit le montant faramineux d'environ 5.500 milliards d'euros³. Certes l'épargne japonaise représente environ 6000 milliards d'euros (« 30% de l'épargne mondiale, l'équivalent du PIB total de la France, l'Allemagne et la Hollande réunis »⁴), et, placée pour l'essentiel

1 Effet boule de neige : le service de la dette croît plus vite que les ressources de l'emprunteur ; donc à chaque échéance, il faut emprunter plus pour rembourser. Pour les Etats, il faut que le « solde primaire » du budget, c'est à dire le solde avant paiement du service de la dette, soit supérieur aux intérêts pour que celle-ci puisse diminuer par remboursement du principal. Pour les entreprises, même mécanique pour le compte d'exploitation.

2 *Alternatives Economiques*, n° 220, décembre 2003.

3 670.000 mds de yens (*La Tribune*, 29.03.04). Il ne sera pas tenu compte dans ce texte de toutes les variations de change, les conversions ont été faites sur une base moyenne de 1 yen=0,008 euros, 1 euro=1dollar quelle que soit l'année considérée. Compte tenu de la grossièreté inévitable des statistiques, et du fait que ce sont surtout les tendances qui sont intéressantes pour l'analyse, cette approximation est suffisante tout en simplifiant les calculs.

4 *La Tribune*, 23.12.03

en titres d'Etat couvre la dette à 95%. De plus le Japon est aussi le premier créancier mondial, détenant quelque 1300 milliards de dollars sur l'étranger. Mais c'est le quasi triplement de cette dette sur une douzaine d'année qui est significatif. Et il faudrait aussi ajouter à son montant officiel des créances sur l'Etat qui n'y sont pas incluses officiellement, mais qui sont néanmoins bien réelles, notamment les retraites, ce qui la doublerait en la portant à 300% du PIB.

Cette dette publique a été en grande partie induite par le gonflement tout aussi monstrueux des dettes privées. Car les banques japonaises croulent sous « *des tombereaux de créances douteuses* », qu'elles peinent à éliminer malgré des injections massives d'argent dans leur capital par l'Etat, qui a dû se précipiter au chevet des institutions financières pour suppléer aux crédits non remboursés, empêcher les faillites en chaîne et l'écroulement de tout le système financier.

Aux USA, Centre suprême du capital mondial, la situation est, on le sait, devenue analogue. L'Etat n'a cessé d'y creuser les déficits budgétaires depuis quatre ans, donc de créer des liquidités via les « Treasuries », Bons du Trésor US, titres émis pour les couvrir. Ceci non seulement pour financer les forces armées et les guerres de la domination impériale, mais, comme au Japon, pour sauver de la déconfiture des entreprises financières « *too big to fail* », c'est à dire dont la chute déclencherait une réaction en chaîne catastrophique pour le système. Ce déficit budgétaire s'accroît chaque année, et, pour le seul déficit fédéral, a atteint 400 mds. \$ en 2003 (auquel s'ajoute un déficit des Etats fédérés de l'ordre de 100 mds. \$) ; et la prévision est de l'ordre de 600 milliards pour 2004. De plus la balance des comptes courants (différence entre exportations et importations des biens et services) est déficitaire de 500 mds. \$ en 2003, déficit prévu pour atteindre 700 milliards en 2004. Ce qui implique chaque jour à ce seul titre une entrée de 1,5 mds. \$ de l'étranger. Lesquels, ajoutés aux emprunts couvrant le déficit budgétaire forment le fameux double déficit, qui, cumulant à 900 milliards en 2003, est annoncé vers les 1300 milliards pour 2004. La dette cumulée de l'Etat central s'élève à 7000 mds. \$ au début 2004. Elle « *augmente de 1000 milliards tous les 20 mois.* »⁵ Mais à la différence du Japon, et même dans une moindre mesure de l'Europe, les titres de cette dette sont détenus pour l'essentiel par les banques centrales des pays étrangers. Car l'épargne US est faible : les particuliers comme l'Etat gagnent beaucoup moins qu'ils ne consomment et vivent

5 Le Monde, 19.03.04.

largement à crédit. La dette privée (ménages et entreprises) a explosé à quelque 20.000 milliards de dollars en 2002⁶.

N'importe quel autre pays aussi endetté à l'extérieur aurait vu depuis longtemps sa monnaie s'écrouler et la banqueroute déclarée. Mais c'est jusqu'ici le privilège de l'impérialisme US de pouvoir émettre la monnaie mondiale, une monnaie qui est considérée comme la plus sûre du point de vue de la conservation de la valeur depuis la démonétisation de l'or, du fait de la capacité US à s'approprier la plus grande part des richesses mondiale et à garantir ce privilège par sa puissance militaire. Donc c'est une sorte de valeur refuge, « as good as gold », tout le monde en veut (« flight to quality »). En 2003 64% des réserves des banques centrales sont libellées en dollars (19% pour l'euro). Les deux tiers des dollars en circulation le sont hors USA (euro 8%). Et Wall Street concentre 50% de la capitalisation boursière mondiale. Le dollar semble donc pouvoir être émis à tout va. « *En 2003 le Trésor US a émis 745 milliards \$ d'obligations à moyen et long terme* », et devrait en émettre pour 900 milliards en 2004⁷. Mais aujourd'hui la question est : jusqu'à quand les étrangers accepteront-ils d'acheter assez de dollars et de Treasuries pour couvrir ce double déficit ? C'est à dire jusqu'à quand auront-ils confiance dans la valeur du dollar ? Sa baisse actuelle apporte déjà un début de réponse. Ils en achètent moins, craignant à juste titre sa dévaluation (qui ruinerait d'ailleurs les américains moins que les autres puisque la majorité des titres dollars sont possédés par les étrangers). Du coup c'est la banque centrale, la FED, qui doit faire marcher la planche à billets pour acheter elle-même les Treasuries. Elle a acheté un tiers de ceux émis en 2002, et en 2003 « *détient 20% des obligations en circulation émises par l'Etat US* »⁸. Mais ça n'a pas suffi pour empêcher une baisse du dollar en 2003 de 20% par rapport à l'euro (soit quelque 50% depuis 2001), bien que les Etats de la zone euro accumulent eux aussi les dettes (rien que pour la

6 F.F. Clairmont, *Le Monde Diplomatique*, avril 2003, estime que le stock total de la dette US, Etat central, Etats fédéraux, ménages et entreprises, tournerait aux alentours de 30.000 mds \$ à fin 2002, chiffre qui n'a pu que s'alourdir depuis. W. Bonner, dans *L'inévitable faillite de l'économie américaine*, éd. Belles Lettres, estime lui à 30.000 mds. \$ la seule dette du secteur privé à fin 2002 (p.349). Que la dette totale soit de trois ou de quatre fois la richesse produite annuellement (PIB), elle n'est pas remboursable à sa valeur.

7 *La Tribune*, 16.01.04. A titre de comparaison l'Etat japonais emprunterait 750 milliards \$ en 2004, et ceux de la zone euro 790 milliards. Partout une immense inflation des dettes et de leurs titres.

8 *Problèmes Economiques*, n°. 2846, 03.03.04.

France, elle est passée de 300 mds. d'euros en 1998 à 1000 mds. en 2003).

On pourrait noircir des centaines de pages pour décrire les montagnes de dettes sur lesquelles stagne aujourd'hui un capital mondial sous perfusion de crédits. Mais c'est une chose très bien connue, et décrite par tous les experts médiatisés. Tous, à l'exception de quelques tenants d'un « monétarisme »⁹ rigide, affirment qu'émettre des liquidités est une bonne chose pour relancer la croissance (l'accumulation capitaliste). Ils discutent seulement à perte de vue sur les différentes formes d'émission et leur efficacité respective. Les uns préfèrent faciliter le crédit, la création monétaire directe, les autres le déficit budgétaire, et tous proposent les proportions du mélange (le « policy mix » dans leur jargon).

Le déficit budgétaire est censé développer les activités grâce aux dépenses de l'Etat (travaux, services publics, subventions) et stimuler les « entrepreneurs » (appellation qui se veut positive des capitalistes) par les baisses d'impôts. Dans certaines limites, il est censé être une mesure équilibrée du point de vue monétaire parce que l'argent emprunté pour ces dépenses engendrerait des ressources qui permettraient de rembourser les emprunts. Mais qui profite des faveurs de l'Etat et qui rembourse ses dettes dans une société dont la bonne santé exige celle du capital, donc dépend de la production de plus-value ? La réponse est évidente : le capital profite, les travailleurs remboursent. Quant aux effets de ces dettes sur le système capitaliste, nous en reparlerons.

Le crédit abondant et facile est censé favoriser la relance des investissements et la consommation des ménages. En injectant ainsi des liquidités monétaires à bon marché dans le système on rétablirait la solvabilité des débiteurs, on rassurerait les créanciers, on contrecarrerait le « credit crunch », cette raréfaction du crédit qui serait la cause de l'asphyxie des entreprises. Sans qu'on le crie sur les toits, cette inflation monétaire est aussi considérée comme un bon moyen d'augmenter les prix sans le faire autant des salaires, d'où une amélioration des profits.

En réalité les économistes bourgeois établissent des différences tout à fait exagérées entre les monétaristes et les inflationnistes¹⁰, dits keynésiens, et parmi ces derniers entre les tenants du déficit budgétaire et ceux

9 Partisans d'une circulation monétaire proportionnelle à celle des valeurs réelles afin de conserver stable la valeur de la monnaie. Mais leurs adversaires sont tout aussi monétaristes, au sens où ils pensent résoudre les problèmes en jouant sur l'émission monétaire.

10 Sur ce point, voir T. Thomas, *L'hégémonie du capital financier et sa critique*, chapitre 6, section 6-2, « L'utopie monétaire », Paris, Albatroz, 1999.

de l'émission monétaire par le crédit. Rappelons simplement que la dette publique est comme tout crédit de l'émission monétaire (monnaie qui ne disparaît qu'avec la dette, ce qui n'est pas prêt d'arriver !). L'Etat dépense l'argent qu'il emprunte, et les titres correspondants sont aussi en circulation. Ils représentent même typiquement du capital fictif, une part importante du capital financier, et servent de base à de nombreux produits dérivés. Il est évidemment pour le moins paradoxal de prétendre surmonter une crise de surproduction de capital par la formation d'un capital fictif supplémentaire ! Le caractère de création monétaire de ces dettes apparaîtra d'autant plus que, vu leur ampleur et la crise profonde du capital, elles ne seront jamais remboursées que par l'émission d'autres emprunts, et que tout cette *cr* *valerie* finira par la planche à billets, de l'émission monétaire directe, un remboursement en monnaie de singe, c'est à dire un moratoire déguisé, voire même officiel.

La mise à disposition de crédits abondants, quasi gratuits, est une solution tout aussi paradoxale, puisque le « credit crunch » est dû à une overdose de crédits, et non l'inverse. Avec la crise personne ne veut plus ni prêter ni emprunter. Tout au plus ces facilités de crédit permettent de maintenir un temps les mourants sous perfusion, mais alors c'est la surproduction de capital qui subsiste, empêchant l'assainissement de la situation.

Bref, on ne peut que répéter que ce n'est pas en inondant les marchés de liquidités supplémentaires qu'on peut espérer surmonter leur surproduction. Le faire ne peut que gonfler la contradiction de l'argent, simple signe et valeur conservée, qui n'est pas abolie mais développée dans l'argent-capital, l'argent produisant de l'argent. Plus on augmente la quantité des signes, moins grande est, tôt ou tard, leur valeur unitaire. La crise est celle de la production de plus-value relativement à la masse de capital, et ce n'est pas accroître la masse d'argent qui la résoudra : l'argent ne produit rien. Ces manipulations monétaires peuvent certes apporter un soulagement provisoire en retardant les destructions nécessaires de capital excédentaire. Mais ce n'est alors qu'en multipliant la monnaie et en accroissant les titres de capital fictif ce qui ne manquera pas de dévaloriser tôt ou tard l'ensemble du capital. La dévalorisation, la destruction du capital excédentaire se produit donc de toute façon. Elle a pu être retardée, mais elle sera alors d'autant plus violente qu'on en aura augmenté ainsi l'excédent sous la forme financière (capital-argent).

On n'explique rien en se focalisant seulement sur l'argent. Il faut quitter les limites des discussions sur les quantités de signes, leurs formes,

le niveau des taux d'intérêts, où s'enferment les experts bourgeois, et élargir le point de vue à l'ensemble du procès de valorisation, puisque c'est elle qui est le problème. On sait que le moment où le capital est sous la forme argent n'est pas un moment de cette valorisation. On sait aussi que la crise est le moyen de détruire du capital excédentaire. Destruction de toutes les formes de ce capital, et pas seulement les formes financières. Et pas seulement détruire pour détruire, mais aussi pour transformer les rapports sociaux afin de porter la production de plus-value à un niveau supérieur à celui du cycle précédent. La question est donc : que vient faire toute cette politique d'émission de monnaie de crédit et de dettes publiques dans cette affaire ?

La réponse, qui sera développée dans les chapitres suivants, passe d'abord par cette première observation : ce qui est significatif ici n'est pas tant l'accroissement du crédit sous ces différentes formes que le fait que ce sont les Etats qui l'organisent. Ils transforment ainsi le monceau de dettes et de capital fictif privés en dettes publiques, et une masse de capital en difficulté en capital public (nationalisations totales ou partielles, officielles ou officieuses). C'est un biais par lequel est manifestée la socialisation de la production de plus-value. Le rôle monétaire et financier de l'Etat n'est qu'un moyen au service de cet objectif : la valorisation du capital en général. Il doit la prendre en charge parce que de cette valorisation dépend la reproduction de la société capitaliste qu'il représente, de la classe bourgeoise en particulier dont émane l'Etat.

En effet, ce qui frappe d'abord, pour en rester ici dans la sphère financière, ce n'est pas seulement la croissance inouïe des dettes, mais c'est qu'il s'agit de plus en plus de celle des dettes publiques. Mr. F. Mer, ministre des Finances, s'affolait de ce que l'Etat français « *s'endette de 1500 euros par seconde* »¹¹. Toutes les fractions de la bourgeoisie, droite ou gauche, en appellent à l'Etat comme la puissance qui doit prendre à sa charge de surmonter la crise, de rétablir les conditions d'une plus grande production de plus-value. Leurs différences d'opinion à ce sujet sont des plus ténues, et ne tiennent qu'au fait que ces conditions sont diverses et contradictoires. Mais quelles que soient les différentes mesures qu'elles lui demandent de prendre, il s'agit toujours de « sauver les entreprises » capitalistes, de relancer la « croissance » de l'accumulation du capital,

11 Déclaration du 14.11.03, citée dans *Le Monde* du 03.12.03.

organisée et appropriée sur les bases de cette division du travail¹² propre au capitalisme qui est justement la cause de la crise.

Les dirigeants et experts du monde capitaliste ne connaissent que ses phénomènes apparents que sont les prix, le profit, l'intérêt, et les différents mouvements de l'argent ; ils ignorent les rapports sociaux qui les déterminent. Pragmatiques, ils volent au secours du capital financier, puisque c'est lui qui semble déterminer tout le reste, les investissements, la croissance, l'emploi, la richesse et la bonne marche de la société, bref ce qu'ils appellent le fameux intérêt général. Et puisque c'est à partir des krachs financiers que semble se propager la crise, alors ce sont le capital financier et ses entreprises qu'il faut sauver.

Le rôle de l'Etat dans cette mission, menée au nom de cet intérêt général, sera d'injecter des « liquidités » dans le système. Par exemple en donnant directement aux entreprises par des subventions, ou des prises de participation pour sauver de grosses sociétés en déconfiture. Ainsi, en France, les sauvetages célèbres du Crédit Lyonnais, d'Alstom, ou du financement de l'industrie pharmaceutique par le déficit de la Sécurité Sociale, pour ne citer que quelques exemples. Ou par le financement public de différentes conditions de la production (par exemple recherche scientifique, formation de la main d'œuvre, transports et infrastructures), pouvant aller jusqu'à la nationalisation, toujours grassement payée, de certaines entreprises déficitaires, dites alors de « service public », ceci afin d'abaisser les coûts de leurs produits au profit des autres capitaux qui les utilisent (la SNCF en France en fut un cas d'école en 1937). Ou encore par l'offre de crédit gratuit et l'émission monétaire. Etc.

Les moyens sont ingénieux et très divers. Mais ce qui frappe le plus, c'est qu'en prenant ainsi plus massivement que jamais à leur charge les différentes conditions de la valorisation du capital (il faut rappeler sans cesse qu'elles ne sont pas seulement économiques, mais aussi idéologiques, policières, militaires, etc.) partout les Etats ont pris le rôle de premiers créateurs de capital financier en accroissant la dette publique et en émettant à tout va de la monnaie de crédit. Pour nous en tenir aux deux exemples des USA et du Japon, rappelons seulement quelques faits de la crise actuelle particulièrement significatifs.

12 Cette division spécifique du travail est celle de l'appropriation des conditions de la production, qui détermine la place de chacun dans cette production, et partant plus généralement dans la société qui produit et est produite. Il s'agit donc notamment dans le capitalisme moderne de la division générale entre puissances intellectuelles et exécutants, sans pouvoir sur leur vie, sur la société.

En 1984, l'Etat US a dépensé 7,5 milliards de dollars pour sauver la banque Continental Illinois, 4 milliards pour la First Republic Texas, 350 milliards pour les Caisses d'Epargne en 1989, et ainsi de suite. « *Au total entre 1984 et 1995, ce sont 1234 banques commerciales qui ont été sauvées grâce à la reprise de leurs créances douteuses par l'Etat* »¹³. On sait aussi qu'il subventionne outrageusement le capitalisme agricole. Et le secteur industriel aussi (par exemple en 2003 les compagnies aériennes US ont reçu 18 mds. \$ de soutien de l'Etat). A ces injections massives de dollars dans les banques et autres entreprises, l'Etat US a ajouté bien d'autres mesures, comme l'offre de crédits gratuits par la FED : avec un taux d'intervention de 1% (et un taux de 0,75% pour le crédit hypothécaire) on est en effet en dessous de l'inflation. De sorte que les entreprises peuvent assurer quasi gratuitement leur trésorerie courante, « en attendant des jours meilleurs » où elles feront, peut-être, à nouveau des profits. L'immobilier est particulièrement porté par cette possibilité de financement à crédit quasi gratuit dont se gavent aussi les classes moyennes (jusqu'à l'écèlement à venir de cette nouvelle bulle de crédits hypothécaires). A cela s'ajoutent aussi les baisses d'impôts (50 mds \$ en 2004), et, surtout, l'augmentation des dépenses militaires : elles ont dépassé les 400 mds \$ par an en 2003, la recrudescence des guerres impérialistes allant toujours de pair avec celle des difficultés du capital. D'où au total l'aggravation considérable du déficit budgétaire et de la dette publique US ainsi que cela a été rappelé ci-dessus.

Quant au Japon, le phénomène d'étatisation du système financier y est encore plus spectaculaire tant les banques y ont accumulé les créances douteuses. Depuis une douzaine d'années l'Etat ne cesse d'intervenir pour les renflouer en leur injectant des centaines de milliards de dollars, sans y être encore parvenu à ce jour. Pourtant une quinzaine de « plans de recapitalisation » successifs ont apporté aux banques quelque 100.000 milliards de yens (environ 800 milliards d'euros) en fonds propres, reprises de dettes, garanties de dépôts et aides diverses. De 1998, avec les nationalisations de la LTCB (Long Term Credit Bank, revendue depuis à des investisseurs US) et de la NCB (Nippon Credit Bank), jusqu'aux derniers rachats plus ou moins partiels en 2003, ceux de la banque Resona pour 12 milliards d'euros et de la banque Ashikaya¹⁴ pour 8 milliards d'euros, en passant par ceux de plus d'une quinzaine d'autres des plus grosses ban-

¹³ Etude de la Revue de l'OFCE, avril 1997.

¹⁴ « *Déjà soutenue en 1998 et 1999, elle avait déjà reçu 135 mds de yens (environ 1 md d'euros) de fonds publics* » La Tribune, 01.12.03.

ques dans lesquelles l'Etat (via un organisme spécialisé, le FSA) a pris jusqu'à 95% du capital (dans le Chao Trust), et plus de 60% en moyenne. Bon prince, il a accepté que ses actions soient dépourvues de droit de vote. Il s'agit néanmoins d'une quasi nationalisation du système bancaire japonais, puisque c'est l'Etat qui assure sa recapitalisation, prenant à sa charge toutes les dettes impayées. Ceci a évidemment contribué en contrepartie au creusement de la gigantesque dette de l'Etat japonais qui a été rappelé ci-dessus.

Mais ce n'est pas fini puisqu'à fin 2003 le montant officiel des créances douteuses détenues par le système bancaire serait encore de 220 milliards d'euros¹⁵ contre 640 en 2001. Et il est plus que probable que ces chiffres soient sous-estimés, « *les estimations des observateurs privés oscillant entre 100 et 150.000 milliards de yens* » (soit environ 800 à 1200 milliards d'euros, soit encore 20 à 30% du PIB) à fin 2002¹⁶. L'Etat japonais va donc devoir encore intervenir et augmenter son endettement. Mais il est déjà tellement élevé que les JGB's (Japanese Government Bonds, Bons du Trésor japonais) émis pour ce faire ne trouvent plus assez de preneurs et doivent être en partie rachetés par la Banque Centrale ou des institutions d'Etat comme la Poste, ce qui revient à de la création monétaire pure (planche à billets). Au point d'hypertrophie atteint par la dette publique, le budget de l'Etat « *devrait dégager de manière récurrente un excédent primaire supérieur à 3% du PIB pour enrayer la croissance de la dette...* », voire « *plus de 5%* » en cas de faible croissance, donc « *on est loin actuellement d'une situation d'assainissement budgétaire puisque le solde primaire continue d'afficher des déficits récurrents supérieurs à 4%* »¹⁷. Non seulement l'Etat japonais n'a pas « enrayer » la croissance de la dette, mais il a dû l'accroître, émettre de nouveaux emprunts pour couvrir son déficit budgétaire tout en payant les échéances des dettes précédentes et les intérêts en cours (« effet boule de neige »). Autant dire que cette dette ne sera jamais remboursée autrement qu'en monnaie de singe, ce qui ruinera au premier chef épargnants, retraités, et salariés.

Telle est bien l'objet général des interventions financières de l'Etat. Il finance en définitive l'essentiel des conditions de la valorisation du ca-

¹⁵ *Le Monde*, 18.11.03.

¹⁶ Analyse mensuelle de la situation économique. Société Générale, janvier 2003. Dans *Problèmes Economiques*, n° 2807, 30.04.03.

¹⁷ *Flash Eco*, n° 2, janvier 2001. Caisse Nationale de Crédit Agricole. Cité dans *Problèmes Economiques*, n° 2716, 06.06.01. Solde primaire : excédent budgétaire avant paiement du service de la dette.

pital, non seulement plus ou moins directement comme rappelé ci-dessus, mais aussi en assurant bien d'autres dépenses « annexes » qui y concourent, et qui sont fortement croissantes avec la crise, comme les frais d'entretien de la population ruinée par le capital (santé, chômage, RMI, etc.), de formation de la main d'œuvre, de maintien de l'ordre bourgeois (culture et médias, police et justice), d'expéditions militaires, etc. Obligé pour cela d'augmenter ses dépenses, cela l'amène à augmenter la dette publique par une émission massive de titres financiers et monétaires.

La recapitalisation de sociétés « too big to fail » par l'Etat permet de sauver tel ou tel capital particulier qui en profite en étant grassement racheté au lieu d'être ruiné. De même pour toutes les subventions et aides publiques au capital privé. Mais tout cela ne résout en rien le problème de la surproduction générale de capital financier fictif. Il se gonfle maintenant des titres d'Etat. Par contre la dette publique a cet avantage qu'elle peut être présentée comme celle de tous, induite par l'ensemble des dépenses de l'Etat. L'Etat c'est vous, et s'il est surendetté c'est votre dette à tous ! Tout d'un coup la dette des capitalistes devient en France « *une dette de 16.000 euros par habitant* »¹⁸. L'Etat est donc déclaré trop dépensier, trop gros, trop généreux envers ses « habitants ». Il est évident que c'est un énorme appareil parasite, qu'il faut « moins d'Etat ». Et voilà une admirable argumentation pour réduire, non pas les milliers de milliards d'euros qui sont déversés chaque année pour « la croissance » des « entreprises » (évidemment on ne dira jamais « pour la production de plus-value » qui en est le but et la condition) et leur extension mondiale, mais ces charges « exagérées » que sont les dépenses sociales, « l'assistanat » des inactifs, les retraites dorées et trop précoces des prolétaires, l'enseignement, etc. La croissance de la dette publique induit donc cette idéologie du « trop d'Etat », formule qui pourrait faire croire que le libéralisme rejoint le marxisme dans une volonté d'abolir l'Etat. En réalité elle sert uniquement aux idéologues bourgeois de justification à ce qu'ils appellent pudiquement « l'effet d'éviction », la diminution de certaines dépenses sociales pour en augmenter d'autres qui alimentent directement le capital et ses agents. Car avec les difficultés croissantes de la reproduction du capital, loin de s'affaiblir l'Etat bourgeois ne cesse de grossir en bureaucratie administrative et politicienne, d'accroître son rôle et ses dépenses, financières, idéologiques, policières et militaires en faveur du capital. A travers cette socialisation des pertes et des investissements la

¹⁸ *Le Monde*, 19.03.04.

crise dite économique apparaît bien alors comme crise sociale et politique, comme le moment d'une intensification des antagonismes de classe pour réduire ceux de « l'économie » (nous en reparlerons chapitre 5).

Mais nous avons vu que cette activité financière de l'Etat par le biais du déficit budgétaire s'accompagne toujours d'une politique de facilités de crédit, d'émission de monnaie de crédit doublée d'émission de monnaie pure. Donc l'inflation monétaire, qui tôt ou tard se traduit en dévaluation, s'ajoute à la surproduction de capital financier, qui doit être lui aussi tôt ou tard dévalorisé. D'ailleurs l'inflation monétaire est par elle-même un facteur de dévalorisation du capital financier, puisqu'il est fondé sur le crédit et qu'elle dévalorise mécaniquement le capital prêté. Ainsi de tous côtés, on voit se confirmer cette thèse simple que ce ne sont pas les manipulations financières et monétaires, fussent-elles mises en œuvre par les Etats, qui peuvent résoudre la crise de surproduction de capital. Elles n'y contribuent que dans la mesure où elles sont un moyen de diminuer la rémunération du travail par rapport à celle du capital. Mais ce résultat n'est atteint qu'au prix de moyens qui renforcent plus encore les facteurs de la crise.

3.2. LE DOPAGE MONETAIRE AGGRAVE LA CRISE

Dans un premier temps le dopage financier à coups d'injections massives de liquidités évite un éclatement violent de la crise comme celui du krach d'Octobre 1929 aux USA. Il permet d'éviter des faillites en chaîne, de circonscrire les pertes, de mettre de l'huile dans la chaîne des échanges, de soutenir la consommation finale. Mais ainsi la surproduction de capital reste un problème non résolu, et même aggravé par le gonflement des dettes publiques (effet boule de neige) et l'émission monétaire. La masse des liquidités ne cesse de croître tandis que la production de plus-value stagne ou périclité puisque les « canards boiteux », les capitaux à plus faible productivité, n'ont pas été éliminés ou pas suffisamment, et que subsiste donc la surproduction qui empoisonne toutes les branches du capital productif.

La surproduction de capital-argent se manifeste d'abord dans les pays de la périphérie. C'est là où l'inflation de dettes a été la plus forte relativement aux capacités réelles de valorisation du capital-argent prêté. Les Etats s'avèrent incapables de rembourser, leur monnaie s'écroule, les gros capitaux qui le peuvent fuient vers « la qualité », vers les monnaies

et titres des Etats puissants. D'un côté, des dévaluations monétaires brutales ruinent les salariés, les créanciers et les entreprises locales, et le chômage bondit. Par exemple, la valeur du peso mexicain a été divisée par quatre en décembre 1982. Le peso argentin est, lui, tombé à pratiquement zéro en 2001, plus d'un tiers de la population était au chômage, mais « *la fortune placée à l'étranger par les dirigeants politiques, syndicaux et du patronat atteint 120 milliards de dollars* »¹⁹, à comparer avec la dette extérieure argentine de 132 milliards de dollars. Ce genre de constat pourrait être fait à propos de tous les pays de la périphérie. De l'autre côté, cela ne fait que faire refluer les liquidités et accumuler le capital-argent fictif dans les métropoles impérialistes. Cette concentration chez eux du capital-argent ne résout nullement la question générale de la surproduction mondiale de capital. Certes, ils y trouvent l'avantage immédiat de pouvoir ainsi combler leurs déficits budgétaires et commerciaux. Mais c'est en accroissant leurs dettes. Les USA, le Japon, les grands pays européens²⁰, ont émis et émettent des monceaux de titres, mais seraient bien incapables de rembourser ces créances si cela leur était demandé, malgré leur domination sur les richesses du monde. Cependant tôt ou tard sonne l'heure du paiement comptant. Elle sera alors celle où il faudra acter la fictivité de ces capitaux par leur dévalorisation et leur destruction, ainsi que par la dévaluation monétaire.

Cette aspiration et cette concentration du capital-argent dans les pays du Centre se sont considérablement accrues depuis les débuts de la crise mondiale dans les années 1970, et ont permis d'y masquer la crise, ou du moins d'en tempérer notablement les effets. Grâce à cet afflux, les dépenses et les déficits des Etats ont pu y croître, les marchandises du monde ont pu y être importées, et la mainmise de leurs trusts sur le monde renforcée par l'argent renvoyé en partie dans les PED sous forme d'IDE (investissements directs à l'étranger) ou de prêts aux Etats.

Une partie des flux financiers qui alimentent les pays du Centre provient, outre de leurs exportations de produits sophistiqués, du paiement de royalties, d'achats de brevets aux multinationales ou du rapatriement des bénéfices faits par leurs filiales à l'étranger, (40 à 50% du déficit commercial US par exemple est le fait d'importations provenant de ces filiales, dont les bénéfices retournent donc aux USA améliorant la balance des paiements). Une autre partie de ces flux provient de la fuite des capi-

¹⁹ *Le Monde Diplomatique*, janvier 2002.

²⁰ « *Au total la dette publique des Etat-Unis, du Japon et de la zone euro a franchi en 2003 la barre des 20.000 mds. \$ et personne n'annonce la décrue* » *Le Monde*, 19.03.04.

taux des PED vers la « qualité », les placements sûrs en dollars ou en euros. Mais l'essentiel aujourd'hui des transferts financiers du Sud vers le Nord est le fait de la dette de ces Etats. Dans l'excédent des flux financiers du Sud vers le Nord, le service de la dette est passé « *de 97.438 millions de dollars pour les cinq années 1972-1976 à 775.654 millions \$ pour les seules quatre années 1992-1995, soit une augmentation de 796%...* Entre 1980 et 2000, les pays de la périphérie ont remboursé plus de six fois ce qu'ils devaient en 1980 pour se trouver finalement quatre fois plus endettés »²¹. Le système des dettes publiques est donc non seulement une forme de socialisation planétaire de la valorisation du capital, mais une pompe aspirant le capital-argent dans les pays du Centre qui maîtrisent et organisent cette valorisation à l'échelle mondiale. Eux peuvent s'endetter à tout va parce que l'épargne mondiale y converge – et tant qu'elle y converge parce qu'elle croit à la capacité du dollar ou de l'euro de conserver leur valeur. Ils peuvent émettre de la monnaie pour payer leurs dettes sans qu'elle dévalue en proportion, et tant qu'on croit à cette capacité, à leur puissance militaro-économique. Ils accumulent bien plus de dettes que les PED, mais les paient en papier. Les PED en accumulent beaucoup moins, mais doivent les payer cash en bradant leur patrimoine, entreprises, ressources minières, et en produisant, à bon marché, les marchandises dont se nourrissent les maîtres.

Ce phénomène de pompage explique pour une bonne part pourquoi la crise est beaucoup plus violente et meurtrière pour les peuples de la Périphérie que pour ceux du Centre (ce qui n'est pas peu dire !). Cependant, du point de vue général de la crise de surproduction de capital cela ne change rien qu'il s'accumule ici plutôt que là. La preuve en est d'ailleurs que cette surabondance de liquidités dans les pays du Centre, cette débauche de crédits, de subventions, d'émission monétaire, organisée par les Etats n'entraîne ni reprise de la croissance de l'emploi et des profits, sauf quelques brefs feux de paille ici ou là, ni même hausse des prix, contrairement aux théories officielles et aux effets attendus de l'inflation monétaire. Cela vaut une explication.

Elle est simple, et nous l'avons déjà évoquée. Quand il y a surproduction de capital, il se forme une masse de capital-argent qui ne trouve pas à se valoriser dans un procès de production. Il cherche alors « l'aventure » ailleurs, comme capital de prêt, financier, spéculatif, forme de capital qui justement se développe historiquement avec l'accumulation et la

21 T. Thomas, *Les Mondialisations*, Bruxelles, Contradictions, 2003, p. 82.

concentration des forces productives et le crédit (cf. supra). La surabondance de liquidités ne supprime évidemment pas la surabondance de capital. Plus d'argent ne crée pas mécaniquement plus de profits. Il faudrait pour cela que cet argent puisse mettre en œuvre plus de travail contenant plus de surtravail. Mais alors il n'y aurait pas de crise, qui manifeste justement que ce n'est pas possible. Donc les liquidités supplémentaires vont, elles aussi, s'investir dans la sphère financière, qui, autonome, a cette particularité de sembler pouvoir s'accroître d'elle-même, produire de l'intérêt comme le poirier des poires. Saturée, la sphère de la production (de plus-value) n'absorbe quant à elle plus rien. Ainsi, la création de liquidités s'évapore dans la corruption, les dépenses de luxe (loisirs, services domestiques), et, surtout, dans l'éclatement périodique des bulles spéculatives qu'elle fait gonfler en permanence. Voilà pourquoi les experts constatent avec perplexité qu'elle n'entraîne aucun effet important sur la production. C'est comme si, disent-ils, ces liquidités disparaissaient dans une « trappe »²².

Dans les pays de la périphérie, nous l'avons vu, les liquidités s'enfuient vers ceux du Centre, s'investissent en titres dollars, voire euros. Dans les pays du Centre, cet afflux de liquidités, cette forte demande de leur monnaie, permet l'abaissement des taux d'intérêt et le crédit bon marché. Cela est alors l'occasion pour les débiteurs d'apurer leurs dettes à meilleur compte en renégociant leurs emprunts à des taux plus bas. Ces économies sur les intérêts peuvent leur faire gagner plus d'argent dans la spéculation financière que par des investissements à la rentabilité devenue plus qu'hasardeuse dans la production. Les économistes parlent « d'aversion pour le risque », qui s'ajoute à la « balance sheet recession », récession par la dette du fait qu'au lieu d'investir pour produire plus, les entreprises allouent tout l'argent dont elles peuvent disposer au remboursement des emprunts. Mais tout cela reste des formules, des explications superficielles. Car s'il y a aversion, c'est pour l'insuffisance des profits. Si les liquidités vont à ces remboursements, c'est qu'on ne veut plus de ces crédits parce qu'ils représentent du capital fictif. Bref, ces comportements manifestent qu'il n'y a pas d'investissement réellement productif de plus-value en perspective. C'est donc ce blocage de la valorisation du capital qui doit être expliqué pour comprendre pourquoi l'argent ne se réinvestit

22 « Trappe à liquidités », expression utilisée par Keynes lors de la crise des années 30, qui observait déjà que le supplément de monnaie créé par l'Etat était absorbé par la thésaurisation (*Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, livre IV, chapitre 15).

pas dans la sphère productive. Dès qu'on a compris ce qu'est la surproduction de capital, on comprend aussi que la « trappe à liquidités » et le gonflement des bulles financières n'en sont que des manifestations particulières à un certain stade du développement capitaliste.

Le plus intéressant dans ce phénomène de trappe est de constater une fois encore le rôle primordial joué par l'Etat. En pensant éviter, ou freiner la récession, il n'arrive qu'à organiser lui-même sans le vouloir la précipitation des liquidités dans la sphère financière. D'un côté, il offre des crédits à un taux très faible, souvent proche de zéro, en pensant par là relancer les échanges et les investissements. De l'autre, ses déficits l'obligent à emprunter de plus en plus, ce qui finit par faire monter les taux des obligations du Trésor émises à cet effet, l'attire pour ces titres s'atténuant au fur et à mesure que la croissance de cet endettement fait douter de la pérennité de leur valeur. Ainsi les taux des Treasuries US à 10 ans sont déjà remontés de 3% à 4,5% en 2003. Un Etat qui prête aux banques à 1% (taux du refinancement) et leur emprunte à 4% (taux des obligations d'Etat) est évidemment une bonne affaire pour le capital financier, et une bonne façon de l'accroître ! Ces opérations sont dites « de portage » (des titres). *« Lorsqu'elles portent sur des centaines de milliards de dollars de titres – ce qui a été le cas en 2003 – les profits sont considérables »*²³. Ca semble évident ! Certes. Mais les refinancements, qui sont des emprunts à court terme, ne pourront être remboursés par les banques quand la valeur des titres achetés avec, et qui sont à long terme, baissera avec la hausse des taux d'intérêt.

Une autre trappe à liquidités est cette façon qu'ont les entreprises cotées d'utiliser le crédit bon marché offert par l'Etat, qu'elles ne peuvent pas reconverter en capital productif, en rachetant leurs propres actions. Cela en fait mécaniquement monter le cours, mais n'est évidemment productif d'aucune plus-value supplémentaire. De 1994 à 1999 aux USA, par exemple, ces achats ont représenté jusqu'à 300 milliards de dollars annuels, avant de retomber à « seulement » 100 milliards en 2000, les entreprises s'étant trop endettées pour poursuivre cette manœuvre au même rythme.

Bref, les Etats créent une liquidité surabondante tant par leurs énormes déficits que par l'émission massive de monnaie de crédit. Mais elle reste dans la sphère financière, absorbée par la « trappe à liquidités ». *« Il y a de l'argent partout. Voilà une phrase qui revient comme une an-*

23 *Le Monde Economie*, 16.03.04.

tienne sur les marchés financiers. »²⁴ Partout le ratio $M3/PIB^{25}$ a explosé, doublant entre 1950 et 2000 (d'environ 40% à 80%). La masse monétaire US telle que mesurée par l'agrégat M3 a été multipliée par dix sur les trente dernières années et a doublé ces 10 dernières. Elle augmentait dans le monde encore plus vite avec un taux annuel de +17%²⁶. Dans le même temps le désendettement des entreprises en panne de croissance diminuait la masse des crédits accordés par les banques (« credit crunch »). Par exemple au Japon, « depuis 6 ans la masse monétaire a augmenté de 5,3% par an tandis que celle des crédits accordés par les banques diminuait de 4,7% »²⁷.

Masse monétaire et des obligations d'Etat qui augmente, crédit aux entreprises qui diminue, c'est une autre manifestation de la croissance de la masse d'argent qui fuit vers la sphère financière, notamment vers les titres du Trésor. Mais aussi vers les spéculations boursières. Pendant les années 90 les Bourses ont explosé sous l'effet du gonflement hyper spéculatif des valeurs NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication : Internet, téléphones portables, etc.) : +240% pour le Dow Jones de New York, +330% à Zurich, +280% à Amsterdam, etc. Des titres de sociétés à peine nées qui ne prévoyaient aucun bénéfice avant des années montaient au plus haut. Puis, ce fût le grand krach dit « des valeurs technologiques » en 2000. Dans le même sens, la masse des « produits financiers à effet de levier », notamment les « dérivés », les plus spéculatifs, augmentait aussi de façon spectaculaire. Ainsi le marché de ces produits dérivés a progressé de 10% par an entre 1998 et 2001. Entre les seuls premier et deuxième trimestres 2003 il a encore progressé de 24%, atteignant la somme faramineuse de 246.000 milliards de dollars²⁸ !

24 *La Tribune*, 13.11.01.

25 C'est le ratio le plus souvent utilisé par les économistes pour mesurer la liquidité d'une économie. M3 est un agrégat mesurant la liquidité disponible. $M1$ = les billets et dépôts à vue, $M2 = M1$ + les livrets bancaires, $M3 = M2$ + les dépôts en devise et placements à terme non négociables, $M4 = M3$ + les Bons du Trésor et les billets de trésorerie des entreprises, négociables. De $M1$ à $M4$ la liquidité est censée être décroissante. En réalité $M4$ est presque aussi liquide que $M1$ puisque, d'un clic de souris, on peut convertir un Bon du Trésor en monnaie. Et comme aujourd'hui la majeure partie des liquidités se place en Bons du Trésor, il est certain que le ratio $M4/PIB$ a encore beaucoup plus crû que $M3/PIB$.

26 *Le Monde*, 03.02.04.

27 *Alternatives Economiques*, n° 220, décembre 2003.

28 Selon la Banque des Règlements Internationaux, citée dans *La Tribune*, 19.03.02 et 09.09.03

Le phénomène de « trappe à liquidités » explique aussi pourquoi, contrairement aux théories courantes, ce déferlement de liquidités n'a pas encore conduit dans les pays du Centre à une inflation galopante des prix des marchandises. C'est tout simplement que cette inflation passe ailleurs, dans la sphère financière et ses bulles. Aux débuts de la crise, dans les années 70, l'inflation est forte, mais encore dans les prix des marchandises. Par exemple, en France, elle croît de +137% en 9 ans de 1973 à 1981 (11,5% par an en moyenne)²⁹. C'est que la crise y éclate d'abord comme un « choc » pétrolier. Il se répercute immédiatement dans la hausse des prix, les ventes des marchandises étant encore soutenues par les exportations (+62% pour la France dans ces 9 années) vers les PED où vont se placer en masse, essentiellement sous forme de prêts aux Etats, les « pétro-dollars ». Ceci jusqu'à ce que ces bulles de dettes y éclatent, et qu'ils fassent faillite les uns après les autres à partir du début des années 80 (crise dite de la dette ouverte par l'insolvabilité du Mexique en 1982). La hausse des prix en France dans ce début de la crise générale n'est donc pas le résultat d'une inflation monétaire, mais s'explique par l'addition de plusieurs faits : la multiplication par quatre des prix du pétrole, le maintien du niveau de la production grâce aux exportations soutenues par l'endettement des PED et les achats des pays pétroliers, et aussi la résistance de la classe ouvrière à la baisse de son niveau de vie puisque, au sortir des luttes de 1968, elle n'a pas encore été battue : Thatcher brisera les mineurs anglais après une grève d'un an en 1984-85, Mitterrand achèvera la liquidation des sidérurgistes lorrains en 1984. De la même époque date l'envol du marché des produits financiers dans les pays du Centre (à la Bourse de Paris, ouverture du MATIF, marché à terme des instruments financiers, en février 1986, à l'exemple de celui de la Bourse de Chicago ouvert dès 1972). Alors la hausse des prix des marchandises ne résiste pas à l'augmentation générale du chômage (+1,5 millions en France de 1973 à 1983), à la stagnation de la production industrielle (en France elle passe de l'indice 100 à 105 sur la même période), et à la concurrence accrue que tout cela entraîne. En même temps gonflent et s'enfuient les liquidités dans une sphère financière dont les produits se multiplient. C'est le phénomène du cantonnement de l'inflation dans cette sphère que nous avons vu. Jusqu'au jour où les inévitables dévaluations monétaires feront repartir les prix à la hausse, les salaires réels à la baisse.

29 A. Lipietz et alii, *La Crise*, Paris, Syros, p. 17-18.

Inévitables car les faillites ne suffiront pas à détruire suffisamment ces bulles financières, malgré leur importance (par exemple, « à elle seule, la liquidation des « Big Five », Enron, World Com, Quest, Tyco et Computer-Associates, a effacé 500 mds. \$ de dettes »³⁰), et ces interventions des Etats ont créé et créent toujours une telle masse de titres que cette dette ne pourra pas être remboursée. C'est déjà vrai pour les PED (voir le dernier exemple à ce jour de l'Argentine qui a déclaré ne pouvoir en rembourser au plus qu'un tiers). Et ça le sera pour les pays du Centre puisque le « flight to quality » ne fait qu'y transférer le problème de la surproduction de capital dans sa forme financière, la plus hypertrophiée, la plus fétichisée, la plus fictive. Déjà, et bien que la puissance US y attire encore des masses de capitaux³¹, même le dollar vacille, déjà l'offre de Bons du Trésor US trouve moins de demande. La FED doit en racheter une partie, ce qui est faire marcher la planche à billet et dévaluer le dollar de facto³². Elle devra aussi, tôt ou tard, quand la demande pour un dollar en chute libre faiblira, augmenter les taux d'intérêts des Treasuries, ce qui dévalorisera mécaniquement ces titres³³. Ce sera alors le krach obligataire. La valeur des fonds de retraite, d'assurances vie et autres qui ont accumulé ces obligations s'écroulera. Mais l'Etat US restera malgré tout le grand gagnant de l'affaire puisqu'étant de loin le principal débiteur de la planète, il aura le plaisir de rembourser ses débiteurs en monnaie dévaluée. En effet quelque 45% des Treasuries sont détenus par des investisseurs étrangers. Les seules banques asiatiques détiennent 2000 milliards de dollars au début 2004 (dont 600 pour le seul Japon³⁴), soit environ la moitié de la dette nette US (dettes moins créances) vis à vis du reste du monde. Elles sont prises au piège : soit elles tentent de se débarrasser de leurs dollars, et sa valeur s'écroule encore plus vite sous l'effet de ventes massives, soit elles continuent d'en accumuler, et elles y perdront aussi.

30 W.Bonner et A.Wiggin, *L'inéluctable faillite de l'économie américaine*, Paris, Belles Lettres, p.197.

31 Les USA ont « attiré plus de capitaux étrangers en 2003 (708 mds \$) qu'en 2002 (575 mds \$) » *Le Monde*, 24.02.04.

32 « Depuis juillet 2001, l'euro a gagné 50% contre le dollar, rendant catastrophique la rentabilité des investissements européens aux USA. » *Le Monde*, 24.02.04.

33 Le cours d'un titre étant calculé par capitalisation du gain attendu, si un titre à 3% a été acheté 1000 FF, il ne vaudra plus que 500 FF si le taux monte à 6% ($1000 \times 3\% = 500 \times 6\%$).

34 Qui continue à en accumuler davantage en rachetant des dizaines de milliards de dollars chaque mois (une centaine rien que pour le premier trimestre 2004) pour soutenir son cours contre le yen. Le montant des réserves de change du Japon a atteint 776,9 mds \$ fin février 2004 (*La Tribune*, 07.04.04).

On peut résumer ce chapitre en opposant quatre faits essentiels aux thèses et discours officiels qui font du capital financier, que ce soit pour justifier son rôle ou pour critiquer son hégémonie au détriment du « bon » capital industriel, l'alpha et l'oméga des explications de la crise.

1°) L'argent ne crée pas de richesses, même s'il en rapporte. La multiplication de l'argent non plus. Simplement l'autonomie de l'argent par rapport à la valeur qu'il représente induit la possibilité de sa démultiplication. On la prend facilement pour celle d'un capital, de l'argent produisant du profit, jusqu'à ce que l'éclatement spectaculaire des bulles financières en révèle la fictivité. On les prend donc facilement pour la cause de la crise, mais c'est n'en rien comprendre que la réduire à cela. Elle manifeste une surproduction de capital en général, en tant que ce mode de production implique une contradiction entre sa tendance au développement illimité des forces productives et la consommation limitée des masses populaires. Contradiction qui se manifeste comme crise de reproduction du capital : la plus-value ne parvient à se transformer en capital additionnel, en moyens de production d'une plus-value additionnelle. D'où une accumulation d'argent dans la sphère financière, elle-même dopée par le développement du crédit. Trop d'argent qui se veut capital tout en restant argent, c'est parce qu'il n'y a pas assez de possibilités pour tout cet argent d'entrer dans le procès des métamorphoses qui en ferait un capital en fonction, engagé dans un procès de réelle valorisation.

2°) Les politiques monétaires ne peuvent rien changer à ce problème qui relève du domaine des rapports sociaux déterminant la production de plus-value. Par la création massive de liquidités, elles peuvent certes freiner la destruction de capital fictif, permettre d'apurer plus facilement les dettes, éviter, par là, les faillites en chaîne et conserver une certaine fluidité des échanges. Ces effets font croire facilement à la réelle efficacité de ces politiques. Mais tout cela, étant purement artificiel, ne peut être que momentané. Pire, cette multiplication des liquidités augmente la masse de titres, de capital financier exigeant l'intérêt, alors même que sa surproduction était un facteur manifeste de la crise. Le remède aggrave le mal, exactement comme le drogué qui, de crise en crise et de prises en prises, toujours plus fortes, va droit à l'overdose. Autrefois la surabondance de capital se traduisait par des achats d'or, une thésaurisation qui était supposée conserver la valeur de l'argent sous cette forme à défaut de pouvoir le valoriser dans la production. L'achat de titres d'Etat est aujourd'hui une nouvelle forme de thésaurisation, un argent ne se risquant pas dans la production, dans tous les « sauts périlleux » et méta-

morphoses d'un procès de valorisation, et supposé ainsi « stocké » sous une forme sûre. Mais il se prétend néanmoins capital bien que sorti de la production de valeur, car il exige l'intérêt. Donc il augmente la masse de capital, alors même que la crise montre qu'elle nécessiterait d'être réduite, il prélève une part de plus-value, alors que c'est ce qui manque au capital en fonction pour sortir de la crise. Mais ce n'est que du capital de papier. La thésaurisation en or contractait brutalement les échanges. La thésaurisation en papier de crédit les gonfle en bulles financières. Les Etats en font une énorme bulle unique. Lors de son inévitable éclatement la contraction sera proportionnelle à l'enflure.

3°) Mais ici l'overdose n'est pas mortelle par elle-même, car il s'agit d'un mode de production qui fonde une société. Elle ne mourra pas d'une overdose de liquidités, mais par la lutte de classe. Ce qui est le plus significatif dans cet accroissement des liquidités est d'ailleurs bien qu'il s'agit exactement de lutte de classes. Car il est le moyen de faire payer par l'Etat toutes sortes de coûts nécessaires à la valorisation du capital, ainsi que les monceaux de capital qui s'avère fictif et de dettes privées qui s'avèrent insolubles. Ce capital fictif devra bien être détruit, mais ainsi étatisée cette destruction sera à la charge de la « société ». C'est à dire à la charge des prolétaires qui sont et seront sommés de renoncer à l'Etat « Providence », à « l'assistanat », aux « rigidités » corporatistes du droit du travail, etc. A la charge aussi des petits épargnants et des retraités dont l'épargne et les pensions seront ruinées par les dévaluations monétaires et les krachs obligataires qui s'annoncent tout à fait inévitables, et d'autant plus violents que l'action de l'Etat aura très largement contribué à démultiplier le capital fictif public pour aider à la valorisation du capital privé, à permettre à l'argent privé d'être métamorphosé en capital.

4°) Cette « socialisation » accrue et généralisée des conditions de la valorisation du capital par les Etats est mondiale, mais hiérarchisée entre les pays impérialistes du Centre et les pays dominés de la Périphérie. Les peuples dominés alimentent les pays du Centre d'un flux permanent de capitaux, fondé notamment sur le service de la dette publique, sans cesse alourdie de nouveaux emprunts pour payer les précédents. De la sorte la crise est atténuée dans les pays impérialistes.

Ce qui est en jeu à travers l'étatisation massive du capital fictif et des conditions de la valorisation du capital actif est donc bien plus que le simple sauvetage de telle ou telle société « too big to fail », ou qu'une relance de la consommation et de l'investissement dont le coût serait payé par cette croissance future. C'est toute une transformation des rapports

sociaux, au niveau mondial, de sorte non seulement à faire supporter la destruction du capital excédentaire par les peuples, mais aussi à augmenter la production de plus-value par une aggravation des conditions de l'exploitation du travail. Ces deux conditions sont complémentaires et nécessaires pour relancer le procès d'accumulation du capital actuellement fortement ralenti, et très insuffisant pour absorber et valoriser la masse de capital-argent disponible. Voilà pourquoi il est nécessaire, et il est temps, de quitter le terrain de la finance dans lequel se limitent en général les critiques et experts officiels et médiatisés, et de traiter la crise dans toute ses dimensions. Pas seulement celle, déjà plus essentielle que la finance, du procès réel de valorisation, mais aussi celle d'être un moment particulier de la lutte des classes. Marx le disait bien : l'économie est toujours politique.

Chapitre IV.

CRISE ET MONDIALISATION

4.1. LA MONDIALISATION COMME SOLUTION A LA CRISE

C'est maintenant un fait bien établi que la crise contemporaine (mais c'était déjà le cas pour celle des années 1930) est le moment d'un renforcement considérable des Etats et de leur rôle. Ceci parce qu'ils doivent prendre en charge toutes les conditions de la reproduction de la société capitaliste, donc au premier chef celles de la valorisation du capital qui en est la base. Renforcement de l'Etat cela veut toujours dire : renforcement de la domination du capital sur le prolétariat. Renforcement nécessaire dans la crise pour lui faire supporter les coûts de la destruction des capitaux fictifs ainsi qu'une exploitation qui doit être accrue pour que l'accumulation du capital puisse repartir pour un nouveau cycle.

L'Etat intervient pour cela de tous les côtés, sur le plan des salaires, des conditions de travail, de la gestion de la misère sociale, utilisant, parfois, quelques carottes (diverses allocations sociales), toujours, et de plus en plus, une répression policière et judiciaire accrue, ainsi que des expéditions militaires. On ne fera pas ici la liste complète et détaillée des mesures prises en ce sens depuis les débuts de la crise dans les années 70, parce qu'elles sont bien connues et qu'elles relèvent d'une panoplie aussi classique que banale. On sait qu'elles ont consisté, si on veut les résumer, en quatre points :

- le renforcement de la répression policière, juridique, et de la dictature bourgeoise en général dans tous les domaines de l'idéologie (médias, enseignement, culture) ;

- l'augmentation de l'intensité du travail et de l'allongement de sa durée (sources de plus-value absolue¹), par la flexibilité accrue des horaires et des postes, la flexibilité des contrats de travail (développement

1 Nous avons déjà observé que les difficultés croissantes d'obtenir une amélioration du taux de profit par celle de la productivité (facteur de plus-value relative) amènent de plus en plus le capital à rechercher l'augmentation de la plus-value sous sa forme absolue, comme s'il retournait aux bons vieux temps de l'exploitation brutale et sans fard de l'accumulation primitive !

énorme du travail précaire, intérim, CDD, etc.), la chasse aux moindres temps morts, le recul de l'âge de la retraite ;

- la recherche d'économies dans les éléments de la production qui s'échangent contre le capital constant, par exemple abaissement du coût des matières premières, abaissement du coût des immobilisations (qui sont des temps de non valorisation) par l'utilisation la plus intensive possible des machines (travail en 3x8), les « stocks zéro » et les « flux tendus » ;

- la recherche frénétique de la diminution des coûts salariaux, notamment les « charges sociales ». Dans ce domaine, comme dans celui de l'aggravation des conditions de travail en général, l'arme principale du capital est le chômage. Non seulement la crise l'accroît naturellement, mais le capital a utilisé la mondialisation pour accroître « l'armée de réserve » des prolétaires.

C'est sur cette mondialisation, dite « libérale », qu'il est intéressant de s'arrêter un moment. Elle est présentée par les experts bourgeois de gauche pour être, conjointement avec l'hégémonie d'un capital financier débridé, la cause de la crise. Ils se trompent, prenant comme toujours les effets pour la cause. Car, en réalité, elle en est bien plutôt une conséquence, un palliatif. Elle a été ce moyen essentiel qui a permis que la crise soit restée jusqu'à ce jour relativement modérée dans ses effets, que l'accumulation du capital et la production aient pu continuer à croître au cours de ces trente dernières années au lieu de sombrer dans une brutale récession. Grâce à elle le capital a pu obtenir des résultats importants en ce qui concerne les trois derniers points du résumé ci-dessus (tandis qu'elle implique d'ajouter l'accentuation des guerres impérialistes néo-coloniales au premier).

Cette mondialisation dite « libérale » n'est nullement originale en elle-même², mais par son ampleur, par l'ampleur extraordinaire qu'elle a donnée à l'expansion planétaire du mode de production capitaliste, à l'élargissement des bases de l'accumulation du capital, étendues en une trentaine d'années à des milliards d'individus restés encore paysans à l'époque de la mondialisation coloniale. Et ce sont les limites qu'elle rencontre, les contradictions qu'elle génère, les luttes complexes qui en découlent, qui vont déterminer ce que produira la crise actuelle : un nouveau cycle d'accumulation capitaliste à l'échelle mondiale, ou un cycle de ré-

2 Voir T. Thomas, *Les Mondialisations*, Bruxelles, Paris, Contradictions, 2003.

volutionnements anéantissant ce mode de production devenu absolument catastrophique.

Cette mondialisation libérale n'a émergé qu'après deux guerres mondiales, bien qu'elle fût déjà nécessaire au début du 20^{ème} siècle d'un point de vue économique logique ; la forme coloniale de la mondialisation étant alors déjà devenue plus un obstacle qu'un avantage à l'accumulation du capital. Car, sous l'influence des lobbies et des idéologies dominantes qui étaient colonialistes jusque dans le peuple, la première guerre eût pour enjeu essentiel, le repartage colonial du monde. La victoire des deux plus grandes puissances colonialistes, l'Angleterre et la France, n'a pas mis fin aux empires coloniaux protectionnistes, pourtant déjà souhaitée par les capitalistes les plus modernes, notamment aux USA. Cela a d'ailleurs fortement contribué à aggraver et prolonger la crise déclenchée en 1929, et entraîné la répétition d'une nouvelle guerre, éclatant comme la précédente pour le repartage du monde. Mais elle s'est achevée par la ruine des vieux pays colonialistes. Alors enfin, à travers cette deuxième guerre mondiale, et même encore la troisième dite « froide », a pu s'établir une division du travail, un libre mouvement des capitaux et des marchandises globalement planétaires. L'affaire a donc été achevée avec l'implosion de l'URSS (chute du mur de Berlin, 1989), le démantèlement de son empire, et l'intégration progressive de la Chine dans la division mondiale capitaliste du travail après la mort de Mao Tse Tung (1976).

Il est vrai que le découpage du monde entre des empires coloniaux protectionnistes ne convenait plus depuis longtemps aux développements du capitalisme, à la production de masse symbolisée par le taylorisme-fordisme, aux besoins d'expansion nécessaire à l'accumulation d'un capital qui, de plus en plus massif et concentré, devait transformer en capital additionnel un volume de plus-value toujours plus important malgré la tendance à la baisse du taux de profit. Or le protectionnisme colonial maintenait les entreprises nationales dans des situations anesthésiantes de monopoles préjudiciables aux augmentations de la productivité, aux baisses des coûts de production des marchandises, lesquelles sont la base essentielle de la production de plus-value dans le capitalisme du grand machinisme. L'échange de type colonial n'autorisait pas l'industrialisation des colonies, ce qu'on appelle aujourd'hui les délocalisations. Il a toujours maintenu le principe d'une non concurrence et d'une totale subordination des activités de la colonie aux besoins de celles de la métropole (sinon le peuple des métropoles n'aurait pas, à l'exception d'une minorité, plus ou moins politiquement pactisé avec les lobbies colonialistes). Il li-

mitait la pénétration du capital dans les territoires coloniaux aux productions de base (minerais, plantations agricoles), laissant encore de vastes populations dans une ruralité plus ou moins autarcique, comme inexploitées, sinon dans une sorte de servage archaïque et brutal aux marges du capitalisme.

Au sortir de la deuxième guerre, les USA, devenus première puissance mondiale, ont été à l'avant garde de la mondialisation « libérale ». Leurs firmes « multinationales », à la puissance financière et aux technologies inégalées, créèrent des filiales partout dans les pays d'Europe et d'Asie intégrés au monde « libre », s'emparèrent du Moyen Orient pétrolier, et commencèrent ainsi à organiser une nouvelle division du travail planétaire suivant le schéma : la finance, les fonctions scientifiques, et les fonctions de direction au Centre ; les usines d'assemblage, les productions polluantes, la fourniture des matières premières à la Périphérie. En Europe et au Japon ce mouvement a été beaucoup plus tardif. D'abord ces pays, ruinés par la guerre, n'avaient pas de capitaux à exporter, au contraire, ils absorbaient ceux des USA (plans Marshall et autres). De plus, leurs bourgeoisies s'accrochaient encore majoritairement à l'Empire et à ses marchés protégés. La France fût, avec le Portugal salazariste, la plus acharnée en ce sens³. Les fractions bourgeoises les plus archaïques y dominaient depuis longtemps, et avaient aisément conservé le pouvoir à travers tous les régimes politiques. On y était donc très rétif à la décolonisation et à la mondialisation libérale, jusqu'à ce que les défaites ne l'imposent (Algérie, 1962) et accélèrent les mutations et la « libéralisation » du capitalisme français, ce qui correspond à l'arrivée au pouvoir des Pompidou et Giscard, représentants directs des grands groupes financiers et industriels tournés vers le « grand large » multinational. *« La part exportée de la production de biens manufacturés est inférieure, en 1959, à ce qu'elle était en 1950 (18% contre 23%) et même en 1899 (33%) ou 1929 (25%)... A partir de 1959 c'est l'ouverture sur « le grand large »... d'abord timide : le Marché Commun (au sein duquel les derniers droits de douane disparaissent en juillet 1968)... à partir de 1967 les courbes (du commerce extérieur) se mettent à bondir... Les normes de production deviennent peu à peu mondiales... partout on produit de la même façon,*

3 Ce qui est évidemment lié au retard et à la faiblesse relative du capitalisme national par rapport à ses principaux concurrents.

souvent avec les mêmes machines. C'est le triomphe du taylorisme à l'échelle mondiale. »⁴

Ce n'est évidemment pas un hasard si la généralisation de la mondialisation libérale se substituant à la mondialisation coloniale s'est accélérée considérablement avec la fin de la période de reconstruction au Japon et en Europe. Fin qui coïncide aussi avec les débuts (qu'on peut symboliquement dater du premier « choc » pétrolier de 1973, ou de la fin de la convertibilité du dollar en 1971) d'une nouvelle grande crise de surproduction de capital, telle que nous en avons déjà examiné les principes logiques. Dans la reconstruction, accélérée par la volonté US et les financements afférents de s'entourer de féaux alliés dans sa lutte contre l'empire russe, les anciens belligérants, intronisés maintenant membres du monde « libre », s'étaient dotés d'outils industriels les plus modernes et de groupes financiers puissants. Très classiquement, ce développement de forces productives hyper performantes a été beaucoup plus rapide que celui de la consommation, bien que celle-ci ait été considérablement accrue grâce à la hausse du pouvoir d'achat des salaires permise par les forts gains de productivité, et aussi par l'accroissement du nombre d'emplois (à cette époque la bourgeoisie courrait chercher la main d'œuvre immigrée dans ses pays d'origine).

Détaillons un peu la logique du processus de cette période historique. Dans un premier temps, toute cette phase dite des Trente Glorieuses a donc permis d'absorber, de valoriser, de reproduire et d'accumuler une masse considérable de capital, d'autant plus vivement qu'elle était à très fort contenu en capital constant (en technologies, machines, matières premières, etc.). Toute cette expansion du capital et de la production était aussi accompagnée d'un formidable accroissement de la productivité. Les vieux outils industriels avaient été largement détruits et étaient remplacés par de nouvelles usines important, copiant, et améliorant les machines et les méthodes US de travail parcellisé à la chaîne. Dans cette période, on a donc une forte progression de l'investissement en même temps que de la consommation finale et de la plus-value. C'est le « cercle vertueux » de la croissance sur la base des deux conditions de la destruction massive de capital excédentaire et de hausses de la productivité. On en connaît le

4 D.Clerc, et alii, *La Crise*, Paris, Syros 1983, p.58-60. Cette ouverture a été permise par le démantèlement des empires coloniaux et des diverses barrières protectionnistes après la 2^{ème} guerre mondiale, mais aussi par un abaissement considérable du coût des transports, « le coût du transport maritime a été divisé par deux entre 1960 et 1990 » (P.N. Giraud, *L'inégalité du Monde*, Gallimard Folio, 1996, p.246-247).

principe : l'ampleur des destructions permet d'ouvrir un nouveau cycle d'accumulation basée sur une augmentation générale de la productivité. Il faut néanmoins que l'élévation de celle-ci amène une diminution des prix assez forte pour qu'elle permette à la fois une augmentation de la production de plus-value relative telle qu'elle puisse compenser l'augmentation de la composition organique⁵ qu'entraîne celle de la mécanisation, et de hausser la consommation afin d'absorber la production accrue par cette mécanisation.

D'une façon générale, les gains de productivité permettent la baisse des prix réels. Donc la part du capital engagé $Cc+Cv$ diminue relativement à celle de la plus-value Pl pour une même valeur produite (une même quantité de travail fournie). Mais le pouvoir d'achat des salariés peut croître néanmoins en même temps que la part de plus-value qui va au capital. Cela est possible si ces gains de productivité sont assez importants. Dans ce cas, la part de la valeur créée qui va aux salaires (Cv) diminue certes relativement à celle qui retourne au capital ($Cc+Pl$), mais permet quand même d'acheter plus de marchandises qu'avant. L'ouvrier reçoit moins de ce qu'il produit qu'avant, mais cette part moindre est faite de plus de marchandises parce que leurs prix ont baissé plus que son salaire. L'exploitation (que mesure le rapport Pl/Cv) augmente, mais le pouvoir d'achat aussi⁶. Ainsi que la plus-value sous sa forme relative. En même temps, ce « cercle vertueux » de la croissance élargit la production tant en quantité qu'en nouveaux produits (créant de nouveaux besoins), accroît le nombre de salariés, donc à nouveau la masse de plus-value produite et aussi la consommation finale, ce qui tend à maintenir le taux de profit. C'est ce schéma général qui a été appelé le « compromis fordiste » des « trente glorieuses », les salariés acceptant un taux d'exploitation plus élevé et un travail plus abrutissant contre un meilleur pouvoir d'achat. Cela jusqu'à leur refus dans années 60 d'aller plus loin dans cette voie d'un travail de plus en plus aliéné.

Mais le miracle des « trente glorieuses » n'est qu'un aspect de cette période. Il est bizarre que certains économistes officiels aient pu la caractériser avec un certain succès médiatique par des formules telles que « régulation », ou « équilibre fordiste ». Car loin d'être aussi harmonieuse que ces formules le laissent entendre, ce fût au contraire une période

5 C'est à dire pour que la tendance à la baisse du taux de profit par l'augmentation de Cc/Cv soit compensée par la hausse de Pl/Cv . Rappelons que $\text{taux de profit} = Pl/C = pl/Cc + Cv = Pl/Cv // Cc/Cv + 1$.

6 Cf. note 13, chapitre II.

d'accumulation d'énormes contradictions. Elles ont conduit tant aux révoltes ouvrières (comme mai 68 en France) qu'à la crise généralisée ouverte en 1973.

C'est que les hausses de la productivité produisent toujours les mêmes effets contraires qui aboutissent à la crise de surproduction. Elles ont fini par renverser le cours de ce miracle, qui n'était que le produit des conditions particulières de la reconstruction d'après-guerre. Et ce retournement a été d'autant plus violent que la productivité avait atteint un stade historique où elle était déjà très élevée. C'est à dire que chaque pourcentage de gain supplémentaire était très coûteux en capital fixe additionnel (la recherche scientifique et ses applications technologiques), et facteur de hausses d'autant plus forte de la composition organique que celle-ci avait évidemment aussi atteint un niveau élevé.

Arrêtons-nous un instant pour éclaircir ce point qui va se révéler essentiel pour caractériser le fond des difficultés actuelles du capitalisme. D'une façon générale on comprend que le rendement des gains de productivité soit décroissant en terme de plus-value puisqu'ils accroissent l'économie de travail vivant, base de celle-ci. Détaillons un peu. Dans un système tourné vers le développement de la liberté, l'augmentation de la productivité serait recherchée simplement parce qu'elle permet de satisfaire au mieux les besoins humains, avec moins de peine, en accroissant le temps pour des activités libres. Par contre, pour l'agent du capital, le but n'est que la production de la plus-value. Il ne sera intéressé par un investissement de productivité que si cela lui permet de l'augmenter. Chacun de ces agents n'est donc intéressé que par la recherche d'une plus-value extra (supposons la pour simplifier égale au profit extra). C'est à dire par la diminution du coût de production des marchandises ($C_c + C_v$) non pas pour diminuer leurs prix (au contraire il souhaite pouvoir vendre le plus cher possible), mais pour obtenir le profit maximum. Le profit extra augmente le profit de ce capitaliste particulier plus productif, mais nullement la masse globale (égale à la plus-value globale) produite par l'ensemble des capitaux à un moment donné. Il disparaît d'ailleurs avec la diffusion du progrès technique, et surtout avec la surproduction qui élimine les capitaux les moins productifs.

Alors, et notamment donc lors des crises, la valeur de toutes les marchandises baisse au niveau d'une nouvelle valeur sociale déterminée par la productivité générale devenue plus élevée. La plus-value extra disparaît. Les prix des marchandises baissent, et on a l'accroissement de la plus-value sous sa forme relative, comme nous l'avons vu ci-dessus.

Celle-ci profite à l'ensemble des capitaux. Elle est un accroissement de la plus-value globale qu'ils ont à se partager au pro rata de leur grandeur. La perte de l'avantage particulier (plus-value extra) se transforme ainsi dans la crise en gain pour tous les capitaux survivants. On a vu que cela pouvait entraîner l'instauration d'une « spirale vertueuse » de la croissance dans laquelle pouvait augmenter, mais seulement pendant un temps limité, à la fois la production, les profits et le pouvoir d'achat des salaires.

L'augmentation de la plus-value relative est entièrement dépendante de celle de la productivité puisqu'elle s'obtient par le moyen d'une baisse générale des prix unitaires des marchandises. Il va de soi que cela ne peut arriver que si leur coût de production, c'est à dire la part d'usage de la machine et de matières premières (contre laquelle s'échange C_c) plus celle des salaires (contre laquelle s'échange C_v), contenue dans chacune d'elle diminuent. Mais comme l'augmentation de la productivité implique l'augmentation de C_c , il faut que C_v diminue plus pour que le total $C_c + C_v$ diminue et qu'il y ait un gain de plus-value pour le capitaliste. « La valeur de la marchandise est déterminée par le temps de travail total, passé et vivant, qu'elle absorbe. (Donc) l'augmentation de la productivité réside précisément en ceci que la part du travail vivant est réduite et que celle du travail passé augmente, mais de telle sorte que la somme totale de travail contenu dans la marchandise diminue. »⁷

Diminuer le capital variable C_v , la masse salariale, à niveau de salaire inchangé veut dire que c'est la quantité de travail vivant payée contenu dans la marchandise qui doit diminuer plus que celle du travail passé C_c (capital fixe, énergie et matières premières). Marx s'insurgeait à juste titre contre cette limite : « Donc pour le capital, cette productivité est augmentée non quand on peut réaliser une économie sur le travail vivant en général ($C_c + P_l$), mais seulement quand on peut réaliser sur la fraction payée (C_v) du travail vivant une économie plus importante qu'il n'est ajouté de travail passé (C_c). »⁸. Pour des hommes libres l'intérêt pour un gain de productivité ne serait pas aussi limité : il suffirait que cela leur fasse faire cette économie sur l'ensemble du travail vivant, payé et non payé ($C_v + P_l$). La productivité augmenterait donc beaucoup plus rapidement que sous la domination du capital et de son horizon borné par le profit. Elle augmenterait aussi par bien d'autres biais encore, notamment la fin des gaspillages et des fonctions parasites, le développement et

7 K. Marx, *Le Capital*, III, 1, p.273, ES.

8 *Ibidem*, p.274. Voir sur cette question délicate les pages 273-274, ainsi que *Le Capital*, I, 2, p.75-77, ES.

l'usage des capacités de toutes les intelligences. Malgré tous les freins que le capital met ainsi aux gains de productivité, à force de chercher à diminuer le travail vivant payé il aboutit nécessairement à diminuer le travail vivant dans son ensemble. C'est une limite aussi bien à la production qu'à la réalisation de la plus-value qu'il rencontre pleinement aujourd'hui.

Mais revenons à cette caractéristique des gains de productivité dans le système capitaliste : la diminution de C_v y est toujours plus forte que l'augmentation de C_c . On comprend facilement que plus le niveau de progrès technique atteint historiquement est important, plus le stock de capital fixe déjà accumulé est important, et plus une augmentation de C_c , même faible en pourcentage, donc une faible augmentation de la productivité, est, en valeur absolue, un investissement de plus en plus lourd, nécessitant pour être rentable, en terme de profit, une diminution de plus en plus forte du coût salarial. Plus la machinerie (et avec elle l'énergie qu'elle consomme, les matières qu'elle absorbe et transforme) est importante et efficace, et moins cela devient intéressant pour le capitalisme de la perfectionner encore. Il y faut, pour cela, des investissements de plus en plus lourds, à quoi doivent correspondre des économies de coûts salariaux de plus en plus massives. Ce qui amène tôt ou tard à la régression du nombre d'ouvriers employés malgré l'élargissement de la production. Or ils sont les producteurs de la plus-value. Au total, et pour un même gain de productivité en pourcentage, il y a donc une augmentation de plus en plus vive de la composition organique, poussant à une baisse de plus en plus forte du taux de profit : telle est cette limite essentielle au développement de l'accumulation capitaliste, nommée « rendements décroissants des gains de productivité » par les économistes.

Quand on lit des observations telle que celle du PDG de Schneider Electric déclarant que le coût de la main d'œuvre employée par cette multinationale est inférieur à 8% du chiffre d'affaire⁹, on comprend qu'il n'y a plus beaucoup d'économies encore possibles sur les coûts de main d'œuvre et que donc les efforts de productivité trouvent là une limite. Il y en a d'ailleurs bien d'autres qui s'ajoutent à cette tendance lourde de la hausse de la composition organique. Par exemple l'épuisement de certaines ressources, qui coûtent alors plus cher à extraire (ainsi quand on va chercher le pétrole « offshore » dans les profondeurs des mers). Ou quand on multiplie les frais « annexes » qu'il faut engager pour réparer les dé-

9 *Libération*, 08.10.03.

gâts écologiques ou autres, pour mater les révoltes, maintenir l'ordre mondial, etc. Car une autre cause essentielle des « rendements décroissants » est évidemment la résistance des prolétaires à l'aggravation de leurs conditions de travail. C'est la grande révolte des O.S. contre la chaîne qui, en 1968, a marqué le début de la fin des « trente glorieuses » en Europe, même si en France (mais aussi en Italie) le PCF et la CGT ont tenté de poursuivre le « compromis fordiste » de l'échange de conditions de travail abrutissantes contre de petits gains salariaux en signant les accords de Grenelle, puis en organisant l'union de la gauche. Toutes choses qui eurent surtout l'avantage de précipiter l'effondrement de ces faux amis hypocrites du prolétariat, la situation du capital faisant bientôt qu'il n'y ait plus eu « de grain à moudre » pour acheter la paix sociale, et même qu'il fallait lui faire subir « la rigueur » décrétée officiellement par l'union de la gauche en 1983.

Nous en revenons ainsi aux causes immédiates qui ont conduit à la crise déclenchée dans les années 70. Pour toutes ces raisons, la baisse des gains de productivité y a joué un rôle important. Longuement accumulée en tant que tendance de fond, elle a connu une vive accélération du fait du pic de la hausse des prix, de la résistance ouvrière et des salaires atteint vers 1966-72 en Europe à la fin de la période de croissance d'après guerre. Cela en même temps que la situation économique était aggravée aux USA par la guerre du Vietnam. Divers économistes donnent une indication de cette hausse de la composition organique pendant la période de « l'harmonieuse régulation » des « trente glorieuses ». Par exemple en France, « la valeur du rapport du stock de capital à l'heure de travail a triplé dans les vingt années 1950-1970 »¹⁰. Ou encore, « en 1959 dans l'industrie chaque poste de travail représentait en moyenne une immobilisation de capital de 39.650 FF, en 1973 de 74.880 FF (en francs 1970) »¹¹. Ils divergent souvent sur ces chiffres¹², mais sont unanimes

10 A.Grjebine (direction), *Théories de la crise et politiques économiques*, Paris, Seuil, Point, p.81. Observons qu'un stock de capital fixe triplé par heure de travail veut dire sextuplé par heure de travail payé si, par exemple, le taux d'exploitation Pl/Cv est de 100%. Or, nous l'avons dit, c'est seulement l'économie du travail payé plus forte que l'augmentation du travail mort qui intéresse le capitaliste et le pousse à rechercher les gains de productivité. Cela devient plus difficile quand le capital fixe a déjà sextuplé par rapport à Cv .

11 D.Clerc et alii, *La Crise*, Syros, p.62. Même remarque que note précédente.

12 Il est très difficile d'utiliser les statistiques officielles concernant la productivité, car elles mettent n'importe quoi sous ce terme. Selon W.Bonner, dans *L'inéluctable faillite de l'économie américaine*, Paris, Belles Lettres, p. 238, les chiffres des USA sont « carrément frauduleux ». D'autres nomment « capital » le seul capital fixe, et y rapportent la

pour constater la tendance. De fait il est maintenant largement reconnu qu'il faut des investissements de plus en plus lourds pour obtenir des résultats en terme de taux de profit de plus en plus faibles. Cela se traduit par une baisse des investissements de productivité, puisqu'ils sont moins rentables¹³, ce qui accentue encore davantage la baisse des gains de productivité. Par exemple dans la CEE, « les gains de productivité moyenne diminuent : de 7,3% de croissance annuelle pendant la période 1963-69, ils passent à 4,8% pour la période 1973-1980 »¹⁴. Ensuite les ordinateurs ont permis de nouveaux gains dans les années 1990, mais essentiellement dans les services (par exemple secrétariats, gestion de stocks pour les distributeurs, codes-barres pour les commerces, tenue de comptes bancaires et transactions financières, etc.). Cette thèse des rendements décroissants n'est rien d'autre qu'une forme de reconnaissance de celle de Marx sur la baisse tendancielle du taux de profit. Ou, si l'on veut, elle manifeste sous une autre forme la tendance à la hausse de la composition organique puisque dire que le capital variable Cv diminue plus que le capital constant Cc augmente, revient évidemment à dire que la composition organique Cc/Cv augmente. « La composition organique.....exprime toujours un degré déterminé de la productivité du travail. »¹⁵

On sait que la hausse de la composition organique est un facteur essentiel de cette baisse du taux de profit. Dans la phase de croissance « vertueuse » elle est masquée par une masse de plus-value qui augmente non seulement parce que le nombre d'ouvriers employés augmente, mais aussi le taux de leur exploitation. Le masque tombe quand l'inéluctable sous-consommation¹⁶ due à la croissance de la masse salariale plus lente

production pour dire la productivité, comme si le capital ne devait pas aussi acheter Cv. D'autres encore nomment productivité du travail la production rapportée seulement au nombre de travailleurs ou à l'heure de travail, sans tenir compte de l'augmentation du capital fixe qui, si elle est trop importante, ruine tout l'intérêt de cette productivité d'un travail détaché de ses moyens. Néanmoins les tendances à l'augmentation de la composition organique, comme à la diminution de plus en plus accélérée du prolétariat employé par rapport à la production, sont malgré tout bien décelables à travers les divers chiffres statistiques.

13 D'où le fait que les oligopoles privilégient les investissements non créatifs de capacités supplémentaires de production, tels que les rachats d'entreprises ou les efforts commerciaux. Il s'agit alors surtout d'évincer les concurrents pour contrôler le marché. D'où aussi la recherche de placements financiers.

14 De Clerc et alii, *op. cit.* p. 64. Cette tendance est commune à l'Europe, aux USA, au Japon.

15 K. Marx, *Le Capital*, III, 1, p.69, ES.

16 Observons aussi que hausse de la composition organique et sous-consommation sont les deux façons d'exprimer la même chose : l'affaiblissement de la masse salariale relative-

que celle des forces productives, aggravée de la hausse des coûts de production propre aux phases de croissance, se répercute sur la production. Alors, conformément au schéma classique, la mévente qui s'installe interdit que la masse de plus-value et des crédits, qui est à son maximum, puisse être toute entière reconvertie en capital. Il n'y a évidemment plus d'intérêt pour un capitaliste à produire plus de marchandises quand aux rendements décroissants des investissements en capital fixe s'ajoutent des prix élevés pour les éléments du capital circulant (matières premières et salaires), et une impossibilité de répercuter ces coûts sur des ventes plus importantes et à meilleurs prix du fait de la concurrence poussée à son paroxysme par la surproduction. Cette situation a bien d'autres effets que de freiner la production : elle révèle la surproduction de capital, des machines à l'arrêt, des stocks d'invendus, et donc des crédits qui ne peuvent pas être remboursés, des intérêts et des dividendes qui ne sont pas payés. C'est la série des insolvabilités, des faillites, des krachs, la crise financière que nous avons examinée au chapitre précédent. C'est la spirale des dévalorisations, destructions, baisse des profits, qui bloque les investissements productifs, contracte le crédit, freine les échanges, accroît le chômage, et par là aggrave la sous-consommation.

C'est alors que la crise s'annonçait ainsi dans les années 70 que la mondialisation libérale, déjà bien engagée dès la fin de la deuxième guerre mondiale par la décolonisation, va exploser, prendre une ampleur inouïe et permettre d'en atténuer considérablement le développement en fournissant au capital les moyens de poursuivre son accumulation, bien que sur un rythme plus lent et qui tend même à devenir stagnant dans les premières années du 21^{ème} siècle. Nous allons voir maintenant pourquoi elle a été cette bouffée d'oxygène, mais aussi pourquoi elle approche de son épuisement, de ses limites.

On peut considérer que la fin de la convertibilité du dollar en 1971 marque le début de cette vive accélération de la mondialisation libérale en donnant une liberté totale à l'émission de crédits et de dollars. Dès 1972, est créé aux USA le premier contrat à terme sur devises, qui ouvre la voie au foisonnement des « produits financiers » créés par la suite et qui vont servir de supports à l'expansion forcénée du capital financier. La fin du système de Bretton Woods est officialisée en 1973, année aussi du premier choc pétrolier (quadruplement des prix). Dans un premier temps, les

ment à la hausse du capital constant est aussi le développement plus important des forces productives relativement à la consommation.

pays du Centre évitent l'effondrement qui s'annonçait en accroissant leurs exportations de marchandises vers les PED qu'on a gavés de prêts en y recyclant les dollars émis à tout va (pétro-dollars, euro-dollars, et autres). Déjà plus 1000 milliards de dollars nés des déficits US se baladaient à travers le monde au début des années 70, soit deux années entières de production française¹⁷. Quand arrive l'inéluctable constat de l'incapacité de ces pays à rembourser leurs dettes (le Mexique ouvre en 1982 une série de défauts de paiement des PED qui ne s'arrêtera plus), les puissances impérialistes créditrices, directement ou via le F.M.I., ou, militairement, via la C.I.A. et autres forces armées, imposent les règles et conditions qui obligent les pays débiteurs à s'ouvrir aux capitaux étrangers et à s'intégrer dans un système mondial hiérarchisé de division du travail sous leur domination. Le niveau subordonné réservé aux pays dominés répondrait à une soi-disant loi des avantages comparatifs : chaque pays doit produire non en fonction des besoins de sa population mais ce pour quoi il est le mieux placé en produits d'exportation répondant aux besoins des pays Centraux. Et, en plus d'ainsi produire pour les besoins des riches, ce travail ne leur rapporte rien puisqu'il est en fait dédié au remboursement de dettes qui s'accroissent sans fin malgré tout. Cette ouverture au « libre marché » mondial et démocratique permet de développer à grande échelle la mainmise des « multinationales » sur l'exploitation des ressources locales et sur le développement industriel des PED. Ce sont des rachats d'entreprises locales, notamment en obligeant les Etats à dénationaliser pour rembourser, des délocalisations industrielles suivant le prototype des maquiladoras du Mexique (usines d'assemblage, usines textiles), ou encore la sous-traitance à des capitaux locaux de second rang soumis aux exigences de donneurs d'ordre bien plus puissants¹⁸. Comme les dettes ne cessent malgré tout de s'accroître suivant un processus cumulatif bien connu, les PED sont de plus en plus à la fois ruinés et affamés, et soumis à la domination de leurs créanciers.

C'est ainsi que la mondialisation libérale explosera dans le dernier quart du 20^{ème} siècle. Elle a permis d'apporter une réponse provisoire à deux exigences essentielles posées par la crise. D'une part élargir les bases de la valorisation du capital à des centaines de millions de nouveaux prolétaires. D'autre part, et c'est encore plus essentiel, recomposer la division du travail de façon à permettre un abaissement des coûts salariaux,

17 D.Clerc et alii, *op. cit.*, p.79.

18 Voir pour une analyse plus détaillée : T.Thomas, *Les Mondialisations, Contradictions*, 2003.

et aussi d'autres coûts annexes de la production tels que les mesures d'hygiène et de sécurité, les frais de pollutions et autres « rigidités » (selon le patronat) du droit du travail tel qu'il existe dans les pays développés.

La baisse de tous ces coûts salariaux et sociaux de la production était devenue une nécessité vitale pour le capitalisme. Cela se comprend comme la conséquence de cette baisse des gains de productivité dont nous venons de parler. Cette conséquence est que l'accroissement de la plus-value sous sa forme relative, qui était la base de « l'harmonieuse régulation » des « trente glorieuses », est ralenti, puisqu'il dépend entièrement de ces gains. Certes chaque capitaliste cherche encore à obtenir un avantage concurrentiel par l'innovation technologique. Mais elle concerne alors moins les gains de productivité que la mise sur le marché de nouveaux produits (telles que les NTIC, nouvelles technologies de l'information et de la communication). Bien souvent il ne s'agit d'ailleurs que d'innovations superficielles, de gadgets, d'effets de mode. Quoi qu'il en soit, les investissements à consentir en Recherche et Développement et en coûts d'industrialisation pour obtenir de véritables nouveaux produits, technologiquement réellement plus avancés, sont eux aussi de plus en plus lourds. Or ils doivent être amortis sur des périodes de plus en plus courtes. Car ce qui est nouveau est aujourd'hui rapidement imité, et comme l'industrie moderne produit massivement, la concurrence est immédiatement vive, entraînant une baisse rapide des prix qui rend difficile cet amortissement. Donc l'innovation en général quel qu'en soit le but, gains de productivité ou nouveaux produits, est freinée de tous côtés par les difficultés croissantes quant aux profits que le capital peut en tirer. Elle est beaucoup moins rapide que ce qu'elle pourrait être compte tenu des potentialités historiquement existantes. Et beaucoup moins productrice de profits supplémentaires importants, plutôt productrice d'une baisse rapide, voire immédiate, du taux de profit, comme l'a montré l'éclatement de la « bulle NTIC » au début des années 2000.

Les « rendements décroissants » ont donc fini, vers la fin des années 60, par rendre moins intéressante pour le capital la recherche de gains de productivité. D'où la diminution des investissements en recherche scientifique. La conséquence en fut que, faute d'accroissement suffisant de la plus-value sous sa forme relative, le capital ne pouvait trouver son salut que dans son accroissement sous sa forme absolue, comme au bon vieux temps de ses débuts. C'est à dire salaires très bas, temps de travail très long, sur toute l'année, conditions de travail les plus « libérales »

sur le plan de la sécurité, de l'hygiène, de la pollution, grèves interdites, etc. C'est pourquoi il était utile d'insister quelque peu, comme on l'a fait ci-dessus, sur ce phénomène des rendements décroissants des gains de productivité. Ils expliquent ce recours massif à tout ce qui peut accroître la plus-value sous sa forme absolue, sa forme la plus ouvertement brutale à l'égard du prolétariat.

C'est ici que la mondialisation libérale va jouer tout son rôle. Non seulement comme élargissement des bases de la valorisation du capital, mais aussi comme arme pour contourner et abattre la résistance du prolétariat des pays centraux. Car de telles mesures n'auraient pas pu lui être imposées directement sans beaucoup de difficultés et de risques pour le pouvoir bourgeois, tant il était encore fort d'une très longue tradition de lutte. Les grandes grèves des O.S. de la décennie 60 en Europe ont été un puissant accélérateur de la mondialisation libérale.

Dans le même temps que les industries de main d'œuvre s'implantaient massivement dans les pays à bas salaires, les gouvernements, qu'ils fussent dirigés par la droite (Thatcher) ou par la gauche (Mitterrand), organisaient le démantèlement systématique de « l'Etat Providence » fondé, en échange de la capitulation des partis communistes à la Libération, sur le « compromis fordiste » de partage (très inégal) des gains de productivité (mais pas des peines accrues qui les produisaient), qui ne pouvaient bien sûr que disparaître avec les « rendements décroissants ». Destruction progressive des « acquis sociaux » (systèmes des retraites, de la santé, de l'enseignement, etc.), baisse des salaires ouvriers (par exemple les lois Aubry en France), et d'une façon générale aggravation de toutes les conditions de travail : flexibilité, précarité, sans papiers, sans droits, deviennent le lot d'une majorité de prolétaires. Le capital n'aurait pas obtenu aussi aisément ces résultats sans la contribution active des sociaux-démocrates politiques et syndicaux, mais aussi sans l'arme du chômage. Arme que précisément a forgée la mondialisation libérale en augmentant « l'armée de réserve » prolétarienne de milliards d'individus, ex ruraux sans terre, ruinés, et précipités dans les villes à une vitesse effrayante dans les pays nouvellement « ouverts » aux capitaux de tous les impérialismes. K. Marx avait déjà observé que *« si l'accumulation, le progrès de la richesse sur la base capitaliste, produit donc nécessairement une surpopulation ouvrière, celle-ci devient à son tour le levier le plus puissant de*

l'accumulation, une condition d'existence de la production capitaliste dans son état de développement intégral. »¹⁹.

Ce « levier » d'une immense « armée de réserve », le capital dominant l'a trouvé dans les pays nouvellement libérés du colonialisme, ainsi que dans tous ceux dont il a forcé la soumission, appelée « ouverture », à coups d'injonctions du FMI, à coups de coups d'Etat pour y briser toute velléité de développement national (du renversement de Mossadegh en Iran en 1953, à celui de S. Allende au Chili en 1973), à coups d'innombrables expéditions militaires, de corruptions, et d'exportations de capitaux. On sait qu'en intégrant toutes ces populations dans une division du travail mondialisée, le capital a réussi à élargir les bases de son accumulation tout en abaissant les coûts salariaux à des niveaux très bas, de 30 à 40 fois plus bas²⁰ le plus souvent que ceux des pays industriels traditionnels. Comme dans le même temps les coûts des communications ont chuté considérablement, transports maritimes, avion, téléphone, courrier Internet, etc. les délocalisations et la sous-traitance industrielle dans ces pays ont été le moyen idéal pour relancer l'accumulation et les profits. En même temps que le chômage ainsi massivement développé dans les pays du Centre permettait d'y museler le prolétariat, d'y détruire tous les anciens compromis sociaux et d'y rabaisser les coûts du travail sous la menace constante et bien réelle des capitaux « d'aller voir ailleurs ». La chute du mur de Berlin en 1989 et l'écroulement de l'empire russe en 1991, l'échec de la Révolution Culturelle en Chine et l'ouverture à marche forcée du pays aux multinationales par Teng Siao Ping dans les années 80, autant de nouvelles occasions d'élargir la mondialisation et d'accentuer la pression à la baisse sur les coûts du travail. Aujourd'hui on annonce que des usines déménagent du Mexique vers la Chine où les coûts salariaux sont encore plus bas, c'est à dire plus bas que bas !

Mais tout cela chacun le sait. Ce qui est par contre extraordinaire, et ne trouve pas d'explication chez les économistes, est que malgré cet élargissement inouï de l'aire d'accumulation du capital (production et consommation), malgré la non moins fantastique augmentation du taux d'exploitation qu'a permis cette mondialisation libérale, le capitalisme est toujours dans une profonde stagnation industrielle, à peine interrompue par quelques brèves bouffées de « reprise de la croissance » vite avortées, et sous la menace d'une immense bulle de liquidités monétaires et obligatai-

¹⁹ *Le Capital*, I, 3, p.76, ES.

²⁰ « En 2002 l'heure d'un ouvrier textile coûtait 22,8 \$ au Japon, 15,9 \$ en France, contre seulement 0,40 \$ en Chine » *La Tribune*, 15.02.03.

res. Les énormes atouts apportés par la mondialisation à la valorisation du capital et à son accumulation ont certainement puissamment contribué à éviter au capital les ravages d'une crise encore beaucoup plus grave qu'elle ne l'a été jusqu'ici. Mais ils ne lui ont pas ouvert pour autant une ère glorieuse. Après les trente glorieuses il n'a guère connu que les trente piteuses, et s'annoncent les x catastrophiques au fur et à mesure que les « bienfaits » de la mondialisation approchent de leurs limites.

4.2. LES LIMITES DE LA MONDIALISATION

En analysant le développement capitaliste de son époque, Marx observait que « *la reproduction du capital renferme celle de son grand instrument de mise en valeur, la force de travail. Accumulation du capital est donc en même temps accroissement du prolétariat.* »²¹ Ce mouvement était évident aux débuts du capitalisme, avec la plus-value absolue comme mode dominant de la valorisation. Avec le capitalisme de la maturité et une accumulation fondée de plus en plus sur la plus-value relative, Marx analyse cet accroissement comme plus complexe, comme un mouvement à double sens : d'un côté les gains de productivité remplacent une masse croissante d'ouvriers par les machines, mais de l'autre l'expansion du capital à laquelle ils contribuent en augmente aussi le nombre employé. « *Le même développement des pouvoirs productifs qui occasionne une diminution.....du nombre des ouvriers employés dans certaines grandes branches d'industrie, permet à celles-ci de livrer une masse toujours croissante de produits à bon marché. Elles stimulent ainsi d'autres industries.....elles en provoquent l'extension. L'effet produit sur le marché du travail de ces industries sera très considérable, si le travail à la main y prédomine.* »²²

La question de la population ouvrière employée et de son niveau de salaire est évidemment très importante, puisque c'est de sa grandeur d'une part, et du rapport entre le travail payé et le travail gratuit qu'elle fournit de l'autre, que dépend la quantité de plus-value. Il arrive à Marx d'analyser la surproduction du capital comme étant la conséquence d'une situation de plein emploi. Dans un tel cas, dit-il, il y a impossibilité de la métamorphose d'un capital-argent supplémentaire en force de travail, ou

21 *Le Capital*, I, 3, p.55.

22 *Ibidem*, p.72. Souligné par moi, T.T.

alors à un prix rendu si élevé par cette pénurie de main d'œuvre que cela diminue le travail gratuit dans une proportion telle que le taux de profit tombe trop bas. Donc le procès de valorisation est bloqué.

« Dès que le capital aurait augmenté par rapport à la population ouvrière dans des proportions telles que ni le temps de travail absolu (et la plus-value absolue), que fournit cette population, ne pourrait être prolongé, ni le temps de surtravail relatif (la plus-value relative) étendu (ce qui, de toute manière, serait impossible dans une situation où la demande de travail serait si forte, car les salaires auraient tendance à monter).... alors il y aurait surproduction absolue de capital, c'est à dire que le capital augmenté $C+dC$ ne produirait pas plus de profit, ou même en produirait moins que le capital C avant qu'il ne s'accroisse de dC . »²³ Dans ce passage, dont une partie a déjà été citée²⁴ pour expliquer le concept de surproduction, Marx examine son hypothèse du cas limite de la surproduction absolue comme une situation se rapportant au plein emploi. Ailleurs, il pose ce rapport comme « une loi générale de l'accumulation capitaliste »²⁵. Il argumente qu'une forte accumulation fait croître la demande de travail, donc les salaires. Cela finit par produire cette surproduction de capital, puisqu'il ne se reproduit qu'en fonction de la quantité de profit qu'il peut générer, laquelle diminue évidemment avec les hausses de salaires. La reproduction se bloquant, l'embauche aussi, et « le mouvement ascendant des salaires subit un contre coup »²⁶, jusqu'à ce qu'il y ait suffisamment de chômage pour les abaisser à un niveau permettant la reprise. Et ainsi irait l'accumulation capitaliste, de cycle en cycle, de crise en crise.

Or cette mécanique n'est caractéristique que de périodes historiques où la main d'œuvre employée représente une part importante de la valeur du produit, que s'il s'agit d'industries où « le travail à la main prédomine » disait Marx lui-même dans le passage cité ci-dessus. Alors une accélération de la production induit aussi un important besoin de main d'œuvre supplémentaire. Mais la mondialisation libérale intervient dans une situation très différente. Le plein emploi n'existe plus nulle part, pas même, depuis plus de trente ans, dans les pays centraux. Ce n'est donc

23 *Ibidem*, III, 1, p.264.

24 cf. chapitre 2, § 2.2.

25 *Le Capital*, I, chapitre XXV.

26 *Ibidem*, p.61. Marx y observe aussi très judicieusement que le rapport entre « la grandeur du capital et le chiffre de la population ouvrière employée n'est en dernière analyse que le rapport entre le travail gratuit et le travail payé de la même population ouvrière ».

pas cela qui y bloquerait la reproduction du capital. La surproduction de capital n'y est pas due à une impossibilité d'y recruter de la main d'œuvre, ni, pour l'essentiel, à un taux d'exploitation qui serait très faible. Au contraire il y a des demandeurs de travail à foison, et la productivité a élevé le taux d'exploitation à ses niveaux les plus hauts. Ce qui y a affaibli l'accumulation du capital ce sont surtout, comme nous l'avons vu, les limites atteintes par l'extraordinaire croissance de la productivité²⁷. C'est non pas le plein emploi, mais au contraire le trop peu de travail vivant productif employé, du point de vue du capital, par rapport au travail mort accumulé et au travail non productif de plus-value (deux masses gigantesques dans le capitalisme moderne). Aujourd'hui, même des taux de croissance du PIB de 3 ou 4% annuels détruisent plus d'emplois qu'ils n'en créent.

L'industrialisation des PED est elle même marquée par cette haute productivité. Les « nouveaux ateliers du monde » construits en Chine ou ailleurs sont des usines ultra performantes, utilisant les technologies les plus modernes et une organisation du travail hautement productive. Les délocalisations et autres extensions des fabrications dans ces pays n'y créent donc que peu d'emplois relativement à la masse des populations rurales précipitées dans le prolétariat par leur ouverture au marché mondial capitaliste et la ruine des anciens mode de vie plus ou moins autarciques. Et elles suppriment des emplois ouvriers dans les pays centraux.

Si donc la mondialisation libérale a certainement contribué à contenir la crise dans certaines limites, elle a néanmoins aussi assez rapidement trouvé les siennes. Si, malgré une baisse brutale et énorme des coûts salariaux, elle n'a pas permis au capitalisme de sortir de la crise ouverte vers la fin des années 60, c'est que ce ne sont pas des coûts salariaux « trop » élevés qui constituaient la cause essentielle de la surproduction de capital, de l'impossibilité de valoriser suffisamment de capital additionnel. La simple réalité est qu'il est peu efficace de chercher à suppléer un niveau de productivité devenu trop fort pour le capital par une baisse des salaires non plus seulement relative mais absolue. L'idée implicite serait qu'on pourrait suppléer à la baisse de la croissance de la masse de la plus-value relative (rendements décroissants) par cet allongement absolu de la quantité de travail non payée. Mais une forte productivité signifie une faible quantité du travail vivant ! Donc en allonger la durée non payée, abaisser

27 Pour en avoir une idée approchée : la productivité horaire a augmenté plus dans les 40 dernières années que pendant les 150 précédentes.

les salaires, ne porte que sur une faible part de la valeur du produit. Et cela ne peut donc avoir qu'un effet très limité en terme de gains de plus-value. Pourtant il n'y a pas d'autre solution pour le capital que d'accroître le recours à ces méthodes les plus directes, les plus violentes et les plus appauvrissantes de l'exploitation.

Cette limite de l'impossibilité d'augmenter beaucoup la masse de plus-value (surtravail) quand celle du travail vivant employé est devenue une faible part du produit est un développement de la limite classique toujours posée à l'expansion du capital : la sous-consommation, le développement plus important des forces productives que celui de la masse salariale. Cet écart est évidemment d'autant plus accentué que la productivité est forte puisque alors le nombre de marchandises produites est très élevé tandis que la part des salaires est faible relativement à l'ensemble des forces productives, c'est à dire faible dans la valeur produite. De ce fait, l'élargissement considérable de l'aire de valorisation et d'accumulation du capital qu'a constitué la mondialisation n'a pas non plus permis de résoudre le problème de la surproduction de capital sous sa forme surproduction de forces productives et de marchandises. Il l'a seulement atténué momentanément. Par contre, il a accru l'aire des désastres écologiques et de la « marchandisation » des hommes et de la nature.

Ces limites atteintes par la mondialisation libérale ne manqueront pas d'obliger le capital à une accentuation de toutes les destructions matérielles et humaines par lesquelles il tente, lors des crises, de réaffirmer sa capacité à surmonter ses contradictions et à poursuivre le mouvement d'accumulation qui est son existence. Déjà les économistes observent avec inquiétude que non seulement la bulle financière des créances, titres et monnaies, est plus énorme que jamais, mais aussi que la croissance de la production, quand elle existe, n'est pas productrice d'emplois. C'est un phénomène qui était déjà apparu pendant la crise des années 30, quand malgré une politique de crédit facile et de dépenses publiques analogue (par exemple le New Deal aux USA), les effets produits avaient été tout aussi faibles. De 12 millions après le krach boursier d'octobre 1929, le chômage était encore aux USA de 10 millions à la veille de la guerre, et le PNB US était alors encore inférieur à ce qu'il était avant le krach. « *Ce n'est qu'en s'engageant dans la seconde guerre mondiale, en 1941, que les USA sortiront réellement de la crise.* »²⁸ Aujourd'hui les économistes déclarent qu'aux USA « *la croissance doit être d'au moins 3,5% pour*

28 M. Brossier, « Histoire Economique », *Le Monde*, 09.10.01.

qu'elle commence à avoir un impact véritable sur le nombre de chômeurs »²⁹. Or sur les trois années 2000-2003 la croissance du PNB US a été de l'ordre de 1,6%, et 3 millions d'emplois ont été perdus dans le secteur industriel. Quant à elle, « l'industrie française a perdu 1,5 millions d'emplois en 25 ans. »³⁰ Cette tendance n'affecte pas seulement les pays centraux. Même en Chine, pays qui a accueilli tant d'industries délocalisées et connu officiellement les plus forts taux de croissance mondiaux, de 8 à 10% par an, « les emplois industriels commencent à régresser (ils ont chuté de 98 millions en 1999 à 83 millions en 2002). »³¹

Nous examinerons dans le dernier chapitre les conclusions qu'on peut tirer pour le proche avenir quant à la signification de cette limitation des effets de la mondialisation pour le capital. Mais auparavant, et pour le faire, il nous faut la saisir dans toutes ses dimensions. Le capital ne rencontre pas seulement une limite « économique », trop de machines relativement à trop peu d'ouvriers générant une baisse fatale du taux de profit et même de leur masse. Il rencontre aussi une limite politique et sociale. Ce n'est pas seulement que le capital s'accumule de plus en plus difficilement. C'est parce que sa reproduction est à la base de celle de la société capitaliste, que cette dernière entre en décrépitude. Sa reproduction, c'est à dire celle de tous ses rapports sociaux, est elle aussi de plus en plus difficile. D'où la crise politique, la tendance au totalitarisme, aux guerres impérialistes et aux guerres civiles, qui la caractérise aujourd'hui.

29 *Le Monde*, 21.10.03. Le PIB, ou PNB pour les USA, est une mesure peu fiable des richesses réellement produites. Il compte plusieurs fois la même chose (par exemple à la fois la production des machines et leur amortissement), ou des services qui ne produisent rien (comme la publicité ou la banque). Mais on ne peut en discuter ici.

30 *Alternatives Economiques*, n° 220, décembre 2003.

31 *Le Monde de l'Economie*, 09.12.03.

Chapitre V.

CRISE D'UNE SOCIÉTÉ

Toutes les erreurs des économistes officiels se résument à celle-ci : ils imaginent pouvoir isoler « l'économie » en tant qu'elle serait un domaine indépendant qui aurait ses « lois » propres, celui des rapports entre les choses et leurs quantités, argent, marchandises, profits, offre, demande, investissements, crédits, bulles, etc., à côté duquel il y aurait celui de « la nature humaine » interférant en bien (esprit d'entreprise, goût de l'effort et de l'épargne) ou en mal (spéculation, aveuglement, paresse, démagogie) avec ces lois. Mais dans la réalité il ne s'agit pas de rapports entre les choses, que les hommes pourraient gérer plus harmonieusement pour leur plus grand bonheur s'ils écoutaient les professeurs. Il s'agit de rapports entre les hommes qui déterminent ces rapports entre les choses qui les dominent. Et qui les dominent parce qu'ils n'ont pas la propriété, la maîtrise, des conditions de la production de ces choses, et, plus généralement, de leur vie.

Le capital n'est pas une chose mais un rapport social d'appropriation et de domination. Le fait est que la bourgeoisie, qu'elle le sache ou non, n'agit que pour reproduire ce rapport, et, chaque fois qu'il est menacé, use de la plus extrême violence pour le renforcer. La reproduction du capital n'est pas seulement celle des rapports d'appropriation et de domination dans la production, mais dans toutes les sphères de la vie sociale, économique, politique, idéologique, etc. La valorisation du capital est à la fois le produit et l'objet de tous ces rapports sociaux, la condition de la reproduction de l'ensemble de ces rapports sociaux qui sont la société. Que le capital ne se valorise plus, ou mal, et c'est la société qui se disloque davantage, ce sont le chômage, la misère, les guerres, l'asservissement étatique et le totalitarisme bourgeois qui s'accroissent. « ... *Il y a toujours comme ultime résultat du procès de production sociale l'apparition de la société elle-même, c'est à dire de l'homme lui-même dans ses relations sociales.* »¹

Quelle société, c'est à dire quels rapports sociaux, produisent la crise, voilà ce que nous venons de voir. Laquelle, lesquels sont produits

1 K. Marx, *Gr.*, II, p. 200, ES.

par elle ? Voilà ce qui est en jeu sous nos yeux aujourd'hui. Puisque ce sont les rapports de l'appropriation privée qui sont menacés par le blocage de la valorisation du capital, il est évident que la crise, qui est le moment de leur relance, est aussi celui du renforcement des rapports de domination qui en découlent et qui aussi les garantissent et les fortifient. Pour relancer la croissance (du capital), pour reconstruire l'unité des différents moments du procès de valorisation, la bourgeoisie n'a que la solution de fermer des usines, dévaloriser massivement capital financier et monnaies, baisser les salaires, accroître le taux d'exploitation des travailleurs et, si l'on peut dire, celui de la nature aussi, bref d'accroître les destructions matérielles et humaines. Chacun sait qu'elle développe ainsi en même temps la déliquescence de la société, toutes sortes de dysfonctionnements catastrophiques auxquels elle ne peut répondre que par le renforcement de l'Etat et du totalitarisme bourgeois, au nom de la défense de « la société », de son « intérêt général », de sa reproduction.

Mais la crise renforce aussi de cette façon le caractère insoutenable de ces antagonismes et catastrophes. Elle les fait aujourd'hui apparaître comme d'autant plus scandaleux que jamais la société n'a produit autant de richesses, en quantités aussi variées, et avec autant de machines perfectionnées pouvant permettre de libérer les hommes du travail abrutissant. En 2000, à l'aube du 21^{ème} siècle, « *la planète est 40 fois plus riche qu'en 1900, et 4 fois plus qu'en 1980* »². Mais jamais aussi les inégalités n'ont été aussi développées. « *L'écart des revenus entre les 5% les plus riches et les 5% les plus pauvres qui était de 1 à 30 en 1960 était de 1 à 74 en 1999.* »³ Marx avait déjà observé que « *le stade suprême de développement de la puissance productive ainsi que le plus grand accroissement de richesse jamais connu coïncideront donc avec la dépréciation du capital, la dégradation du travailleur et l'épuisement systématique de ses capacités vitales. Ces contradictions conduisent à des explosions, des cataclysmes, des crises...* »⁴

L'aggravation de ces antagonismes scandaleux est cependant inégale dans le monde. Ce qui rend assez complexes les luttes qu'ils suscitent. La mondialisation libérale transforme les rapports sociaux en un sens qui non seulement accroît la masse du prolétariat mondial, son exploitation, et donc les antagonismes de classe, mais aussi les écarts entre les

2 Attac, *Enquête au cœur des multinationales*, Paris, Mille et Une nuits, p.14.

3 P. Demunter, *Comprendre la société*, Bruxelles-Paris, Contradictions, 2002, p.40.

4 Gr., II, p.238.

pays impérialistes du Centre et ceux de la Périphérie, ce qui développe des luttes à caractère plus ou moins national anti-impérialiste.

Rappelons tout d'abord l'importance de ces écarts Centre-Périphérie. Il ne s'agit pas de deux blocs homogènes, mais d'une présentation simplifiée de cette troisième et ultime phase historique de la mondialisation capitaliste dont la première conséquence est l'organisation d'une division internationale du travail hiérarchisée entre pays détenant une puissance financière, industrielle, scientifique et militaire dominante (en gros USA, Europe, Russie, Japon), et ceux qui leur sont plus ou moins subordonnés sur l'ensemble de ces plans (la Chine postulant à, peut-être, rejoindre le peloton de tête d'ici une vingtaine d'années). C'est une division du travail qui concentre de plus en plus la propriété, la maîtrise, des fonctions de domination dans les pays du Centre : Banques et Bourses, sciences et technologies, quartiers généraux des multinationales et des militaires. A la Périphérie les usines d'assemblage, de productions de biens de consommation courante et de masse, de matières premières agricoles et minières, voire, pour de nombreux pays, rien du tout. Cette division induit un énorme transfert de richesses du « Sud » vers le « Nord ». Rien qu'en termes de flux financiers, sans parler donc des transferts de marchandises et de matières premières, le solde engrangé par le Nord est passé de 441.731 millions de dollars pour les cinq années 1972-1976 à 1.364.405 millions de dollars pour les seules quatre années 1992-1995⁵.

Un autre résultat accablant de cette nouvelle division mondiale du travail a été la prolétarianisation rapide des masses rurales des pays du Sud, qui sont venues s'entasser par millions dans les bidonvilles d'immenses mégapoles, telles Shangaï, Canton, Mexico, Sao Paulo, Buenos Aires, Bombay, Delhi, et des dizaines d'autres. Immenses concentrations de travailleurs précaires, plus souvent chômeurs que misérablement payés, survivant d'expédients, du travail des enfants, de la prostitution, etc. *« Cette population urbaine déstabilisée est passée en cinquante ans de moins d'un quart de milliards de personnes à plus d'un milliard et demi, soit un taux de croissance qui dépasse tous ceux qui caractérisent l'expansion*

5 Voir T. Thomas, *Les Mondialisations*, op. cit., p. 78. Comme indiqué § 3.2 ci-dessus, le service de la dette publique représente l'essentiel de ces flux financiers. Il a crû de 796% sur la période 1972-1995, pour arriver à ce résultat qu'« entre 1980 et 2000, les pays de la périphérie ont remboursé plus de six fois ce qu'ils devaient en 1980 pour se trouver finalement quatre fois plus endettés ».

économique, la croissance démographique ou encore le phénomène d'urbanisation lui-même. »⁶

Non seulement la mondialisation libérale a développé la précarité et le chômage dans les pays dits en développement, y compris dans ceux qui ont les plus forts taux de croissance comme la Chine nouvellement convertie au capitalisme libéral, mais les pays les plus riches du Centre ont vu également ces mêmes tendances à la paupérisation se développer chez eux. Partout, à des degrés divers, la mondialisation a induit une sorte de course vers le bas en matière de conditions de travail et de vie. Et « *dans cette course vers le bas, c'est la Chine qui définit le niveau d'étiage* »⁷, jusqu'à ce qu'un autre pays lui succède.

Pour autant, et contrairement à ce que les apologistes du capital veulent faire croire, ce n'est pas la Chine, ni la mondialisation en général et la concurrence des PED, qui sont la cause du chômage et de la misère croissants dans les masses populaires des pays du Centre. En effet, ces nouveaux pays industrialisés exportent des produits à faible valeur ajoutée, alors qu'ils importent des produits sophistiqués beaucoup plus riches en travail (par exemple des chaussures et des textiles contre des Airbus et des technologies). De plus leur part dans le commerce mondial est encore minime. Le commerce Nord-Nord s'est beaucoup plus développé que le commerce Sud-Nord ou Sud-Sud. La mondialisation a augmenté la productivité générale et stimulé la production, mais cela a surtout profité à la croissance (ou au freinage de la décroissance) dans les pays du Nord. Nous avons d'ailleurs rappelé ci-dessus combien, en considérant les seuls flux financiers, le Sud était vidé de ses richesses au profit des pays du Nord encore beaucoup plus qu'à l'époque coloniale. « *Après avoir été en vogue, l'explication du chômage des pays développés par la concurrence exercée par les pays à bas salaires a été délaissée. Les importations en provenance des pays à bas salaires sont encore bien trop peu importantes au regard de la rapidité avec laquelle déclinent les besoins en travailleurs non qualifiés. Ainsi la piste « mondialisation » a été abandonnée au*

6 Samir Amin, cité dans *A Contre Courant*, n°152, février-mars 2004. En Chine, « *La « population flottante » (journaliers ruraux dépossédés, venus en ville pour trouver du travail) aujourd'hui de 100 à 150 millions, croît chaque année de 5% environ et représente la plus grande migration de l'histoire de l'humanité* ». (O. Schell, Université de Berkeley, in *Le Monde*, 18.11.03).

7 *Problèmes Economiques*, n° 2819, 30.07.03, p.20.

milieu des années quatre-vingt-dix. »⁸ Pas abandonnée par tous, beaucoup préfèrent encore ce bouc émissaire qui leur permet d'éviter de mettre en cause le capitalisme lui-même. En l'occurrence les augmentations de productivité qui finissent par être pour lui une catastrophe, parce que c'en est finalement une pour lui que de diminuer les quantités de travail vivant.

C'est cette contradiction du capital – ce fait que la plus-value dont il vit est tirée du travail vivant qu'il ne cesse de diminuer par les gains de productivité, et finalement plus que l'élargissement de la production qu'ils permettent aussi – qui est la cause fondamentale de la crise de surproduction, au delà de multiples et diverses causes conjoncturelles qui font éclater cette crise à tel ou tel moment et sous telle ou telle forme immédiate. Et cette productivité élevée l'est aujourd'hui aussi bien dans « l'atelier du monde » chinois que partout ailleurs où le capital se déploie. L'intégration de la Chine dans la division internationale du travail capitaliste chasse chaque année 50 à 80 millions de paysans vers les villes, à la recherche de quoi subsister⁹, alors que s'y entassent déjà « 270 millions de chômeurs ou de personnes n'occupant pas un emploi à plein temps »¹⁰, et que sur les 800 millions de paysans encore « oubliés » par l'expansion du capitalisme en Chine, 500 à 700 millions doivent disparaître dans le proche avenir.

La concurrence sur le marché des bas salaires est en réalité beaucoup plus entre les PED eux-mêmes, qu'entre eux et les pays développés qui ont une beaucoup plus grande proportion d'emplois qualifiés. Ainsi au Mexique, « les salaires du secteur manufacturier ont enregistré une diminution de 20% pendant les années 90. Le Bureau International du Travail estime que les ouvriers des usines de confection (secteur où la concurrence chinoise est la plus aiguë) ont perdu 28% de leur pouvoir d'achat entre 1994 et 1999. »¹¹ Mais si « la concurrence entre pays à forte intensité de main d'œuvre se joue aujourd'hui entre les pays du Tiers Monde »¹², cette intensité n'y est pas, et de loin, ce qu'elle était dans l'Europe des 19 et 20^{ème} siècles. Productivité oblige !

Si, comme nous l'avons dit la mondialisation libérale a fortement contribué à permettre que, pendant une trentaine d'années, les pays déve-

8 INSEE, *Economie et Statistiques*, n° 363 à 365, cité in *Problèmes Economiques*, n° 2.839, 14.01.04. « Au total c'est en fait 0,5% des emplois américains qui sont détruits chaque année par le commerce international » *Le Monde*, 18.03.04.

9 *Problèmes Economiques*, n° 2819, 30.07.03, p. 25.

10 O. Schell, (université de Berkeley), in *Le Monde*, 18.11.03.

11 *Problèmes Economiques*, n° 2819, p.24.

12 *Ibidem*, p. 21.

loppés aient eu une certaine croissance plutôt qu'une crise plus violente, cette accumulation de capital est restée molle et non créatrice d'emplois. Toujours la productivité ! Au contraire le chômage tend à augmenter systématiquement, et d'autant plus que la mondialisation commence à toucher les limites que nous avons indiquées ci dessus (cf. §4.2).

Aux USA « le taux de chômage officiel atteint 6% dans la période 2001-2003....le taux réel peut être estimé à 11% »¹³. En France, il y a « 4 millions d'inscrits à l'ANPE, 1 million de RMistes, 4 millions de salariés précaires. »¹⁴ Et c'est ainsi dans tous les pays les plus riches. Ceci bien qu'ils puissent, du fait de la hiérarchisation de la division mondiale du travail qui concentre les fonctions supérieures, de propriété et de direction, dans les pays du Centre, y créer de nombreux emplois dans les activités dites « tertiaires » ou « de service ». Sont regroupés sous ce terme aussi bien des emplois dans les secteurs financiers, de gestion, juridique, commercial, que tous les « petits boulots » (restauration, entretien, ménages, loisirs, voyages, etc.) au service des couches aisées qui y résident nombreuses du fait de cette hiérarchie.

D'une façon générale ce qui est très caractéristique de la pression qu'exerce la bourgeoisie sur le prolétariat dans le cadre de la crise est le développement de ces « petits boulots », de la flexibilité et de la précarité qui fragilisent la situation du prolétaire face au patron. En France « 75% des embauches sont des emplois précaires »¹⁵. On y observe aussi un fort développement du temps partiel, 12, 20, 25 heures par semaine. De sorte que les statistiques y montrent un accroissement de la pauvreté, y compris chez ceux qui ont un travail : les « working poors », des salariés pauvres. En France, il y avait déjà en 2001 3,6 millions de personnes pauvres au sens de l'Institut National des Statistiques¹⁶. En 2001 3,4 millions de salarié(e)s recevaient un salaire inférieur au salaire dit pourtant officiellement minimum (le SMIC)¹⁷, soit 16,6% des salarié(e)s contre 11,4% en 1983. Les très bas salaires, moins de 73% du SMIC, passaient de 5% à 9% sur

13 *Echanges*, n° 107, p.4. Chiffre officiel « peu fiable car, calculé sur la base de sondages, il élimine systématiquement le travailleur à temps partiel, même n'ayant travaillé qu'une heure dans la semaine,..... »

14 *Le Monde*, 17.06.03.

15 *La Tribune*, 02.02.04.

16 L'INSEE dit pauvre celui qui a moins de 50% du revenu médian (revenu=salaire+allocations-impôts). Soit 602 euros par mois en 2001 pour une personne seule et 903 euros pour un couple. Si on définit le seuil de pauvreté à 60% du revenu médian, les pauvres étaient 7,1 millions en 2001 (*Les Echos*, 10.04.04).

17 Chiffres tirés de l'étude publiée dans *Problèmes Economiques*, n° 2833, 26.11.03. 80% de ces salariés pauvres étaient des femmes !

la même période. Aux USA, sur les 35 millions qui vivent au dessous du seuil officiel de pauvreté, 7 millions sont des « working poors ». En même temps que la bourgeoisie exerce une énorme pression à la baisse sur les salaires, elle diminue les « charges » prélevées sur la plus-value (impôts et cotisations sociales), augmentant d'autant la part de ce surtravail qui revient directement au capital, diminuant d'autant le salaire « indirect ».

Ainsi partout « l'armée de réserve » grossit, et ainsi l'exploitation du prolétariat est rendue plus facile. Comme l'observait Marx « *plus cette armée de réserve grossit... plus grossit la surpopulation consolidée, excédent de population dont la misère est inversement proportionnelle aux tourments de son travail. Plus s'accroît enfin cette couche de Lazare de la classe salariée, plus s'accroît aussi le paupérisme officiel. Voilà la loi absolue, générale, de l'accumulation capitaliste... Plus le travail gagne en ressources et en puissance, ... plus la condition d'existence du salarié, la vente de sa force, devient précaire... C'est cette loi qui établit une corrélation fatale entre l'accumulation du capital et l'accumulation de la misère...* »¹⁸ Cette réflexion de Marx est remarquable d'actualité. Bien des économistes en font aujourd'hui le constat même s'il le minimise, mais ils n'en voient absolument pas l'explication là où elle se trouve, dans les rapports sociaux d'appropriation privée (privé séparé du social, division du pouvoir, du travail et de la richesse entre bourgeoisie et prolétariat, etc.).

Ainsi si la mondialisation libérale a permis une extension considérable de l'aire de valorisation du capital, si elle lui a fourni une main d'œuvre nouvelle surabondante et extraordinairement bon marché, elle a aussi produit ce que toute expansion du capital produit : des antagonismes accrus entre le pôle de la propriété des conditions de la production et de la richesse, et celui « *de la classe qui produit le capital même* ». Même les bureaucrates replets de l'ONU chargés du développement (PNUD), reconnaissent dans leur rapport annuel 2003 que la dernière décennie a été « *désespérante* »¹⁹.

Dans les pays du Centre les prolétaires étaient plus ou moins anesthésiés par les méthodes que le capital pouvait employer pour abaisser les

18 *Le Capital*, I, 3, p. 87-88, ES.

19 *Le Monde*, 09.07.03. Avec cette anecdote significative : l'Europe subventionne chaque vache à 913 dollars, le Japon à 2.700 dollars, contre respectivement 8 et 1,47 dollars d'aide par habitant à l'Afrique subsaharienne. Il n'y a pas qu'en Inde où les vaches sont sacrées !

salaires sans le dire. La méthode la plus invisible était évidemment celle dite du « compromis fordiste » que nous avons déjà évoqué. A savoir que les forts gains de productivité étaient en partie affectés à augmenter la part du travail payé dans la valeur du produit, tout en augmentant encore plus celle du travail non payé. Le pouvoir d'achat du salaire pouvait augmenter par le moyen de la baisse des prix bien que la part de la production lui revenant baissait. Dans ce cas, il n'y a qu'une paupérisation relative. Néanmoins le capital a été obligé, notamment dans le cadre de la grande crise des années 30, de rechercher une baisse supplémentaire des salaires. C'est Keynes qui théorisa la systématisation de la vieille pratique de la dévaluation monétaire. Elle a l'avantage d'abaisser le salaire réel sans le faire du salaire nominal, visible sur la feuille de paie. Il argumentait docement qu' « *un accroissement de l'emploi ne peut en général se produire sans être accompagné d'une diminution des salaires réels* », et que pour cela l'inflation monétaire est un instrument subtil car elle plonge les salariés dans « *l'illusion monétaire* ». « *Alors que la main d'œuvre résiste ordinairement à la baisse des salaires nominaux, il n'est pas dans ses habitudes de réduire son travail à chaque hausse du prix des biens de consommation ouvrière.* »²⁰

Mais ainsi Keynes ne préconisait pas seulement de pressurer davantage l'ouvrier, mais aussi « d'euthanasier le rentier », le prêteur étant évidemment ruiné par un remboursement en monnaie de singe. Cela partait du sentiment toujours partagé aujourd'hui que le « bon » capital est celui qui est engagé dans la production, qui organise la production de plus-value. Tandis que le « mauvais » est le capital financier qui se contente de toucher l'intérêt, diminue ainsi la part de profit qui va au « bon » et le stimule. Evidemment il est stupide de vouloir séparer ainsi deux moments de l'existence du capital, sa forme argent et sa forme moyens de production. Il est impossible de prétendre ruiner l'une pour avantager l'autre. Et ce d'autant plus à l'époque du capitalisme moderne où le crédit joue un rôle essentiel dans l'accumulation du capital (sociétés par actions, emprunts obligataires, crédit à la consommation, etc.). Vouloir euthanasier les créanciers, c'est-à-dire ruiner le capital financier, serait plonger immédiatement le capitalisme dans une crise encore plus grave que celle qu'on voudrait ce faisant éviter. C'est bien pourquoi, comme nous l'avons vu, les Etats s'empressent de prendre à charge la valorisation de ce capi-

20 J.M. Keynes, *Théorie Générale de l'emploi, de l'Intérêt et de la Monnaie*, Livre I, chapitre 2. La hausse des prix des marchandises par l'inflation monétaire est d'autant plus bénéfique pour les profits que leur coût de production baisse avec la productivité.

tal. Cependant ils accroissent tellement la dette publique et l'émission de liquidités pour le faire, qu'ils finiront par déclencher cette inflation monétaire quand même, ce qui dévalorisera la masse financière. Ce résultat n'est que retardé et socialisé par le gonflement de la dette publique.

En fait, comme nous l'avons vu (cf. chapitre 3), le gonflement de la dette publique est non seulement un expédient financier au secours du capital, mais un « argument » pour « prouver » la nécessité de réduire les dépenses sociales de l'Etat. Il faut à la fois les réduire du fait de cette dette, et en même temps baisser les « charges » des entreprises du fait de la concurrence exacerbée par la mondialisation. De tous côtés le capital en arrive aujourd'hui à devoir pratiquer ouvertement une baisse directe, visible et féroce des salaires et des conditions de travail. Pour se valoriser il doit cumuler les méthodes « douces » de la plus-value relative et de l'inflation, avec les méthodes dures de l'augmentation de la plus-value sous sa forme absolue. Il doit augmenter la misère, la paupérisation absolue et non plus seulement relative de couches populaires de plus en plus nombreuses.

Voilà donc deux conclusions que nous pouvons tirer à ce stade de l'analyse de la crise :

1°) Ce n'est pas la mondialisation libérale qui est la cause de la crise. Au contraire, elle l'a retardée en permettant une transformation mondiale des rapports sociaux qui a fourni une bouffée d'oxygène (de plus-value) au capital. Mais l'expansion de l'accumulation capitaliste aggrave toujours en même temps les facteurs de crise et les antagonismes. D'où la nouvelle limite qu'elle atteint à l'aube du 21^{ème} siècle.

2°) Cette limite ne laisse plus au capital que la solution d'accentuer l'exploitation du prolétariat par les moyens les plus ouvertement brutaux, qui ne peuvent que le précipiter dans une misère plus grande, absolument et non plus seulement relativement comme c'était encore le cas dans les décennies des « Trente Glorieuses ». La crise n'est pas en elle-même l'écroulement du capital. Elle est au contraire le moment où il lutte pour réunir les conditions lui permettant de reprendre le cours de son accumulation. Ces conditions n'étant rien d'autre que d'accroître ouvertement et brutalement l'exploitation du prolétariat, la misère sociale et la dégradation de la planète, cette lutte n'est rien d'autre qu'une lutte de classe, et se déroule aujourd'hui à l'échelle du capital mondialisé. Les extrêmes difficultés que le capital rencontre au stade de développement, de niveau de productivité sociale, qu'il a atteint, indiquent l'extrême violence qu'il va devoir utiliser pour relancer le procès de valorisation et d'accumulation

qui est sa vie, l'ampleur des destructions de la nature et des hommes, des richesses matérielles et des richesses financières, qu'il doit parvenir à effectuer pour y réussir. La bourgeoisie va, de toute évidence, devoir intensifier sa lutte contre le prolétariat, la porter à un niveau d'exigences et de violences supérieur, et exercer sur lui une domination totalitaire. Intensification qui, quoi que déjà bien visible, n'en est encore qu'à ses tous débuts. Ce qui obligera le prolétariat, tôt ou tard, à élever lui-même le niveau de sa riposte.

Il est évident en effet que la dictature bourgeoise quitte rapidement les dernières formes démocratiques qui la masquent quelque peu encore dans un petit nombre de pays riches où elle a encore les moyens d'organiser certaines alliances de classe. Elle devient de plus en plus ouverte. Pas seulement avec le renforcement permanent de mesures sécuritaires, l'évanescence de formes électorales vidées de toute représentativité et de tout contenu, purs spectacles sans objet, mais par le développement dans le même temps d'un appareil d'Etat tentaculaire, bureaucratique et omnipotent. Non seulement la plupart des organes exerçant son pouvoir sont non élus, mais il est totalitaire au sens où ils décident de tout, s'appliquant méticuleusement à ne laisser aucun espace de libre développement aux individus du peuple, pas même les loisirs que des spécialistes appointés s'acharnent à faire le moment d'un décervèlement absolu parce que consenti. Son activité croissante pour le capital, qu'il aide et subventionne de toutes sortes de façon, se double de son activité croissante contre le peuple, qu'il écrase sévèrement, idéologiquement sous la botte de journalistes et de médias stipendiés, comme physiquement sous celle d'une police omniprésente, d'une justice dont même l'indépendance formelle est supprimée, bien qu'elle fût déjà au service de l'ordre existant, ne remplissant pas les prisons des financiers véreux, des politiciens corrompus, mais des gens du bas peuple.

Par ailleurs, la division du travail de la mondialisation libérale a rendu totalement interdépendants et complémentaires les activités productives des différents pays, en même temps que l'extrême puissance productive des multinationales exige un marché de taille planétaire. La libre circulation des capitaux et des marchandises, le libre accès des maîtres du monde aux ressources minières essentielles sont une nécessité pour les multinationales. Il en résulte bien évidemment la nécessité d'un ordre mondial ouvert, d'un marché unique sans frontière (si ce n'est à l'entrée des métropoles impérialistes) qui ne soit pas troublé par des velléités nationalistes, et encore moins par les révoltes populaires qui se développent

évidemment particulièrement dans les pays dominés. Les interventions militaires pour maintenir ces pays et ces peuples dans l'ordre hiérarchisé convenant aux multinationales se multiplient donc. Elles massacrent beaucoup de civils et leurs responsables mériteraient amplement l'appellation de terroristes dont ils affublent ceux qui leur résistent. Bien que la crise exacerbe les rivalités entre les puissances impérialistes, elles coopèrent généralement pour imposer cet ordre mondial, où alors elles se battent par cliques locales interposées dont elles attisent les querelles, puis arment, financent et manipulent (l'ex Yougoslavie, l'Afghanistan, et de nombreux pays d'Afrique ont offerts des exemples récents et particulièrement sanglants de ces guerres néo-impérialistes).

Du côté du prolétariat sa puissance est à construire, en totalité, c'est à dire dans tous les domaines. La bourgeoisie l'y obligera. L'actuelle et féroce offensive bourgeoise est le sûr terreau de la lutte révolutionnaire. La bourgeoisie n'a plus guère de miettes à distribuer pour obtenir des compromis avec les dirigeants syndicaux et acheter la paix sociale. Même les couches populaires petites bourgeoises commencent à être gravement touchées par le chômage et la paupérisation. De sorte que les alliances de classes qui fondaient la forme dite démocratique de la dictature bourgeoise s'effritent, s'effondrent. Toutes les bases matérielles du vieux, puissant et sournois ennemi du prolétariat, le réformisme, disparaissent petit à petit. Il n'en reste que les bases idéologiques fondées sur les divers fétichismes (de la marchandise, du capital, de l'Etat, de la Nation) qu'induisent les séparations de la propriété privée dans la tête de l'individu privé. Pour n'en citer qu'un qui s'exacerbe particulièrement en temps de crise, mentionnons le nationalisme. Son terreau est que le capital « *accoutume le travailleur à voir sa seule chance de salut dans l'enrichissement de son maître* »²¹, celui de « son » capital, ou plus généralement de « son » capital national, incarné par sa Nation.

La crise oblige les prolétaires et opprimés du monde entier à lutter contre la bourgeoisie et l'impérialisme. Mais elle ne les réunit pas automatiquement et spontanément en une force unique et unie, seule apte à les construire comme puissance pouvant s'approprier les conditions de la production de leur vie. Tous ces fétichismes sont des obstacles à franchir pour déterminer une lutte efficace, se fixant un but rationnel. Et s'il y a

21 K. Marx, *Le Capital*, I, 3, p.60, ES. Fétichisme de l'Etat comme puissance de tous et pouvant représenter l'intérêt général, de la Nation comme communauté, de l'argent comme produisant de l'argent, du capital comme produisant la coopération, la technique, la productivité, et d'autres facteurs de la richesse, etc.

homogénéisation du prolétariat mondial en tant qu'il est soumis au même capital, subordonné aux mêmes lois qui déterminent sa valorisation ou son blocage, l'emploi ou le chômage, il y a hétérogénéisation en tant que ce n'est pas dans les mêmes conditions suivant les pays, notamment entre ceux du Sud dominés et ceux du Nord dominant, ou suivant les statuts (sans papier, chômeur, précaire, fonctionnaire) etc.

Ce n'est pas le lieu ici de discuter de l'ensemble des voies et moyens pour réaliser l'union internationaliste et combattante des prolétaires. Mais si une analyse de la crise a une quelconque utilité, ce n'est qu'en tant qu'elle peut y contribuer. Et elle peut y contribuer si elle montre ses racines, c'est à dire ce qu'il faut éliminer, éradiquer au sens propre si on veut réellement « en sortir ». Pour s'unir il faut se délimiter, disait justement Lénine, (ce qui est, soit dit en passant, tout l'art du révolutionnaire car il ne faut ni s'isoler dans le sectarisme et le « solo funèbre », ni tomber dans l'opportunisme mou qui affadit et désarme). Sur le sujet de la crise la délimitation est dans la détermination de ses causes fondamentales. Ce ne sont pas les faits qui sont discutables. Tous les économistes sont d'accord sur des faits tels que les bulles extravagantes et « irrationnelles » du capital financier, les augmentations de la productivité et du chômage, les désastres écologiques, la faiblesse de la croissance, etc. Mais ce qu'en général les uns et les autres refusent de voir et de dire, c'est d'une part que la crise est inhérente au capitalisme, et d'autre part que le niveau mondial d'expansion, de productivité et d'accumulation qu'il a atteint constitue une limite qu'il ne peut repousser que de plus en plus difficilement, et au prix de destructions massives.

C'est une distinction essentielle. Elle permet de séparer ceux qui proposent de sauver le capitalisme de ceux qui affirment que l'analyse de la crise montre non seulement qu'il faut l'éliminer, mais que les conditions matérielles, objectives, pour le faire sont vraiment réunies. Si la crise n'est due qu'à des spéculations, des erreurs, une démission des Etats devant les errances du capital financier, ou toute autre raison conjoncturelle comme le disent encore les réformistes de la gauche, alors une autre politique est possible, « 100% à gauche » cette fois-ci, pour développer les « bons » côtés du capitalisme : esprit d'entreprise, démocratie, et redistribution équitable sous la sage direction d'un « bon » Etat bien gouverné. Vu les œuvres catastrophiques de la gauche depuis si longtemps, les immenses services qu'elle n'a cessés de rendre au capital, et vu que le capital n'a même plus de miettes à distribuer pour alimenter le réfor-

misme, proposer d'être « 100% à gauche » est proposer aux prolétaires d'être 100% écrasés.

Mais si, comme il est argumenté dans cet ouvrage, la crise est non seulement inhérente au capital, inéluctable, mais, à ce stade historique du développement capitaliste, permanente et structurelle, comme nous savons aussi que ce développement n'est que l'aboutissement logique des rapports capitalistes de propriété, alors il n'y a plus qu'à conclure que ce n'est que par l'élimination de ces rapports qu'il est possible « d'en sortir ». C'est évidemment cette conclusion qu'il nous faut maintenant développer dans le dernier chapitre.

Chapitre VI.

LA CRISE ACTUELLE ET LES RACINES DU FUTUR

Nous avons observé, dans le premier chapitre de cet ouvrage, que la possibilité de la crise est posée au plus profond du capital, dans le noyau originel et logique qui résume abstraitement les rapports entre les producteurs privés : l'échange marchand, tel que schématisé dans la formule M-A-M. Celle-ci indique que l'essence de cet échange est dans la séparation des actes d'achat et de vente, de production et de consommation, seulement réunis par la médiation de l'argent. La racine de cette séparation, d'où découleront en dernière instance toutes les séparations, contradictions, antagonismes qui forment la société capitaliste est dans la propriété privée des conditions de la production. Elle sépare les producteurs, pose les individus comme privés, devant travailler pour l'argent puisqu'il est ce qui leur permet d'obtenir les produits du travail des autres dont ils ont besoin. L'argent est la médiation par le biais de laquelle le travail privé se transforme en travail social, et par laquelle aussi le travail social permet le travail privé. Si la vente se fait, c'est que le travail privé est validé socialement. Et si l'achat est possible, c'est non seulement qu'on a pu vendre, mais aussi trouver par cet achat les conditions de son propre travail. Hors de la fluidité et de la permanence des échanges, c'est le blocage de la production. Mais chaque échange est donc un « saut périlleux », le moment possible d'une crise, puisque personne n'est sûr ni de pouvoir vendre ni de pouvoir acheter, de pouvoir échanger en quantité et en qualité voulues.

Chacun devant produire pour avoir de l'argent, cela conduit à l'accumulation de l'argent et à l'appropriation des conditions de la production par une classe particulière. C'est le développement du capital¹ suivant le schéma de sa reproduction simple A-M-A'. Dans la division du travail capitaliste, le procès de production est toujours fait d'une multitude d'échanges, de métamorphoses. Chaque capital-argent doit pouvoir se transformer en divers moyens de production, en matières premières, en force de travail, donc aussi en biens de subsistance, etc. Cela démultiplie

1 « C'est la séparation entre les conditions du travail d'un côté, et les producteurs de l'autre qui constitue le concept de capital. » K. Marx, *Le Capital*, III, 1, p.259, ES.

les « sauts périlleux » et les possibilités de crise. Ces crises se présentent toujours comme une interruption de ces échanges en un point quelconque de leur chaîne, des crises de disproportion : des marchandises ne pouvant être vendues, ou achetées, ou qu'on croit avoir vendues (à crédit) mais qui ne sont pas payées, ou qu'on a achetées sans pouvoir les utiliser, etc. Mais nous avons vu qu'avec le développement de l'accumulation capitaliste tout cela se résume – au delà de la forme concrète, de la cause immédiate, de l'apparition de telle ou telle crise – sous la forme d'une loi générale de l'accumulation capitaliste : le développement des forces productives est toujours plus important que celui de la consommation populaire. Ou, dit autrement, il y a, dans l'appropriation privée des richesses sociales sous toutes leurs formes, matérielles et intellectuelles, un accroissement permanent de l'écart entre le pôle du capital et le pôle du travail.

Cette loi générale induit une surproduction permanente de capital. Initialement localisée dans telle ou telle branche aux premiers temps du capitalisme, elle se résolvait alors par des crises limitées assez vite suivies de reprises. Mais elle devient, au fur et à mesure de l'accumulation, de cycle en cycle, surproduction généralisée. Elle est crise générale et mondiale dès la grande crise déclenchée en 1929 qui n'a pu se résoudre que par la deuxième guerre mondiale. Nous savons que surproduction générale de capital veut seulement dire : trop de capital, sous toutes ses formes (argent, marchandises, machines, etc.) relativement à ses possibilités de valorisation. Il s'agit simplement du fait, comme cela a été exposé précédemment, que toute la plus-value PI ne peut pas, à un moment donné, se convertir en capital additionnel dC . C'est une caractéristique de la crise actuelle, qui confirme brillamment ce que Marx avait prévu à travers son concept de la « surproduction absolue ». On peut en effet aujourd'hui lire fréquemment dans les journaux des observations telle que celle-ci : *« les experts s'accordent à penser qu'en Europe cette filière (les télécommunications) va générer une somme considérable proche de 140 milliards d'euros de « free cash flow » (de liquidités disponibles, n.d.a.) ... Or quel usage va être fait de ce trésor considérable ? ... Environ la moitié va passer à éponger les dettes passées. Mais que va devenir l'autre moitié ? ... Loin d'être utilisée à des projets d'investissements ... cette somme va servir ... pour des consolidations artificielles, des mariages qui vont sûrement alimenter la spéculation, mais qui sur le plan industriel n'ont pas une forte rationalité. »*² C'est une constante que le manque de rentabilité,

2 Le Monde, 24.02.04.

simplement en termes de profit pour le capital, des investissements dans la production le conduise à ne s'intéresser qu'aux manœuvres dans la sphère financière et à la recherche de positions monopolistes par le rachat ou la fusion avec des concurrents. « *La production stagne non pas quand la satisfaction des besoins l'impose, mais là où la production et la réalisation de profit commandent cette stagnation.* »³ Un journal financier écrivait que « *la machine bourgeoise tourne à l'envers* »⁴ en constatant que la Bourse versait plus d'argent aux actionnaires qu'elle ne leur en empruntait pour investir. Par exemple aux USA depuis 1985 « *sauf sur la brève période 1991-1994 la Bourse a retiré plus de capital qu'elle n'en a émis. A tel point qu'au cours de la seule année 2001 l'émission nette de capital boursier était de moins 330 milliards de dollars* ». Et l'éditorialiste de conclure : « *...l'abondance de liquidités versées aux actionnaires sous forme de dividendes ou de rachats d'actions témoigne de l'absence de projets de croissance – externe ou organique – de la part des industriels.* » Ce stockage de la plus-value sous la forme fixe de capital-argent grossit d'autant plus la sphère financière que les agents directeurs du capital, les Etats, ne trouvent rien de mieux à faire pour relancer le procès de valorisation que d'ouvrir grandes les vannes du crédit. Ce qui démultiplie ce capital-argent, capital fictif mais qui accroît néanmoins la surproduction de capital, la masse de valeurs prétendant à une part de la plus-value sociale.

Comme toute crise, la crise actuelle marque un blocage du procès de valorisation, donc une limite des effets de ces « influences contraires ». Pour le relancer il faut rééquilibrer le rapport entre la masse du capital et celle des profits. La crise est le moment où la surproduction amène la dévalorisation massive de capital financier fictif et la destruction des capitaux les moins productifs, ce qui a le double effet d'abaisser la masse de capital globale et de hausser le niveau de la productivité générale, donc d'augmenter la masse de plus-value, sous sa forme relative. Les hausses de la productivité sociale induisent en effet une baisse générale des prix. Elle a un triple avantage :

3 K. Marx, *Le Capital*, III, 1, p.271, ES. Sous consommation des masses, ou surproduction de capital, ou encore baisse du taux de profit par augmentation de la composition organique ne sont que des façons différentes dont s'exprime sous le capitalisme le même phénomène des progrès de la productivité sociale du travail, le développement de la puissance productive de la société (cf. aussi *Le Capital*, III, 1, p. 227). Il ne s'agit donc pas de causes différentes de la crise entre lesquelles Marx aurait hésité ainsi que le disent certains commentateurs hâtifs.

4 *Les Echos*, 16-17/04/04, Y. de Kerdriel, éditorialiste.

1°) Pour une même quantité de travail, une même valeur produite, la plus-value est plus grande puisque $Cc+Cv$ est plus petit.

2°) Les marchandises sont produites en plus grand nombre, mais la baisse des prix augmente le pouvoir d'achat des salaires et permet d'élargir la consommation, donc la réalisation de cette plus-value accrue.

3°) La baisse du prix d'éléments de Cc tels que les moyens de transport, ajoutée à la simplification du travail ouvrier qu'induit la mécanisation favorisent l'élargissement mondial des bases de la valorisation et de l'accumulation du capital.

Mais en même temps ces gains sont minés par la croissance d'effets contraires plus puissants, à plus long terme. Nous avons vu qu'ils mènent aux « rendements décroissants », en terme de profits, des gains de productivité, et au fort ralentissement des investissements en la matière, voire à leur arrêt pur et simple. Or le capital ne peut relancer son accumulation et sortir d'une crise qu'à travers l'augmentation inévitable du niveau général de sa productivité, et donc aussi par le moyen d'un élargissement de son aire de valorisation, de la masse d'individus qu'il peut salarier afin de compenser, et au delà, la réduction de cette masse qu'implique une productivité plus élevée. Ce qui fait la caractéristique de la crise actuelle, c'est que ces gains de productivité se heurtent à leur inefficacité relative en terme de profits, c'est à dire au phénomène des « rendements décroissants » et aux limites de la mondialisation, que nous avons exposés.

Le fond de l'affaire est la diminution du travail vivant productif qu'entraînent inévitablement les gains de productivité. D'abord elle n'est que relative à l'augmentation du travail mort (capital fixe notamment), la masse ouvrière employée croissant avec l'élargissement de la production et la mondialisation du mode de production capitaliste. Mais inexorablement la composition organique, le rapport entre le travail mort et la quantité de travail vivant que le capital paie augmente. Malgré leur caractère très approximatif, qui s'atténue cependant dès qu'il s'agit de mesurer des évolutions, les statistiques montrent clairement cette tendance historique. Par exemple l'étude du rapport du PIB au capital fixe indique qu'il décroît régulièrement, ce qui manifeste la part de plus en plus importante prise par le travail mort dans la valeur de la production (ce qui n'est évidemment pas une surprise). De 14,20 aux USA en 1820, ce rapport passe à 4,98 en 1870, 1,73 en 1929, 1,17 en 1992⁵. A l'inverse de cette augmen-

5 Etude citée in *Actuel Marx*, J.Johsua, « Le Grand Tournant », tableau 2.1, p.29. Il n'y a évidemment pas que le capital fixe qui augmente, mais avec lui tout le travail passé utilisé par la machinerie, énergie, matières premières ou semi finies. Plus les forces produc-

tation de la composition organique, il y a élévation constante de la richesse produite par heure de travail, ce qui manifeste l'augmentation du taux d'exploitation⁶. Et tous les pays industriels connaissent la même tendance. De sorte qu'il devient de plus en plus difficile au capital d'économiser du temps de travail, puisqu'il en emploie de moins en moins relativement à la richesse produite, aux moyens mécaniques utilisés. Il approche, mais sans jamais l'atteindre absolument, de façon asymptotique, d'une limite absolue. Son accumulation tend à stagner, mais à travers des mouvements hoquetants d'avancées et de reculs. Ce n'est pas l'immobilisme, mais au contraire une instabilité permanente de courtes rémissions suivies de longues rechutes sans que se dessine le moindre signe d'amélioration durable. Que les chantages du capital claironnent la voir enfin pour de bon à chaque rémission, ils ne font là que ce pour quoi ils sont payés, et ils lassent.

Non seulement la quantité de travail vivant qu'il peut employer productivement tend à stagner, voire même diminuer absolument (cf. ci-après), mais le taux d'exploitation (PI/C_v) qui pourrait compenser cette diminution ne peut non plus être augmenté indéfiniment. Il a une limite dans la résistance ouvrière. Et de plus les effets de son élévation sur la masse de plus-value produite diminue évidemment avec le nombre d'ouvriers sur lequel il porte. Enfin, cette diminution de la quantité de travail payé pose d'autant plus au capital l'éternelle limite de la sous-consommation qu'elle s'accélère en même temps que l'augmentation de la production induite par le perfectionnement des machines. Ainsi on voit que comme la quantité de travail vivant employé est à la fois la base fondamentale de la production de la plus-value comme de sa réalisation, sa diminution de plus en plus rapide par rapport à l'accumulation du capital conduit nécessairement à un moment où la masse même de cette plus-value ne peut plus être augmentée, ou que faiblement. Ce moment coïncide aussi avec l'impossibilité pour le capital d'abaisser plus encore les salaires, parce qu'il est déjà allé trouver les salaires les plus bas possibles dans tous les coins de la planète, et parce que la résistance des ouvriers augmente avec leur exploitation.

tives sont développées, et plus la moindre augmentation de la production augmente aussi la quantité de ce travail passé (qui est achetée par le capital constant) consommée. D'où de brutales augmentations des prix des matières premières et autres intrants qu'on constate lors des brusques, et brèves, flambées de croissance, comme par exemple en 2004 du fait de la demande chinoise.

6 *Ibidem*, tableau 2.2, p.33.

La crise actuelle manifeste concrètement avec éclat de multiples façons cette logique. On peut rappeler les principales, qui sont aussi les plus visibles, au point que tous les économistes les constatent eux-mêmes :

1°) La surproduction de capital gonfle d'immenses bulles financières (fuite devant l'investissement productif non rentable, « trappe à liquidité » organisée par les Etats et leurs dettes gigantesques) ;

2°) Le taux de croissance diminue régulièrement sur longue période malgré tous les efforts faits par les Etats pour socialiser, via les dettes publiques, la valorisation du capital. Par exemple en France, « *la croissance était en moyenne de 5,6% dans les années 60 et de 3,7% dans les années 70, et n'était plus que de 2,2% dans les années 80 et seulement 1,8% en moyenne dans les années 1990* »⁷. Ceci est vrai partout à l'exception, provisoire car conjoncturelle et fragile, de quelques pays comme la Chine.

3°) Bien qu'il n'y ait pas encore de croissance zéro, le chômage, le sous-emploi et la précarité augmentent partout. Y compris dans les pays riches qui, pourtant, ont énormément bénéficié du sursaut de croissance dû à la mondialisation libérale, et ont pu sur cette base créer de nombreux emplois de cadres, et dans les services pour ces cadres. En France, en 2003, le solde des créations et destructions d'emplois a été négatif de 67.000 postes⁸, et la quantité de travail a diminué encore bien plus si on tient compte du travail précaire, à temps partiel. La tendance est partout dans le monde à la diminution absolue du nombre d'emplois, et pas seulement à la hausse du chômage relativement à la croissance démographique.

4°) La croissance de la productivité baisse, surtout dans l'industrie. La mondialisation a certes permis une formidable baisse des salaires. Le capitaliste et ses porte-parole la nomment hausse de la productivité parce qu'ils appellent ainsi toute hausse des profits par rapport au capital avancé. Mais la mondialisation a permis cette hausse des profits par augmentation de la plus-value sous sa forme absolue, c'est à dire sans guère de machinerie plus perfectionnée ni emploi supplémentaires, sans investissements de productivité⁹, si ce n'est le coût des délocalisations. En guise de hausse de productivité on a aujourd'hui surtout des hausses des profits par

7 Source INSEE, *Le Monde*, 17.06.03.

8 Selon l'INSEE, citée dans *La Tribune*, 20.04.04.

9 « *L'Asie a obtenu des taux de croissance économique remarquables sans une augmentation équivalente de la productivité. Cette croissance a plus été le produit de la mobilisation des ressources (de la main d'œuvre bon marché, n.d.a.) que de l'efficacité, de la transpiration que de l'inspiration.* » Paul Krugman, cité dans *Problèmes Economiques*, n° 2846, 03.03.04.

baisse absolue des salaires (mondialisation, précarité, flexibilité), et par utilisation plus intensives de moyens de production existants (ils sont souvent utilisés à moins de 75% de leur capacité, autre signe de la surproduction de capital), et, bien sûr, par l'élimination des moins productifs (donc augmentation de la productivité moyenne), toujours forte dans les crises. Tout cela se fait évidemment sans investissement (si ce ne sont les rachats d'entreprises, mais ils ne produisent rien de plus, si ce n'est du chômage), sans emploi productif supplémentaire, sans croissance industrielle, ou fort peu. Certes la baisse générale des prix peut permettre d'augmenter la plus-value relative, mais nous avons vu que cette possibilité est très limitée quand la quantité de travail est déjà très basse, et continue à baisser très vite.

5°) Les prix des produits manufacturés ne cessent de baisser. Si on considère la gigantesque inflation monétaire qui s'est développée ces dernières années, une baisse, ou même seulement une stagnation, des prix nominaux recouvre un effondrement des prix « réels », c'est à dire des valeurs, de ces produits. Effondrement qui manifeste celui des quantités de travail qu'ils contiennent. De sorte que le taux d'exploitation (le rapport entre la part payée et la part gratuite du travail vivant) a beau augmenter avec la baisse des prix, cela ne suffit plus à produire plus de profits. Cela parce que la diminution de la quantité de travail vivant est devenue telle qu'elle entraîne aussi celle du travail gratuit, c'est à dire de la masse des profits, malgré cette augmentation du taux d'exploitation. Telle est, la caractéristique de la crise moderne, la cause immédiate de la surproduction absolue de capital. Celle-ci apparaît donc concrètement essentiellement comme une conséquence des gains de productivité, en ce qu'ils ont fini par produire une diminution du travail vivant telle qu'elle annihile les augmentations de plus-value relative qu'ils produisent aussi. C'est une tendance lourde. Selon J. Gouverneur par exemple, aux USA la valeur des biens de consommation a déjà baissé d'environ 55% sur la période 1948-1991¹⁰. Et, ça continue : toujours aux USA, « les prix des biens durables ont régressé de 4,1% » en 2003 »¹¹.

10 J. Gouverneur, *Les fondements de l'économie capitaliste*, Bruxelles, Contradictions-L'Harmattan, 1994, p.190. Il est ici intéressant de rappeler que les coûts de fabrication entrent pour peu dans les prix finaux, relativement aux coûts annexes, par exemple les coûts de gestion, ou financiers ou « de mise à disposition » (publicité, emballage, marketing), etc. Il y a 20 ans D.Clerc et alii les estimaient déjà, « pour beaucoup de produits » à moins de 20% du prix final (in *La Crise*, p.65, op. cité).

11 Etude de Merrill Lynch, citée dans *Le Monde*, 09.12.03

Marx avait déjà envisagé cette perspective, simplement logique à son époque, mais concrète aujourd'hui : « *Avec le développement de la production, la somme de travail vivant nouvellement ajoutée à chaque marchandise singulière diminue absolument, et cette baisse prend des proportions si considérables qu'elle fait baisser aussi, en valeur absolue, la masse du travail non payé que recèle la marchandise, quelle que soit son augmentation relative par rapport à la fraction payée. La masse de profit par marchandise sera donc fort réduite à mesure que se développera la force productive du travail en dépit de l'élévation du taux de la plus-value...* »¹² Ce qui est remarquable et caractéristique de la crise moderne, c'est que cette argumentation théorique se vérifie aujourd'hui. Progressivement « la loi à double face » des profits s'estompe. Non seulement le taux de profit diminue, mais même la masse peine à augmenter. Quand le capital arrive à un stade historique de son accumulation où le niveau de la productivité moyenne est tel, partout dans le monde, que toute élévation supplémentaire se heurte à la limite des « rendements décroissants », que nous avons déjà exposée, alors il arrive dans son âge sénile. Car si toutes les crises de sa phase de maturité pouvaient se résoudre par les hausses de productivité et l'augmentation subséquente de la masse de plus-value relative, voilà que ce n'est plus possible. Les gains de productivité, l'économie du temps de travail qui était sa « vocation historique », son rôle progressiste dans l'histoire, ne l'intéressent plus. Cela pour la seule raison bornée et mesquine qu'ils ne permettent plus d'augmenter la plus-value. « *Par là il prouve, une fois de plus, qu'il entre dans une période sénile et qu'il se survit de plus en plus.* »¹³ Ils permettraient certes d'économiser de la peine humaine, du travail pénible, mais cela n'intéresse nullement le capital. Ce n'est pas ce progrès vers la liberté qui le motive, mais seulement le profit, les progrès de l'aliénation humaine par la domination de l'argent.

Il se survit ne veut pas dire qu'il va s'écrouler tout seul. Seulement que le développement de nouvelles forces productives, d'une plus forte efficacité productive, stagne. Son accumulation stagne à travers de perpétuels mouvements de hausses et de baisses, de bulles et de krachs, d'innovations aussi destructives que constructives, voire plus (au lieu d'être des « destructions créatrices » à la Schumpeter et autres darwinistes sociaux). Il est en permanence souffrant, malade, en crise.

12 K. Marx, *Le Capital*, III, I, 239, ES.

13 *Ibidem*, p.274.

« *La véritable barrière de la production capitaliste, c'est le capital lui-même....* »¹⁴ disait Marx. Quelques uns ont cru pouvoir tirer de cette observation la conclusion que le capital s'écroulera de lui même sous le poids de ses contradictions « économiques »¹⁵, telles que la baisse du taux de profit, la surproduction absolue de capital, le blocage de l'accumulation. Or le capital est un rapport social, un rapport d'appropriation qui ne peut être aboli que par le renversement non seulement des propriétaires en titre, mais de toutes les conditions qui produisent la propriété¹⁶. Seule une révolution sociale (dont la révolution politique n'est qu'un moyen) peut abolir des rapports qui sont sociaux. L'ère des révolutions prolétaires s'est ouverte en Europe au 19^{ème} siècle. Leur aire en est aujourd'hui planétaire. Ce qu'on peut dire de cette phase de sénilité où est entré le capitalisme, c'est que la « barrière » qui s'oppose à la reproduction accumulative du capital est d'une telle consistance qu'elle le conduit, lui et la société capitaliste, à une situation de crise chronique. C'est à dire des tentatives permanentes, désespérées, inefficaces et toujours recommencées de la franchir, de créer les conditions d'une production accrue de plus-value. C'est donc une lutte de classe permanente contre le prolétariat qu'il doit sans cesse aggraver. On le constate facilement aujourd'hui, mais souvent sans voir qu'il s'agit moins de « méchanceté » que de nécessité pour le capital. Malgré cette lutte intense il ne se développe pas, ou peu, mais se survit. Les faits témoignent de tout cela, tels que :

- l'accroissement de la paupérisation, non plus seulement relative mais absolue, qui se constate à travers le monde du capital mondialisé, et qui se traduit notamment par des famines, des pandémies, des épidémies ravageuses, une misère galopante dans des mégapoles monstrueuses ;

- la multiplication des guerres aux quatre coins du globe pour tenter de maintenir l'ordre nécessaire aux libres mouvements des capitaux et des marchandises, ou pour rivaliser dans l'appropriation de matières premières et de marchés ;

- l'évolution totalitaire de la dictature bourgeoise.

Tous ces faits sont autant d'exemples évidents de l'intensification de la lutte de classe que doit absolument mettre en œuvre la bourgeoisie pour tenter d'organiser la survie du capitalisme, et la sienne avec, dans sa phase sénile. La limite ultime du capital est dans cette obligation où elle

¹⁴ *Ibidem*, p.263.

¹⁵ D'où leur caractérisation comme « déterministes » ou « économistes ».

¹⁶ Sur cette question, voir T. Thomas, *K. Marx et la Transition au Communisme*, Albatroz, 2002.

se trouve d'entreprendre une lutte totale, une guerre ouverte, contre le prolétariat mondial. Elle est qu'elle ne peut plus maintenir la cohésion sociale par la « réforme » qui distribue des miettes, et qui a culminé avec l'Etat-Providence des années 50 en Europe, mais seulement survivre à travers une guerre de classe intense, et permanente jusqu'à qu'elle la perde.

Le scandale du mode de production capitaliste est qu'il impose ainsi un déferlement de pauvreté et de mort au moment même où, bien que ce n'était pas son but mais peu importe, il a réuni toutes les conditions qui permettraient de satisfaire les besoins humains – et plus encore de les enrichir, de les développer – avec fort peu de peine physique éprouvante et usante. C'est cela même, c'est cette efficacité si grande du travail mécanisé, qui est une calamité telle pour le capital qu'elle le conduit aux guerres et aux destructions de toutes sortes. Cela alors même que cette efficacité, produit génial du développement humain historique, permet d'envisager avec réalisme une humanité débarrassée de la domination du travail contraint, intellectuellement et artistiquement borné, une humanité pouvant vivre dans une abondance réelle, mais raisonnable parce que maîtrisée, donc des hommes pouvant se construire librement dans un travail, des activités libres, c'est tout ce magnifique potentiel d'hommes riches de besoins et d'activités élevés, élargissant sans cesse « *le processus de la vie* », que le capital empêche de se réaliser et de s'épanouir. Cela parce qu'il n'a et ne peut avoir que le but mesquin, borné, aliénant, de soumettre le développement de la puissance productive des hommes à la production de plus-value, et qu'il plonge la planète entière dans les catastrophes les plus catastrophiques parce que le moyen d'augmenter la productivité qu'il emploie nécessairement pour ce but produit à la fin l'effet contraire. Le moyen, « *le développement inconditionné de la productivité sociale* » devient antagonique avec ce but limité : « *mise en valeur du capital existant* »¹⁷, obtention du maximum de travail vivant gratuit.

Avec le capitalisme sénile, le scandale est d'une ampleur telle qu'il pose l'exigence de la condamnation du capital à la peine capitale. Comment tolérer qu'un excès d'argent, de moyens de productions, de marchandises s'accompagne d'un « excès » toujours plus grand de chômeurs et de pauvreté ? Comment tolérer des destructions massives et permanentes de richesses en même temps qu'une extension massive et permanente de la pauvreté ? Comment tolérer que tant de temps libéré des nécessités

¹⁷ K. Marx, *Le Capital*, III, 1, p.263, ES.

du travail contraint soit transformé en temps d'abrutissement et d'aliénation ?

La sénilité du capital est donc qu'ayant abouti à une immense efficacité productive du travail humain, elle lui devient insupportable. Dans son célèbre résumé du mouvement historique Marx exprime parfaitement cet antagonisme : « *à un certain stade de leur développement, les forces productives entrent en contradiction avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors ... Alors s'ouvre une époque de révolution sociale.* »¹⁸ La sénilité du capitalisme ne conduit pas à une mort naturelle, mais au renforcement de cette exigence, de cette nécessité de révolution sociale qui devient plus forte que jamais.

Voilà la conclusion à laquelle amène l'analyse de la crise du capital moderne. Elle est évidemment exactement contraire aux affabulations intéressées de ceux qui affirment que nous sommes entrés dans l'époque de « la fin de l'histoire », de la victoire définitive de la démocratie et du libre marché, c'est à dire du capitalisme, sur le communisme, c'est à dire l'abolition des classes et la communauté internationale des individus sociaux. Mais elle s'oppose aussi aux théories plus sournoises qui, sous la critique de quelques aspects isolés du capitalisme masquent leur opposition à cette révolution sociale qui doit conduire à l'abolition des rapports de propriété privée.

C'est notamment le cas aujourd'hui de ceux qui veulent ravalier la façade du réformisme social-démocrate, ce vieil ennemi hypocrite et rusé du prolétariat, pourtant aussi sénile, dégradé et pourrissant que l'ensemble de la classe dont il représente une fraction, la bourgeoisie. Leur idée, on le sait, est de critiquer non le capital mais certaines de ses conséquences présentées comme des « excès ». L'ennemi serait par exemple seulement le capital financier et la « mondialisation libérale ».

Répétons encore que la mondialisation libérale n'est pas la cause de la crise, elle a au contraire donné un nouveau souffle à l'accumulation du capital. Ce qui est significatif, c'est qu'il n'est pas arrivé à sortir de la crise malgré la mondialisation libérale, et non pas à cause d'elle. Ce qui est remarquable, c'est bien que malgré l'ampleur considérable de la baisse des coûts du travail et de l'élargissement de son aire de valorisation à des centaines de millions de nouveaux prolétaires arrachés des campagnes dont il a pu bénéficier ces trente dernières années, le capital n'a pas pu reprendre un cycle d'accumulation durable. Voilà ce que seule la théorie

18 *Contribution à la Critique de l'Economie Politique*, ES, p.4 (Préface).

marxiste explique, ainsi qu'il en a été rendu compte dans les chapitres précédents. Et quand la cause est ainsi trouvée, le remède peut l'être aussi.

Apparemment d'opinion inverse à celle de ces tenants d'un alter-capitalisme réformé et humanisé, d'autres idéologues prophétisent que le capital va en quelque sorte s'écrouler de lui-même, ou presque. Car selon eux l'heure de la « fin du travail » a sonné. Et évidemment s'il n'y a plus de travail, il n'y a plus de prolétariat ni de bourgeoisie. Ces gens prennent prétexte de la réelle et très forte diminution de la quantité de travail qu'utilisent les moyens de production moderne pour oublier qu'ils sont nourris, logés, chauffés, habillés, transportés, nettoyés, soignés, comme tout le monde, par le travail de centaines de millions de prolétaires et de paysans dans le monde. Claironner « la fin du travail » et arrivée l'ère des robots, c'est se débarrasser du prolétariat à bon compte¹⁹. Et du capitalisme avec. C'est aussi oublier que le capital sénile se survit, c'est à dire entretient la survivance du travail prolétarisé, à travers des destructions et créations permanentes, dévalorisations et valorisations de l'ampleur nécessaire à sa survie. Il peut même encore accumuler quelque peu au prix d'une exploitation encore plus forcenée des prolétaires et de la nature, et c'est ce qu'il fait au risque de détruire la planète et ses habitants. Tout cela montre certainement qu'il est temps pour lui de se retirer comme le disait aimablement Marx²⁰. Mais encore faut-il en passer par le processus de la transformation des rapports d'appropriation qui le permet. C'est à dire par une période de luttes de classe, de dictature du prolétariat, que tous les humanistes et droits de l'hommes abhorrent particulièrement, car c'est la révolution non en paroles mais en pratique, non pas simple, douce et garantie, mais compliquée, dure, et éventuellement défaite.

Bref, la fin du travail contraint, du « règne de la nécessité », au profit de la domination du travail libre, du « règne de la liberté », nécessite encore de grands développements des forces productives. Ils sont possibles assez rapidement et facilement compte tenu du niveau scientifique et technologique atteint, connaissances dont pourraient s'emparer et les développer tous les individus grâce au temps disponible qui peut être dégagé en abondance, et qui est la vraie richesse fournie par la productivité. Et

19 Sur ce sujet, voir T. Thomas, *Ni fin du travail, ni travail sans fins*, Paris, Albatroz, 1998.

20 « *La destruction violente du capital, non par des circonstances qui lui sont extérieures, mais comme condition de sa propre conservation, est la forme la plus frappante du conseil qui lui est donné d'avoir à se retirer pour faire place à un niveau supérieur de protection sociale.* » K. Marx, *Gr.*, II, p.237-238, ES.

qu'est-ce qui empêche ce développement de la puissance productive des hommes, base pour qu'ils se construisent libres et responsables de leur développement en tant qu'hommes ? Simplement les rapports d'appropriation privés qui bloquent ce développement dès qu'il n'est plus productif de plus-value, dès donc qu'il réussit à « trop » diminuer le travail prolétaire, le travail galère, le travail aliéné.

C'est donc cette propriété privée des conditions de la production qu'il faut éliminer pour sortir de la crise permanente du capital, et donner libre cours au développement humain. Mais, et pour pousser les choses jusqu'à leur racine, qu'est-ce au juste que cette propriété privée à laquelle se heurte le développement de la puissance productive des hommes ? Ce n'est pas tant celle des petits producteurs ou du capitalisme familial qui, aujourd'hui, ne détiennent qu'une part minime de la propriété des conditions de la production. Celles-ci, du moins sur le plan juridique, sont théoriquement aux mains d'une myriade d'actionnaires, d'épargnants, pour la plupart plus créanciers que propriétaires d'un capital qui, hyper concentré, est séparé d'eux et échappe en fait à leur contrôle. Ce capital concentré « apparaît de plus en plus comme un pouvoir social (et non plus privé, n.d.a.) dont le capitaliste est l'agent »²¹. Il faudrait dire dont les capitalistes sont les agents. Ce sont tous ceux qui dirigent et organisent la production de la plus-value, c'est à dire ceux qui ont la maîtrise de cette production à un titre ou à un autre. Ils ne sont pas que les propriétaires juridiques du capital-argent qui personnifient encore parfois le capital en tant qu'individus isolés, ou plus généralement qui le représentent anonymement en tant que « la Bourse », « la Finance ». Car la propriété est bien autre chose que la simple possession de titres portant intérêt ou dividende. Elle est autre chose qu'un droit reconnu par la loi. Elle est un comportement d'appropriation des conditions concrètes d'existence. A commencer par la plus fondamentale de ces conditions : les moyens de subsistance et de production. Ceux qui ont les moyens de cette appropriation dominent la vie de ceux qui en sont privés, et peuvent s'approprier leur travail qu'ils commandent. Ils le commandent parce qu'ils ont la maîtrise de ses conditions, telles que organisation, coopération, outils, science, technologie, etc. S'approprier, c'est maîtriser, pouvoir utiliser à son profit. Le comportement d'appropriation est fondé sur les moyens qu'on possède²² pour ce faire.

21 K. Marx, *Le Capital*, III, 1, p.276, ES.

22 Pour un développement plus complet, voir T. Thomas, *K. Marx et la Transition au Communisme*, chapitres 4 et 5, Paris, Albatroz.

Aujourd'hui l'appropriation réelle des conditions de la production est aux mains d'une classe bourgeoise formée de multiples puissances spécialisées : managers, ingénieurs, commerciaux, financiers, hauts fonctionnaires, etc. Aucun d'eux ne maîtrise seul le procès de valorisation dont il est un agent parmi d'autres, tous rivalisent pour s'approprier la plus grande part possible de plus-value, mais collectivement ils sont tous face au prolétariat, et réciproquement. Ils ne sont que les agents du capital, car ils n'existent comme puissances s'appropriant la richesse sociale qu'en tant qu'ils organisent l'existence, donc la valorisation du capital. Ils exercent ces fonctions parce que les moyens en sont leur propriété. Parce qu'ils se sont appropriés les conditions matérielles et intellectuelles, objectives et subjectives, de la production. Si on a compris que la propriété privée des conditions de la production est bien la racine des contradictions qui mènent à la crise généralisée dont nous avons exposé les principales caractéristiques dans cet ouvrage, si donc on a compris que c'est cette racine qu'il faut éradiquer pour sortir de la situation scandaleuse et catastrophique où le capitalisme sénile plonge les trois-quarts de l'humanité, alors il faut bien comprendre aussi cette propriété comme ce comportement d'appropriation par une classe particulière de « l'intellect général », de cette quintessence du patrimoine légué par les générations passées.

Sachant ce qu'il faut éradiquer, au delà de la seule propriété juridique et financière qui est la plus simple à éliminer, reste la question : peut-on y parvenir ? La réponse est connue : c'est possible parce que le capitalisme crée les conditions de son dépassement en même temps que les obstacles à son existence. Ce qui est obstacle pour lui est promesse pour l'humanité.

Les obstacles ? Nous connaissons bien ceux qui forment l'ultime barrière. Le capital n'existe que par les prolétaires, mais en les réduisant à une telle misère qu'il les oblige à se révolter bien que la plupart se contentent pourtant de peu. Il n'existe que par leur travail, mais le diminue sans cesse par la productivité. « *Un développement des forces productives qui réduirait le nombre absolu d'ouvriers ... amènerait une révolution, parce qu'il mettrait la majorité de la population hors du circuit.* »²³ Ce que développe le capital, prolétariat et puissance productive, sont pour lui des calamités, et sont exactement en même temps les forces et les conditions d'une communauté future libérée de l'exploitation de l'homme par l'homme.

23 K. Marx, *Le Capital*, III, I, p.276.

Ces forces et conditions objectives positives croissent historiquement en même temps que les difficultés du capital à poursuivre son accumulation, à reproduire la société bourgeoise²⁴. Les principales de ces potentialités objectives sont les suivantes :

- La production d'une grande quantité de valeurs d'usage au prix de quantités de travail (ou valeurs d'échange dans les sociétés capitalistes) de plus en plus faibles. Soit la production de « l'abondance », c'est à dire rien d'autre que d'être libéré des travaux vulgaires, harassants et pauvres en contenu artistique ou intellectuel.

- Soit encore, vu sous un autre angle, la production de la vraie richesse : le temps disponible, condition nécessaire, bien que non suffisante, pour que chacun puisse se développer à travers des activités supérieures (scientifiques, artistiques, etc.) comme homme riche de qualités, et par là développer tous les autres, et réciproquement, dans l'échange de qualités.

- Le patrimoine de l'humanité n'est plus parcellisé en diverses petites cultures locales ou régionales limitées, repliées sur elles-mêmes et obnubilées par leur conservation, mais a été constitué en un vaste et universel « intellect général » que donc tout un chacun pourrait s'approprier, utiliser et développer grâce au temps libre. D'où un développement universel encore plus rapide et plus élevé de l'humanité.

- L'existence d'un vaste prolétariat mondial, individus de plus en plus dépouillés de toute propriété des conditions de leur existence par le pôle du capital et donc obligés par lui à s'unir dans la lutte pour leur existence, qui s'avère ne pouvoir être qu'une lutte révolutionnaire au fur et à mesure que le capital est contraint de mettre une masse de plus en plus grande de la population « hors du circuit ».

Le temps disponible, le temps non employé à du travail contraint, apparaît comme le pivot central objectif de toute l'affaire : la racine de la crise et la racine du futur. Sous le capitalisme il est calamité, pour le capital comme pour les prolétaires. Ce qui manifeste aussi l'épuisement de ce mode de production. *« Dès lors que le travail sous sa forme immédiate a cessé d'être la grande source de la richesse, le temps de travail cesse nécessairement d'être sa mesure, et, par suite, la valeur d'échange cesse d'être la mesure de la valeur d'usage ... Cela signifie l'écroulement de la*

24 Quand une classe n'a plus que le moyen de guerres, policières et militaires, pour se reproduire, et avec elle le mode de production qu'elle domine, c'est bien le signe de l'épuisement de ce mode de production.

production reposant sur la valeur d'échange... »²⁵ Cet écroulement nécessite comme première condition le renversement du pouvoir d'Etat bourgeois. Mais la prise du pouvoir politique par les forces de la révolution n'est pas l'abolition des rapports d'appropriation bourgeois. Elle n'est qu'un moyen nécessaire pour y parvenir (et l'histoire a assez montré que ce moyen pouvait se retourner contre cette fin puisqu'il reste inéluctablement lié à la persistance de ces rapports d'appropriation, et peut les reproduire aussi bien que les combattre).

La prise du pouvoir politique permet d'emblée d'accroître considérablement le temps disponible par l'élimination de toutes sortes de productions et d'activités parasitaires devenues inutiles et par le partage du travail contraint entre tous²⁶. Le temps libre ainsi dégagé devient alors une base pour la conquête des moyens de l'appropriation par tous des conditions du travail, objectives et subjectives (science, technologie, coopération, planification). « *Le temps libre – qui est aussi bien temps de loisir que temps destiné à une activité supérieure – a naturellement transformé son possesseur en un sujet différent, et c'est en tant que tel qu'il entre alors dans le procès de production immédiate.* »²⁷ Plus s'accroissent les capacités scientifiques des producteurs, et plus ils peuvent maîtriser le procès de production, et, au delà leur vie sociale. Et plus aussi la productivité peut être démultipliée par la participation de toutes les intelligences aux progrès technologiques. Ce qui accélère encore la production du temps disponible pour s'approprier et développer le « général intellect ».

Il s'enclenche ainsi une spirale positive dans la dialectique temps libre/temps de travail qui finit par réduire à peu le temps du travail contraint et à faire de toute activité, ou presque, un travail riche. Pour le capital, la contradiction travail nécessaire/surtravail (travail payé/travail gratuit) finit par devenir antagonique, puisque pour lui la diminution du premier terme qu'il poursuit de toutes ses forces finit par entraîner la disparition du second, ce qui provoque des crises destructrices. A l'inverse, le socialisme détruit cette contradiction par l'appropriation par tous du travail, c'est à dire celle de ses conditions (et partant de ses résultats). Cette appropriation permet de faire du travail un seul temps : il est calculé non pour accroître, seulement et au maximum, le surtravail des prolétaires, mais pour satisfaire aux besoins immédiats et futurs (« l'élargissement de la vie ») de l'ensemble de la société. C'est donc un temps pour

25 K. Marx, *Gr.*, II, p.193, ES.

26 Sur ce sujet, cf. T. Thomas, *Crise, Technique et Temps de Travail*, Paris, Albatroz, 1998.

27 K. Marx, *Gr.*, II, p.200, ES.

les travailleurs, déterminé par eux qui décident du travail pour les besoins immédiats et du travail pour le développement. De plus le vrai critère de l'économie devient l'économie du temps de travail. « *Ce n'est plus alors le temps de travail, mais le temps disponible qui devient la mesure de la richesse* »²⁸. Alors le temps de travail contraint ne s'oppose plus de façon antagonique au temps disponible, n'est plus temps sacrifié face au temps pour jouir, puisque le premier est ainsi destiné à accroître le second, et le second à transformer le premier en temps de travail riche, selon le mouvement dialectique rappelé ci-dessus.

Répetons-le, l'appropriation de la construction de la vie, c'est l'appropriation du travail, l'appropriation de toutes les conditions du travail, objectives et subjectives. C'est cela le changement des rapports de propriété, la révolution sociale. Ce n'est qu'à travers la dialectique temps de travail/temps disponible que peut se faire l'appropriation des conditions subjectives. Elle est aussi une lutte, car la bourgeoisie défend par mille moyens les plus subtils, les plus masqués, aussi bien, sinon plus, son appropriation des conditions subjectives que celle des conditions objectives. D'où la nécessité d'une période plus ou moins longue de transition après le renversement de l'Etat bourgeois officiel pour que ce procès puisse s'achever pleinement, aboutir à l'appropriation par tous du « général intellect ». Il n'y a plus alors qu'un seul temps : la vie, la construction, l'élargissement de la vie.

La crise du capital sénile ouvre une époque d'intense luttes de classe dont l'enjeu n'est rien moins que la vie, la dégradation de la vie ou son élargissement. Cet enjeu consiste en l'appropriation par tous des conditions du travail. Ce qui est en même temps transformation du travail contraint et aliéné en travail riche et libre. Ce qui est catastrophique pour le capital et l'oblige à détruire la planète étant ce qui peut permettre de réaliser ces transformations révolutionnaires est un constat qui indique que ce succès est non seulement raisonnable, mais possible.

T. THOMAS

10/05/04

28 Ibidem, p.196.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	3
Chapitre I. - LES RACINES DE LA CRISE	11
1.1 Propriété privée et crise	11
1.2. Contradictions dans les échanges de marchandises	15
1.3. Contradiction dans les fonctions de l'argent	24
1.4. Crise du procès de reproduction du capital	28
Chapitre II - LA CRISE COMME SURPRODUCTION DE CAPITAL	33
2.1. Accumulation et surproduction.	33
2.2. Surproduction du capital et variations des profits	39
2.3. Surproduction de capital sous la forme financière	49
Chapitre III. - KRACHS FINANCIERS ET CRISE DU CAPITAL.....	63
3.1. Le dopage monétaire.....	63
3.2. Le dopage monétaire aggrave la crise.	74
Chapitre IV. - CRISE ET MONDIALISATION.....	85
4.1. La mondialisation comme solution à la crise.....	85
4.2. Les limites de la mondialisation.....	101
Chapitre V. - CRISE D'UNE SOCIETE.....	107
Chapitre VI. - LA CRISE ACTUELLE ET LES RACINES DU FUTUR	121
TABLE DES MATIERES	139

Tom Thomas

LA CRISE CHRONIQUE OU LE STADE SENILE DU CAPITALISME

Personne ne doute que le capitalisme est en crise. Les quelques épisodes de brèves reprises ici ou là permettent aux « experts » de claironner que le système va toujours de l'avant. Pourtant les contradictions se multiplient, s'approfondissent et se résolvent en crises de plus en plus fréquentes et de plus en plus pénibles pour l'immense majorité des populations. Le constat de ces catastrophes n'est pas en question. Les krachs financiers, le chômage, le sous-emploi, la précarité, la misère, les pandémies, les désastres écologiques, les guerres se succèdent à une fréquence accélérée, fragilisant de plus en plus les grands centres du capitalisme. L'analyse des crises quant aux constats n'a guère d'intérêt. Par contre, l'étude de leurs causes en vue de dégager des solutions s'avère bien plus importante.

Face à ceux qui ne voient dans les crises que des causes conjoncturelles ou particulières, face à ceux qui considèrent qu'il ne s'agit là que de dérèglements qu'il serait possible de corriger en mettant l'économie au service de l'homme ou en humanisant le capitalisme ou encore en assignant à l'Etat ou à quelque autre super-institution une mission régulatrice, Tom Thomas affirme que les crises sont structurelles et inhérentes au système lui-même.

C'est donc le système lui-même qui est en cause, système qui, comme il sera montré « ne peut plus se survivre que dans une agonie perpétuelle, une sorte de stagnation dans laquelle ses avancées scientifiques et technologiques ne pourront s'opérer que sur la base de destructions et de chômage croissants, et du développement d'une oppression bourgeoise de plus en plus totalitaire dans tous les domaines politiques, culturels et sociaux ».

Cette situation manifeste ainsi que le capitalisme a créé les conditions objectives de sa propre destruction. Quant à savoir s'il s'effondrera de lui-même ou à l'issue d'un processus révolutionnaire, c'est mal poser la question car la lutte des classes est aussi inhérente au capitalisme que la situation de crise. Et ce qui est certain, c'est que les crises minent le pouvoir politique de la bourgeoisie, sapent les alliances de classes sur lesquelles est basée son hégémonie, suscitent des mouvements de résistance, aiguïssent les conflits, exacerbent les antagonismes. De la manière dont ceux-ci seront résolus, résultera le socialisme ou la barbarie.

Contradictions
Bruxelles
2004, 140 p., 10 €

ISBN 2 - 87090-048-1
ISSN-0770-8521
D 2004-2184-2